



SYNDICAT DES EAUX DU SUD
KOERICH

**Forages de reconnaissance supplémentaires en vue de l'étude
du captage de source Tro'n (SCS-210-60)**

Demande suivant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

EIE Screening – Vérification préliminaire

N° de référence	20212161-GC-HYDRO-ENV-400	
Suivi	Nom	Date
Rédigé par	Marie BARROIS	21.04.2022
Vérifié par	Laurence PLÈNECASSAGNE	21.04.2022

Modifications

Indice	Description	Date



TABLE DES MATIERES

1.	Présentation générale	4
1.1	Présentation du projet et coordonnées de contact	4
1.2	Contexte du projet	5
2.	Localisation et description du site	6
2.1	Description de la zone	6
2.2	Emplacement des forages.....	6
2.3	Situation géologique et hydrogéologique	8
2.4	Eaux de surface et risque d'inondation	9
2.5	Eléments biologiques et écologiques.....	10
2.5.1	Biotopes et Habitats d'Espèces Protégées (Article 17 de la loi du 18 juillet 2018).....	10
2.5.2	Espèces animales faisant l'objet d'une protection spéciale (Article 21 de la loi du 18 juillet 2018).....	11
2.5.3	Zone Natura 2000 (Article 32 de la loi du 18 juillet 2018)	12
3.	Situation actuelle et description des zones avoisinantes	13
4.	Description détaillée des investigations	15
4.1	Géologue conseils.....	15
4.2	Entreprise exécutant les investigations	16
4.3	Description générale des forages et piézomètres.....	16
4.4	Durée du chantier	17
4.5	Utilisation de l'eau	17
4.6	Mode de prélèvement	17
4.7	Traitement de l'eau	17
4.8	Plans.....	17
5.	Evaluation des incidences sur l'environnement	18
6.	Conclusion	21
7.	Références	22

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Extrait de la carte géologique numérique du Luxembourg.	9
Figure 2. Communautés forestières, vert flashy = Melico-Fagetum (MF-9130) (ANF, www.geoportail.lu , 20/04/2022).....	11
Figure 3. Extrait de la zone Natura 2000 LU0001018 "Vallée de la Mamer et de l'Eisch"	13
Figure 4. Vue de l'ouvrage actuel de captage de source Tro'n (en février 2022).	14
Figure 5. Localisation du site d'étude sur fond d'orthophotographies.....	15
Figure 6. Exemple d'un système de fermeture par taque hydrant.....	17
Figure 7. Exemple d'un système de fermeture par tube inox dépassant.	17

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Coordonnées du captage actuel Tro'n dans le système de coordonnées national (Luxembourg 1930 Gauss).....	6
Tableau 2. Coordonnées des piézomètres existants dans le système de coordonnées national (Luxembourg 1930 Gauss).....	6
Tableau 3. Localisation des forages de reconnaissance envisagés.....	6
Tableau 4. Localisation cadastrale de l'ouvrage de captage actuel Tro'n.....	7
Tableau 5. Localisation cadastrale des forages envisagés.	7
Tableau 6. Description des principaux faciès lithologiques rencontrés dans le secteur d'étude.	8

1. Présentation générale

1.1 Présentation du projet et coordonnées de contact

Demandeur, propriétaire et exploitant :	Syndicat des Eaux du Sud (SES) Fockemillen L-8386 Koerich Tel. : +352 39 91 96 - 1 Fax : +352 39 98 15 
Objet principal de la demande :	Forages de reconnaissances pour l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60).
Emplacements des investigations projetées :	Commune de Habscht Parcelles 1/499, 1/505, 2/327 Section SB de Roodt
Code national des forages prévus :	Fournis ultérieurement selon la nomenclature éventuelle de l'Administration Gestion de l'Eau.
Législation concernée :	Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (point b) du paragraphe 3 de l'article 2).
Auteur de la demande :	Géoconseils S.A. 4, rue Albert Simon L-5315 Contern B.P. 102 L-5302 Sandweiler Tél. : +352 30 57 99 - 1 Fax : +352 30 57 99 - 500 
Vue d'ensemble de l'établissement et activités projetées sur le site :	Réalizations de 3 forages de reconnaissance (FCT3 à FCT5) entre la commune de Tuntange (Helperknapp), localité Bour et la commune de Habscht, localité Roodt (dans le cadre de l'étude du captage de source Tro'n). L'installation de piézomètres, la réalisation d'essais de pompage et prélèvements d'eau sont prévus.

1.2 Contexte du projet

Le Syndicat des Eaux du Sud (SES) exploite la source Tro'n (SCS-210-60) pour sa distribution d'eau potable. Actuellement, le captage de source Tro'n ne répond plus aux exigences en matière de captage d'eau potable. Il est nécessaire d'engager de travaux d'envergure pour remédier à la situation. Un renouvellement de la conduite d'adduction sur laquelle est raccordé le captage est déjà planifié et il serait avantageux de profiter de la mise hors-service des installations pour renouveler le captage.

Une étude hydrogéologique s'avère donc nécessaire pour définir avec précision la situation géologique et hydrogéologique dans laquelle évolue la source. Ainsi, des forages de reconnaissance et des essais hydrogéologiques sont prévus.

Le projet est soumis au cas par cas à une évaluation des incidences selon l'Annexe IV du Règlement grand-ducal du 15 mai 2018 portant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement :

N° courant	Catégorie de projet
85	Forages de reconnaissance réalisés dans le cadre des études de délimitation des zones de protection conformément à la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et des forages de reconnaissance réalisés sans le cadre de la surveillance de l'eau souterraine conformément à la directive cadre 2000/60/CE

Une demande d'autorisation suivant la loi modifiée du 19 décembre 2008 concernant la protection et la gestion de l'eau et une demande d'autorisation suivant la loi du 18 juillet 2018 relative à la protection de la nature et des ressources naturelles seront également introduites, respectivement auprès de l'Administration de la Gestion d'Eau et du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

2. Localisation et description du site

2.1 Description de la zone

Un extrait de la carte topographique, à l'échelle 1 : 5 000, permettant la localisation de l'ouvrage actuel Tro'n et des sondages prévus au sud de la commune de Tuntange (Helperknapp), localité Bour, à l'est de commune de Habscht, est disponible en Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-001. Cette annexe permet également de localiser les sources alentours de la zone d'étude et les forages déjà réalisés autour du captage de source Tro'n. Le Tableau 1 ci-après présente les coordonnées du captage actuel Tro'n dans le système de coordonnées national (Luxembourg 1930 Gauss). Ces coordonnées et l'altitude associée, ont été obtenues sur base du dossier de zones de protection Z3-1 des captages Kluckenbach et Tro'n.

Tableau 1. Coordonnées du captage actuel Tro'n dans le système de coordonnées national (Luxembourg 1930 Gauss).

Source	ID National	X (m)	Y (m)	Z _{fil eau} (m)
Tro'n	SCS-210-60	68 832	84 530	266,95

La source Tro'n est située sur le territoire sud de la commune de Helperknapp (Tuntange), dans la localité de Bour, et à l'est du territoire de la commune de Habscht, à l'est de la localité de Roodt.

Le captage Tro'n se trouve sur le flanc nord-ouest de la colline boisée montant vers le plateau Riederbiert. La rivière Eisch s'écoule au nord, en aval du captage Tro'n.

Deux forages équipés en piézomètre ont déjà été réalisés autour du captage de source Tro'n pour l'étude de la délimitation des zones de protection du captage. Les coordonnées de ces piézomètres est visible dans le Tableau 2.

Tableau 2. Coordonnées des piézomètres existants dans le système de coordonnées national (Luxembourg 1930 Gauss).

Piézomètre	ID National (code du service géologique)	X (m)	Y (m)	Z _{TN} (m)
FCT1	FR-210-820	68 815	84 475	279,86
FCT2	FR-210-821	68 840	84 530	272,11

2.2 Emplacement des forages

- Suivant la carte topographique

Les forages de reconnaissance sont situés à proximité de la source Tro'n.

Le Tableau 3 ci-après présente les coordonnées des sondages projetés dans le système de coordonnées national (LUREF).

Tableau 3. Localisation des forages de reconnaissance envisagés.

Nom	Profondeur estimée (m)	X (m)*	Y (m)*	Z (m)*
FCT3	10	68 859	84 559	272,88
FCT4	15	68 848	84 511	280,09
FCT5	10	68 791	84 459	281,25

* Coordonnées approximatives

La position exacte des sondages est susceptible d'évoluer légèrement en fonction des conditions réelles au moment de la réalisation des investigations.

- Suivant la situation cadastrale

Le terrain concerné par la source Tro'n est détaillé dans le Tableau 4 ci-après.

Tableau 4. Localisation cadastrale de l'ouvrage de captage actuel Tro'n.

Source	ID National	N° Parcelle	Section	Commune	Propriétaire
Tro'n	SCS-210-60	1/499	SB de Roodt	Habscht	Syndicat des Eaux du Sud (SES)

La source Tro'n est localisée sur la section SB de Roodt et se trouve sur la commune de Habscht, sur une parcelle appartenant au Syndicat des Eaux du sud (SES).

Les piézomètres existants FCT1 et FCT2 sont situés sur la parcelle 1/505 appartenant à la section SB de Roodt, sur le territoire de la commune de Habscht.

Les terrains concernés par les forages envisagés sont détaillés dans le Tableau 5 ci-après.

Tableau 5. Localisation cadastrale des forages envisagés.

Nom	N° Parcelle	Section	Commune	Propriétaire
FCT3	1/505	SB de Roodt	Habscht	Commune de Habscht
FCT4				
FCT5	2/327			

Les forages projetés sont situés sur les parcelles n° 1/505 et 2/327 appartenant à la section SB de Roodt, sur le territoire de la commune de Habscht.

Un extrait du plan cadastral et un relevé parcellaire sont joints en Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-002.

- Suivant le Plan d'Aménagement Général (PAG)

Suivant le PAG de la commune de Habscht, à proximité de la localité de Roodt, la zone concernée par le captage et les forages de reconnaissance se situe en zone forestière.

Une des parcelles de la zone d'étude fait partie du PAG de la commune de Helperknapp, particulièrement commune de Tuntange, localités Bour – Ansembourg. Selon ce PAG, cette parcelle se situe également en zone forestière.

Les extraits des parties graphiques et écrites du PAG de la commune de Habscht ainsi que celles du PAG de la commune de Tuntange (Helperknapp), sont disponibles en Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-003.

2.3 Situation géologique et hydrogéologique

D'après la carte géologique harmonisée du Luxembourg (aux échelles 1 : 25 000 et 1 : 50 000, version du 03/09/2018), les formations détaillées dans le Tableau 6 sont présentes aux abords du site à l'étude. Un extrait de la carte géologique numérique est disponible en Figure 1.

Tableau 6. Description des principaux faciès lithologiques rencontrés dans le secteur d'étude.

				Appellation	Description des faciès	Epaisseur
QUATERNAIRE	HOLOCENE		eb	Eboulis de pentes	Fragments de blocs divers, sables, limons, argiles	0 - 10 m
			a	Alluvions des vallées	Graviers, sables, limons et argiles, localement tourbeux	0 - 10 m
JURASSIQUE	LIAS	SINEMURIEN	li ₃	Marnes et calcaires de Strassen	Alternances des marnes grises sableuses, bancs calcaires et calcaires gréseux.	Jusqu'à 20 m
			li ₂	Grès de Luxembourg	Formation homogène à bancs épais, à ciment carbonaté, un grès formé de sables fins à moyens. Ce grès calcaireux est coloré en gris-bleu dans l'état non altéré, par la présence de pyrite. Sous l'effet de l'altération, le ciment calcaireux se dissout et le grès se change en sable meuble et des concrétions de plusieurs dizaines de centimètres peuvent se former. Le grès altéré est souvent de couleur jaune ou brune. A la transition avec le li ₁ , les grès sont en revanche plus calcaireux et gris et alternent avec des bancs calcaro-marneux gris.	50 - 110 m
		HETTANGIEN Supérieur	li ₁	Couches à Psiloceras planorbis	Alternance de couches de marnes gris sombre et de bancs de calcaire gris	8 - 40 m
TRIAS	KEUPER		ko ₂	Argiles de Levallois	Marnes argileuses rouges	0 - 8 m
			ko ₁	Grès de Mortinsart	Grès; conglomérats; argilites feuilletées noires; dents de poissons, restes de plantes	0 - 13 m
			ko	Formation de Mortinsart	Argilites feuilletées rouges et grises ; Argilites feuilletées noires, conglomérats, grès micacé; dents de poissons, débris de plantes, dents de reptiles	1 - 16 m
			km ₃	Keuper à marnolites compactes	Marnes bariolées avec minces bancs de dolomie gris-claire; gypse, strates et concrétions calcitiques, au nord-ouest marnes sableuses, intercalations de minces bancs de grès	15 - 75 m

La Figure 1 présente un extrait de la carte géologique numérique du Luxembourg et replace l'ouvrage actuel et les investigations projetées dans leur contexte.

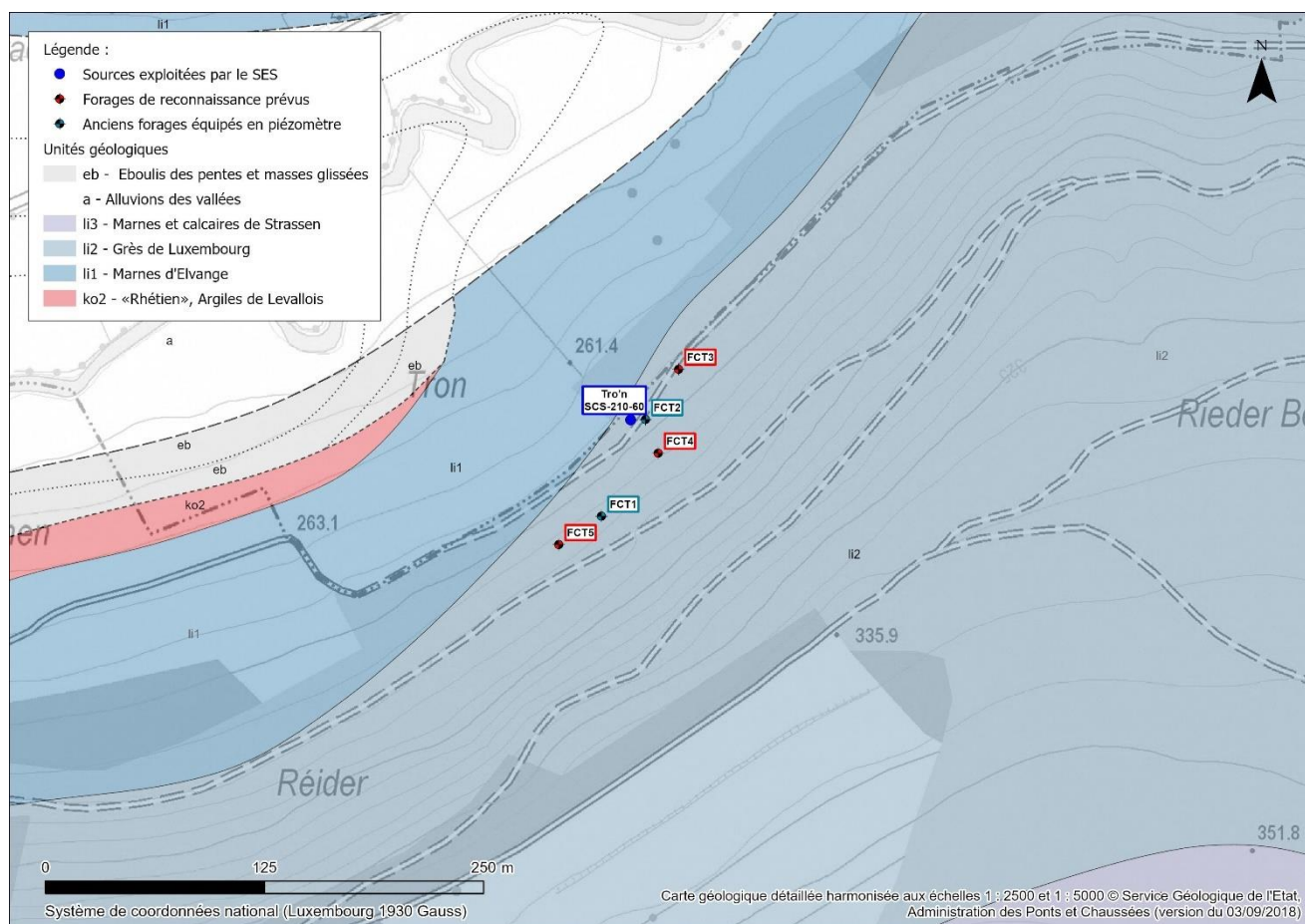


Figure 1. Extrait de la carte géologique numérique du Luxembourg.

Le Grès de Luxembourg est un aquifère perméable par porosité et fractures. La capacité de stockage des fractures est cependant relativement faible, en comparaison de celle des pores. La vitesse de déplacement de l'eau dans les zones fortement fissurées est très élevée. La transition avec les marnes du li₁ sous-jacentes est généralement progressive, avec des alternances de bancs sablo-gréseux et des bancs marneux. Les eaux de la source Tro'n circulent et se déversent dans la zone de transition d'une couche plus perméable (grès) à une couche moins perméable (marnes).

2.4 Eaux de surface et risque d'inondation

La rivière Eisch s'écoule à 170 m en aval du captage Tro'n, au nord-ouest. Ce cours d'eau présente un risque d'inondation significatif. Cependant, le captage de source Tro'n est situé en amont de l'Eisch, plus haut en pied de colline boisée. Les zones inondables ne portent donc pas atteinte jusqu'à la zone d'étude (consultation sur le Géoportail le 08/02/2022). Selon la carte des crues subites disponible sur le Géoportail, il n'y a pas de danger lors de fortes pluies pour la zone d'étude.

Les eaux éventuellement rejetées lors des essais de pompage seront les eaux brutes de la nappe. Il n'y aura pas de traitement sur place et donc pas de risque de pollution.

2.5 Eléments biologiques et écologiques

La zone concernée par le captage actuel Tro'n et les investigations projetées se trouve dans une zone Natura 2000 Habitats. La zone Natura 2000 habitats dans laquelle se trouve le secteur d'étude est la LU0001018 « Vallée de la Mamer et de l'Eisch », d'une superficie totale d'environ 6 799 ha.

L'évaluation des impacts potentiels sur ces zones protégées est incluse dans le chapitre 2.5.3 « Zone Natura 2000 » et un document plus complet est annexé (Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-004) à la présente vérification préliminaire (Screening-FFH). Les forages de reconnaissance étant de faible emprise au sol, le projet ne portera pas atteinte à cette zone spécifique.

2.5.1 Biotopes et Habitats d'Espèces Protégées (Article 17 de la loi du 18 juillet 2018)

Selon l'Article 17 de la loi du 18 juillet 2018, sont définis comme « biotopes » ceux ayant une forte valeur écologique du fait notamment de leur forme, apparence et origine naturelles. Sont par exemple inclus dans cette catégorie les lisières de forêts, les haies vives ainsi que les vergers et les prairies.

Au sens de l'Article 17, selon le cadastre des biotopes de milieux ouverts, le biotope BK11 « Marécage ou bas marais » et le biotope BK05 « source naturelle » (ainsi qu'une zone tampon) sont présents à environ 175 m au nord du captage de source Tro'n.

Comme visible sur le Géoportail (20/04/2022), dont un extrait est présenté en Figure 2, des zones forestières à proximité de la source Tro'n sont définies en partie comme forêts de hêtres. Plus spécifiquement, il est possible d'observer la définition de ces surfaces sur ce même site internet (rubrique : « Carte simplifiée des forêts naturelles ») en tant qu'habitat n° 9130 Hêtraie à Aspérule et Mélisque uniflore (*Melico Fagetum*). La zone concernée par les forages de reconnaissances et le captage Tro'n se trouvent en zone forestière dans cette surface spécifique de hêtraie (MF-9130). À proximité, environ 200 m à l'est, l'habitat n°9110 Hêtraie à Luzule blanchâtre (LF-9110) est présent également.

Les forages seront de faible emprise en ne dégageant qu'une petite partie de la surface.

En conséquence, aucune obligation de compensation liée à une potentielle intervention dans la nature et le paysage n'est impliquée. Toutefois, cette obligation n'est pas basée sur l'Article 17 de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles mais sur l'Article 13 de cette même loi (compensation forestière).

L'objectif des investigations est de préserver les arbres situés à proximité des sondages envisagés et de ne dégager qu'une petite partie de la surface. Aucun arbre ne sera cependant affecté car les sondages envisagés se limitent aux espaces ouverts existants, aux abords de chemins forestiers. La réalisation d'un éco-bilan ne s'avère donc pas nécessaire.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration du cadastre
et de la topographie

map.geoportail.lu

Le géoportail national du Grand-Duché du Luxembourg

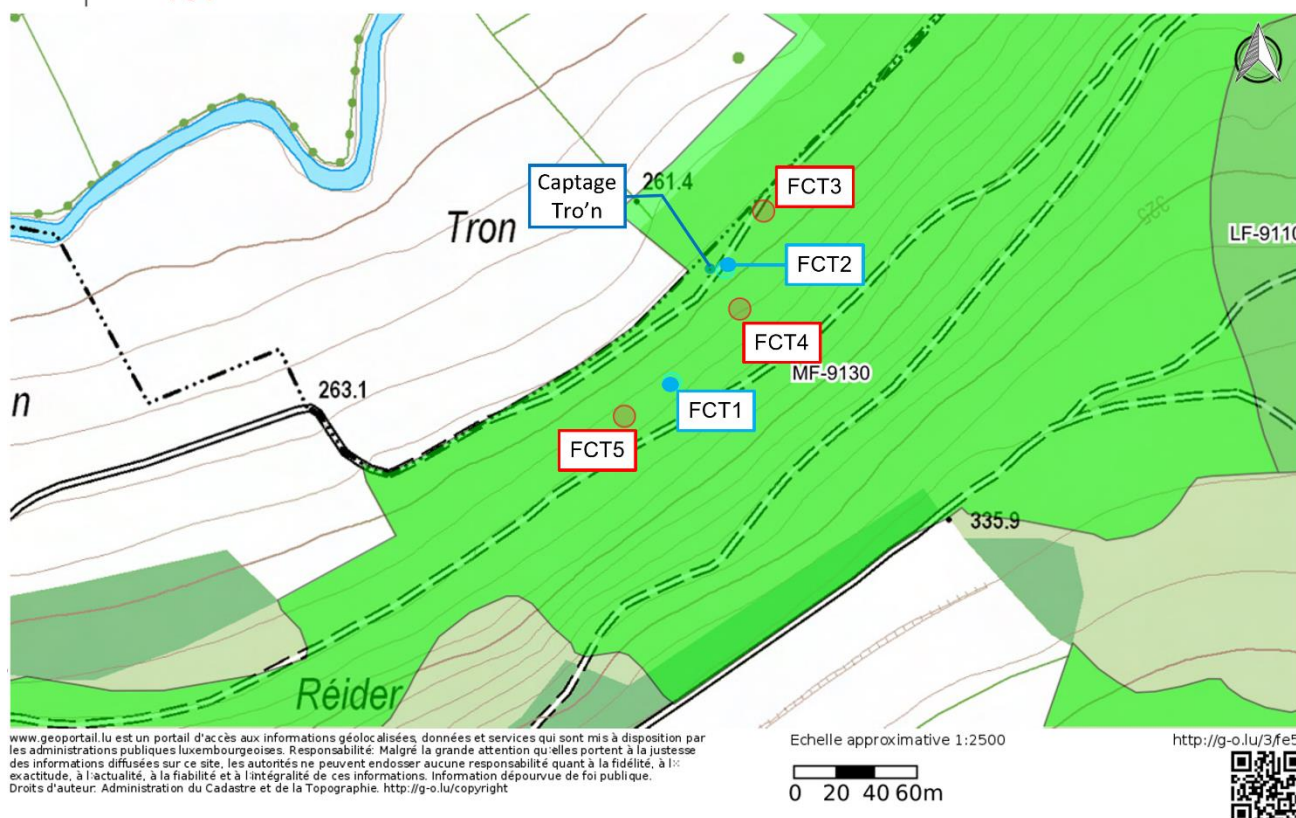


Figure 2. Communautés forestières, vert flashy = Melico-Fagetum (MF-9130) (ANF, www.geoportail.lu, 20/04/2022).

2.5.2 Espèces animales faisant l'objet d'une protection spéciale (Article 21 de la loi du 18 juillet 2018)

En adéquation avec les Directives Européennes et leur application au niveau national, les espèces animales faisant l'objet d'une protection spéciale sont également à prendre en compte. Ainsi, selon l'Article 21 de la Loi du 18 juillet 2018, il est nécessaire de déterminer si les investigations envisagées présentent un impact potentiel au regard des espèces d'Intérêt Communautaire. Ces espèces sont définies dans les Annexes 4 et 5 de la Loi relative à la Protection de la Nature et des Ressources Naturelles de 2018. Les espèces d'oiseaux concernées par cet aspect sont définies dans l'Article 1 de la Directive Oiseaux (2009/147/CE).

Dans le cadre de la protection des espèces, il est nécessaire de prendre des mesures afin d'éviter des dégradations de ces espèces. La nature de ces mesures et les critères qu'elles doivent respecter sont à définir particulièrement dans chaque cas.

En ce qui concerne la zone ici étudiée, aucun impact négatif durable n'est attendu sur les espèces définies dans les Annexes 4 et 5 ni dans celles définies dans l'Article 1 de la Directive Oiseaux. Le site d'intervention est déjà l'objet d'un aménagement anthropique et son emprise peut être qualifiée de faible. Les investigations seront concentrées au niveau des zones déjà affectées par l'activité humaine et/ou seront au niveau des chemins forestiers existants. Ainsi, l'impact relatif au couvert forestier alentour est lui aussi négligeable.

2.5.3 Zone Natura 2000 (Article 32 de la loi du 18 juillet 2018)

La protection des espèces fait référence aux zones faisant l'objet de protections spéciales, à leurs objectifs de conservation, aux espèces présentes et aux habitats spéciaux. À l'échelle nationale, les sites Faune, Flore et Habitats (FFH) et les habitats d'Oiseaux (UE), comprenant également les espèces cibles et les habitats définis, sont désignés dans le Règlement Grand-Ducal du 6 novembre 2009 portant désignation des zones spéciales de conservation (ZSC) ainsi que dans le Règlement Grand-Ducal du 30 novembre 2012 portant désignation des zones de protection spéciale (ZPS). Il y a également d'autres types d'espèces et d'habitats à prendre en compte dans les fiches officielles reprenant les données des zones protégées. Les zones de protection classées au niveau national sont également à prendre en considération dans le contexte de la protection des espèces d'un site donné.

Les investigations envisagées se situent dans la zone FFH LU0001018 « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » (cf. Figure 3). Il est nécessaire d'analyser et définir l'impact potentiel du projet sur la protection d'espèces spécifiques, au sens de l'Article 32 de la Loi du 18 juillet 2018, sous la forme d'un examen préliminaire (Screening-FFH). La procédure à suivre et le contenu de ce Screening sont fixés dans le Règlement Grand-Ducal du 1^{er} mars 2019. L'évaluation de la zone protégée et l'impact potentiel du projet sur les objectifs de protection sont définis dans le dossier annexé (Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-004).

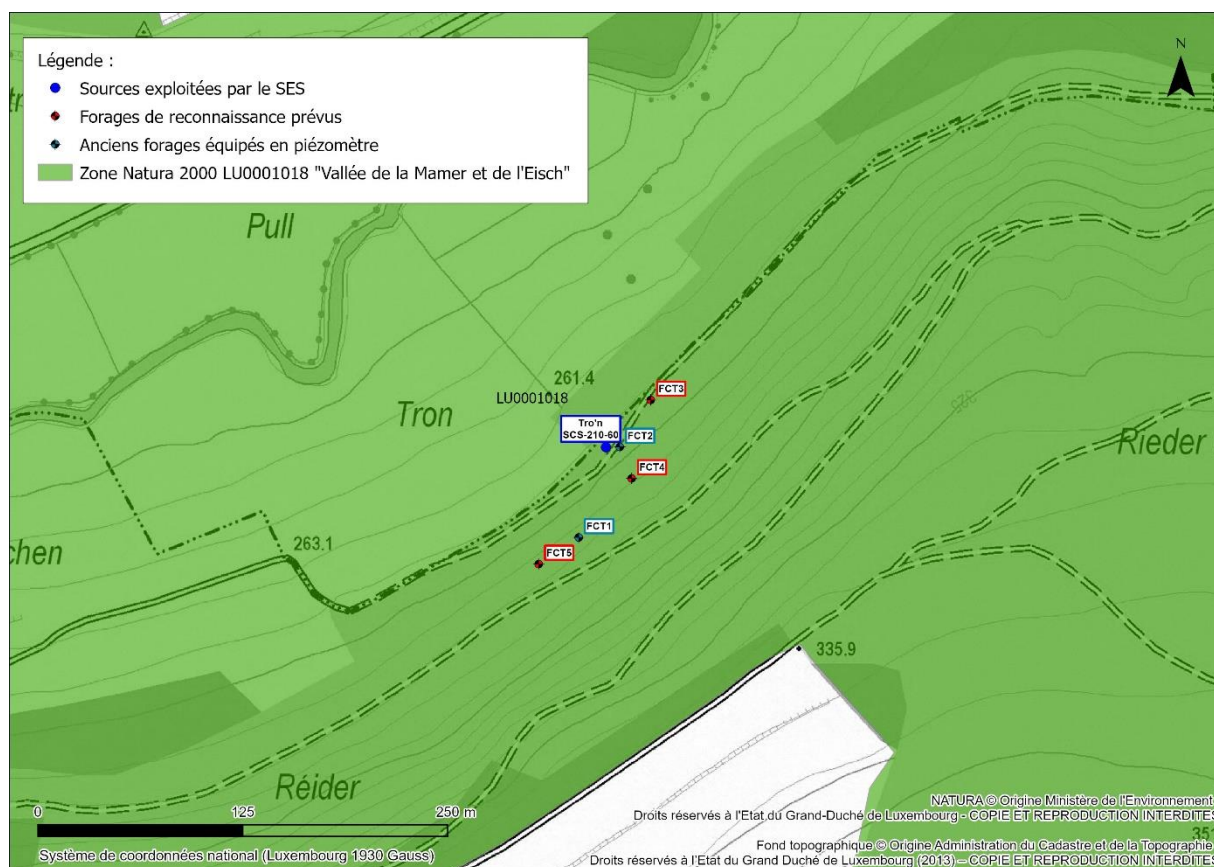


Figure 3. Extrait de la zone Natura 2000 LU0001018 "Vallée de la Mamer et de l'Eisch"

3. Situation actuelle et description des zones avoisinantes

Les forages de reconnaissance prévus se situent à proximité du captage de source Tro'n (SCS-210-60). Le site à l'étude se situe en milieu boisé, à proximité de chemins forestiers.

Le captage Tro'n est situé dans la vallée de l'Eisch, en bordure d'un chemin forestier qui rejoint la route N12 par le village de Roodt. La rivière Eisch coule à environ 170 m au nord de l'ouvrage. Le captage et les forages de reconnaissance supplémentaires se trouvent sur le flanc nord-ouest d'une colline boisée montant vers le plateau de Riederberg.

Le source Tro'n est un captage de source à l'émergence construit en 1930. Le captage est un regard fermé par une trappe Inox avec serrure de sécurité et est accessible par une échelle. Il n'y a pas d'unités de traitement en place sur le site. Les eaux du captage Tro'n sont collectées par une conduite avec les eaux du groupe Roodt-Bour dans le captage François (SCS-511-63) et acheminées vers la station de pompage de Dondelange.

La Figure 4 présente une photographie de l'ouvrage de captage actuel Tro'n.



Figure 4. Vue de l'ouvrage actuel de captage de source Tro'n (en février 2022).

Deux forages équipés en piézomètre, FCT1 (FR-210-820) et FCT2 (FR-210-821), avaient été réalisés ultérieurement (en 2012) lors d'une précédente étude portant sur la délimitation des zones de protection sur les captages Tro'n et Kluckenbach. L'emplacement de ces forages est visible sur l'annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-001 et sur la Figure 5.

Selon la carte d'Occupation biophysique du sol de 2007 (OBS), le captage Tro'n ainsi que les forages de reconnaissance prévus se trouvent en zone forestière définie comme « Futaie feuillue à dominance de hêtre ». En aval du captage, une zone agricole est présente et est définie comme « Prairie mésophile ».

La source Tro'n fait partie du groupe de source Kluckenbach. Les sources Kluckenbach 1 à 6 (SCS-210-54 à SCS-210-59) sont situées à l'est du captage Tro'n à plus ou moins 500 m. La Figure 5 montre la localisation du site d'étude sur fond d'orthophotographie.

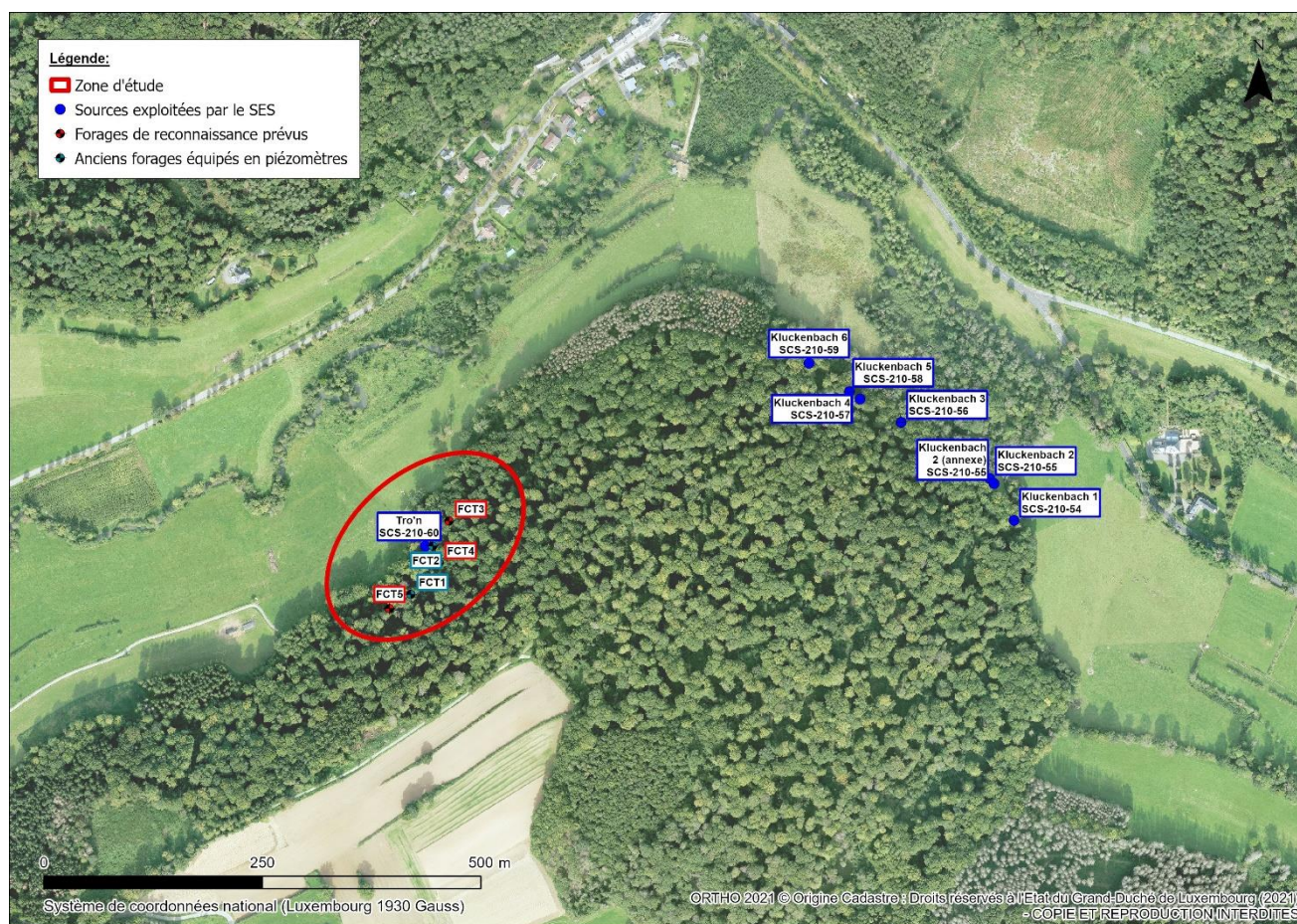


Figure 5. Localisation du site d'étude sur fond d'orthophotographies.

Le site à l'étude est en zone de protection créée par règlement grand-ducal du 8 juillet 2021.

4. Description détaillée des investigations

Les forages seront effectués dans le cadre de l'étude hydrogéologique relative à l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60). Les forages en question seront équipés dans les parties aquifères du Grès de Luxembourg ou à la transition entre le li_1 et le li_2 afin de pouvoir servir de monitoring de la nappe.

4.1 Géologue conseils

Ces forages seront réalisés sous la direction d'un géologue conseils du bureau d'études :

Géoconseils S.A.

4, rue Albert Simon

L-5315 Contern

B.P. 102

L-5302 Sandweiler

Tél. : +352 30 57 99 – 1

Fax : 30 57 99 - 500

4.2 Entreprise exécutant les investigations

L'entreprise mandatée pour réaliser les forages de reconnaissance est Gewatec S.A..

4.3 Description générale des forages et piézomètres

Justification des forages	Étude hydrogéologique dans le cadre de l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60), exploité pour la production d'eau potable par le Syndicat des eaux du Sud.
Nombre de forages	3
Profondeur des forages :	Entre 10 et 15 m.
Diamètre intérieur du forage :	Environ 116 mm.
Quantité d'eau prélevée :	Le débit du pompage sera fonction des caractéristiques de l'aquifère et des performances de la pompe.
Equipement :	4''
Engins utilisés :	Le forage sera réalisé à l'aide d'une foreuse sur chenille (chenilles en caoutchouc). Le transport d'eau pour les besoins des forages sera réalisé avec un tracteur et une citerne d'eau.

Les forages de reconnaissance seront équipés en piézomètres et resteront en place après la fin des travaux, pour une durée indéterminée afin d'assurer le monitoring de la nappe d'eau souterraine. Il sera donc recommandé aux autorités compétentes effectuant des travaux ou investigations ultérieures de porter une attention particulière aux ouvrages créés.

Ceux aux abords directs des chemins ou C.R., seront munis d'un système de fermeture par taque hydrant. Conforme aux exigences de l'Administration de la Gestion de l'Eau, la tête de forage est à surélever d'au moins 50 cm par rapport au niveau du terrain naturel et est à entourer d'une margelle bétonnée pour empêcher tout endommagement en cas de choc d'un engin (cf. Figure 6Figure 6).

Ceux situés sur les flancs de colline seront munis d'un système de fermeture par un tube inox dépassant (d'une hauteur comprise entre 0,5 et 1 m depuis la surface) (cf. Figure 7). Un socle en béton peut être aménagé afin de sécuriser le piézomètre (cf. Figure 7).



Figure 6. Exemple d'un système de fermeture par taque hydrant.



Figure 7. Exemple d'un système de fermeture par tube inox dépassant.

4.4 Durée du chantier

La durée prévisible des travaux (forages et équipements en piézomètres) est d'environ 25 jours ouvrables.

4.5 Utilisation de l'eau

L'eau souterraine prélevée ne le sera que dans le cas des essais de pompage et de la prise d'échantillons relative à l'étude hydrogéologique.

4.6 Mode de prélèvement

En cas de pompage, la prise des échantillons se fera à l'aide d'une pompe immergée dans le piézomètre. Dans le cas d'échantillonnage de la source exploitée par le Syndicat des Eaux du Sud, les prélèvements seront effectués manuellement à l'aide de flacons spéciaux.

4.7 Traitement de l'eau

Aucun traitement d'eau n'est prévu.

4.8 Plans

Le plan d'implantation des forages de reconnaissance est joint en Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-001.

5. Evaluation des incidences sur l'environnement

Les effets notables directs ou indirects sur l'environnement sont identifiés et décrits dans la mesure des informations actuellement disponibles. La liste de ces facteurs est reprise ci-dessous :

Facteurs	Incidences notables directes ou indirectes
Population et santé humaine	<p>Le projet est réalisé selon les dernières technologies et en termes de durabilité. Les directives générales en relation avec la sécurité et la santé sur chantier seront respectées. Il n'y aura pas d'émissions ni de dépôts de matériaux contaminés sur le site.</p> <p>Les travaux de forages et les essais hydrogéologiques ne présentent aucune modification par rapport à la situation actuelle et permettront d'appréhender au mieux le contexte géologique et hydrogéologique dans lequel évolue la source, et ainsi définir des propositions d'améliorations à l'ouvrage de captage actuel.</p> <p>→ Des incidences notables directes ou indirectes ne sont pas prévues.</p>
Flore, Faune et Biodiversité	<p>Les investigations envisagées, au travers des travaux de forages et des essais hydrogéologiques, n'entraînent pas de restriction d'utilisation des structures de la zone forestière (ni élagage de racines, ni abattage d'arbre, ni travaux de terrassement ne sont prévus). Des effets significatifs ne sont donc pas attendus. Si un élagage doit être effectué, il se fera, si possible, en période hivernale (entre octobre et février) et sous la direction du garde forestier en charge du secteur concerné. Cet élagage peut intervenir dans le cadre de l'entretien annuel et n'aura pas d'impact sur les espèces et/ou habitats cibles. Il est évident que si des branches présentent des nids, de quelque espèce que ce soit, elles ne seront pas objet de l'élagage susmentionné et ce, conformément à l'Article 21 de la loi du 18 juillet 2018.</p> <p>Selon le plan d'action, les espèces énumérées à l'annexe I de la Directive Cadre concernant la conservation des oiseaux sauvages (2009/147/CE) et cartographiées dans cette zone du site Natura 2000 sont : le pic noir est recensé à proximité du secteur à l'étude, à environ 150 à 200 m au nord aux abords de la rivière Eisch.</p> <p>Toujours selon le plan d'action de la zone Natura 2000 LU0001018, une espèce énumérée en annexe II et IV de la Directive Cadre portant sur la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (92/43/CEE) est cartographiée dans cette zone du site Natura 2000 : le castor d'Eurasie qui est recensé à environ 150 à 200 m au nord du secteur d'étude aux abords de la rivière Eisch.</p> <p>Une attention particulière sera tout de même apportée afin de vérifier qu'aucun habitat ne soit détruit. D'autre part, l'aire de perturbation est si faible qu'aucun impact significatif n'est attendu d'autant qu'il existe un potentiel suffisant de possibilités d'évitement ainsi que des habitats alternatifs dans la zone forestière pour la période limitée des investigations.</p>

	<p>Un impact négatif sur la zone NATURA 2000 n'est pas attendu. Un Screening-FFH est tout de même requis pour ce projet puisque le projet se trouve en zone Natura 2000.</p> <p>Les travaux de forages et les essais hydrogéologiques entraîneront temporairement une augmentation des nuisances sonores. Le site d'intervention est déjà l'objet d'un aménagement anthropique et son emprise peut être qualifiée de faible. Au niveau du couvert forestier alentour, le périmètre concerné par les piézomètres est lui aussi négligeable. La totalité des forages et piézomètres seront réalisés à proximité de chemins forestiers ou dans des milieux ouverts accessibles.</p> <p>→ Des incidences notables directes ou indirectes et permanentes ne sont pas attendues.</p>
Terres et sol	<p>Aucun terrassement n'est envisagé dans le cadre du projet.</p> <p>La perte permanente de sol due à la fermeture des piézomètres est minime et peut être estimée à moins de 0,16 m². Cela correspond à une superficie totale d'environ 0,48 m². La perte de sol sera très ponctuelle. Par rapport à la superficie totale de la forêt, cela est classé comme faible. Sur la base de la superficie totale du site Natura 2000 (6799 ha), cela représenterait moins de 0,000010 %. Il est à noter que la totalité des piézomètres sera réalisée à proximité de chemins forestiers et que la surface concernée par la protection des piézomètres n'impactera qu'une zone déjà objet d'aménagement anthropique.</p> <p>La mise en place des piézomètres induit un impact minimal, car les horizons d'origine du sol sont perturbés à ce stade. Toutefois, cela n'a aucun impact négatif sur l'utilisation des terres.</p> <p>→ Il n'y aura donc pas d'incidences notables pour les facteurs terres et sol.</p>
Eau	<p>La rivière Eisch s'écoule à 170 m au nord du captage de source Tro'n. Le cours d'eau ne portera pas atteinte au projet ainsi qu'inversement.</p> <p>Un rabattement des eaux souterraines par pompage n'est pas possible, car les essais hydrogéologiques seront de très courtes durées et aucun impact significatif à moyen ou long terme n'est attendu.</p> <p>Les investigations projetées ne porteront atteinte à aucune zone d'importance écologique, puisque la qualité des eaux rejetées vers le milieu naturel lors des pompages correspondra à la qualité naturelle des eaux souterraines.</p> <p>L'introduction de polluants pendant les investigations doit être évitée et n'est pas attendue. Une entreprise spécialisée travaillant dans les règles de l'Art sera mandatée. La qualité des eaux telle que présente <i>in situ</i> est à analyser ce qui garantit une attention particulière en ce qui concerne les infiltrations en direction de la nappe. La préservation de la qualité des eaux est dans l'intérêt du porteur de projet.</p>

	<p>Une autorisation sera demandée à l'Administration de la Gestion de l'Eau.</p> <p>→ Des incidences notables directes ou indirectes ne sont pas attendues.</p>
Air et climat	Pas d'incidences
Paysage	<p>La totalité des forages envisagés se situe à proximité de chemin forestiers existants ou dans des milieux ouverts, accessibles. Aucun impact sur le paysage n'est donc attendu. Pour les forages sous le couvert forestier, l'impact au sol sera tellement faible, qu'aucun impact significatif n'est attendu.</p> <p>→ Aucune dégradation sur le paysage n'est attendue.</p>
Patrimoine culturel	Pas d'incidences

6. Conclusion

Dans le cadre de l'étude hydrogéologique relative à l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60), les investigations prévues permettront d'approfondir les connaissances du contexte hydrogéologique dans lequel évolue la source sur le secteur et ainsi définir des propositions d'améliorations à l'ouvrage de captage actuel. Les piézomètres seront équipés dans les niveaux inférieurs du Lias inférieur en fonction des arrivées d'eau repérées lors des forages. La profondeur des forages estimée est entre 10 et 15 m selon les points considérés. La tête de forage sera équipée de façon à éviter les infiltrations de surface vers le sous-sol.

Les investigations seront suivies par un géologue expert qui veillera à ce qu'elles soient réalisées dans les règles de l'Art (zone crépinée, étanchéification des niveaux non crépinés, bouchon de fond, etc.).

Les forages en question seront effectués en veillant à ne mettre en danger ni la ressource souterraine ni les zones de surface (faune, flore et zones habitats associées).

Le garde forestier en charge de la zone concernée sera contacté. Le site est accessible et l'abattage d'arbres ou la modification des terrains ne seront pas nécessaires.

D'après la vérification préliminaire, et compte tenu de l'envergure des investigations envisagées, des incidences notables directes ou indirectes sur les facteurs environnementaux mentionnés ci-dessus peuvent être exclues. Une Evaluation des Incidences sur l'Environnement (EIE) n'est donc pas nécessaire.

Contern, le 21.04.2022

7. Références

1. **Ministère d'Etat, Service central de législation.** *Règlement grand-ducal du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement.* Luxembourg : Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, 2018. Mémorial A N° 399 du 23 mai 2018.
2. —. *Règlement grand-ducal du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures.* Luxembourg : Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, 2018. Mémorial A N° 774 du 5 septembre 2018.
3. —. *Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement.* Luxembourg : Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, 2018. Mémorial A N° 398 du 23 mai 2018.
4. —. *Loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Protection et gestion des eaux.* Luxembourg : Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, 2008. Mémorial A n°217.
5. —. *Loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.* Luxembourg : Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, 2018. Mémorial A N° 771 du 5 septembre 2018.
6. **Administration de la nature et des forêts.** *Plan de gestion Natura 2000 LU0001018 "Vallée de la Mamer et de l'Eisch" - Période 2021-2030 - Version 1.2.* s.l. : Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg - Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, 2021.
7. **Géoconseils S.A.** *Délimitation des zones de protection captages Kluckenbach et Tro'n - Zone SES Z3-1 code ZPS 3003 (projet 20051726-GC06-3003-Z3-1).* 2018.
8. **Service géologique de l'Etat, Administration des Ponts et Chaussées.** *Carte géologique détaillée harmonisée aux échelles 1:25 000 et 1:50 000.* Luxembourg : Service géologique du Luxembourg, 3 septembre 2018.
9. **Ministère de l'Etat, Service central de législation.** *Règlement grand-ducal du 8 juillet 2021 portant création des zones de protection des captages d'eau souterraine Tro'n, Kluckenbach 1 à 6 situées sur les territoires des communes de Habscht et Helperknapp.* Luxembourg : Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, 2021. Mémorial A526 du 14 juillet 2021.

LISTE DES ANNEXES

Rapport 20212161-GC-HYDRO-ENV-400

Forages de reconnaissance en vue de l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60)

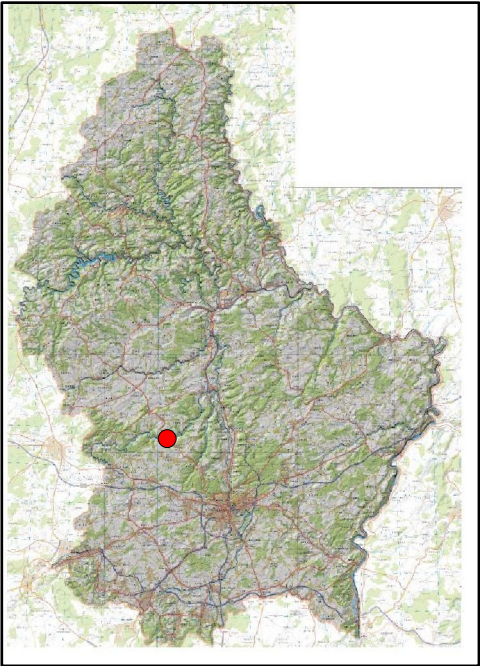
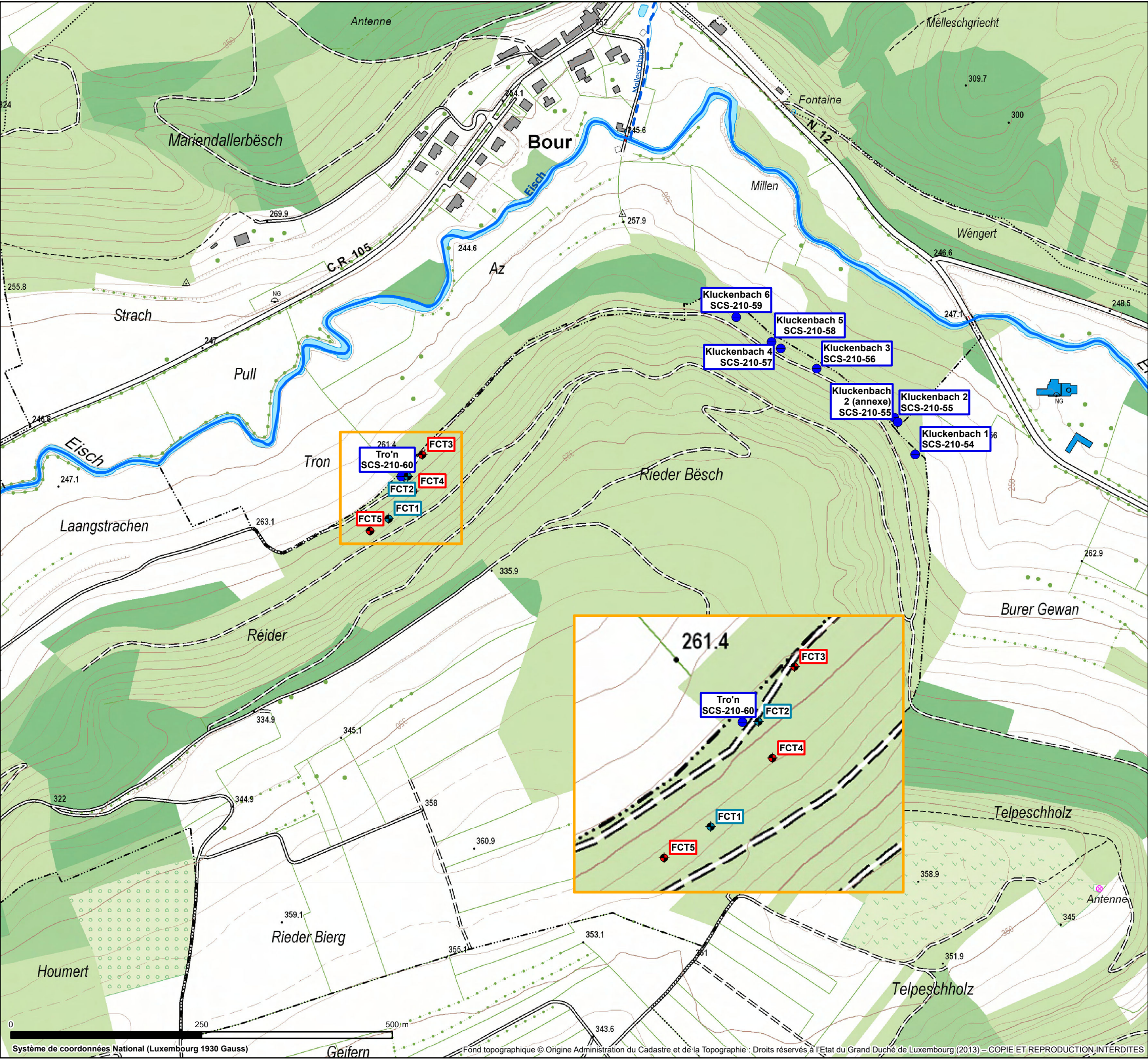
Demande d'autorisation suivant la loi du 15 mai 2018
relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

N° du plan ou du document		Intitulé	Echelle
N° projet	N° annexe		
20212161-GC-HYDRO-ENV-400-	001	Extrait de la carte topographique	1 : 2 000 1 : 5 000 1 : 1 000 000
20212161-GC-HYDRO-ENV-400-	002	Extrait du plan cadastral et relevé parcellaire	1 : 2 500
20212161-GC-HYDRO-ENV-400-	003	Extrait des parties écrite et graphique du PAG de la commune de Tuntange (Helperknapp) – localités Bour - Ansembourg	1 : 2 500
		Extrait des parties écrite et graphique du PAG de la commune de Habscht	1 : 10 000
20212161-GC-HYDRO-ENV-400-	004	Forages de reconnaissance en vue de l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60) Screening-FFH (Phase 1)	-

Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-001

Extrait de la carte topographique

[1 : 2 000 ; 1 : 5 000 ; 1 : 1 000 000]



Légende :

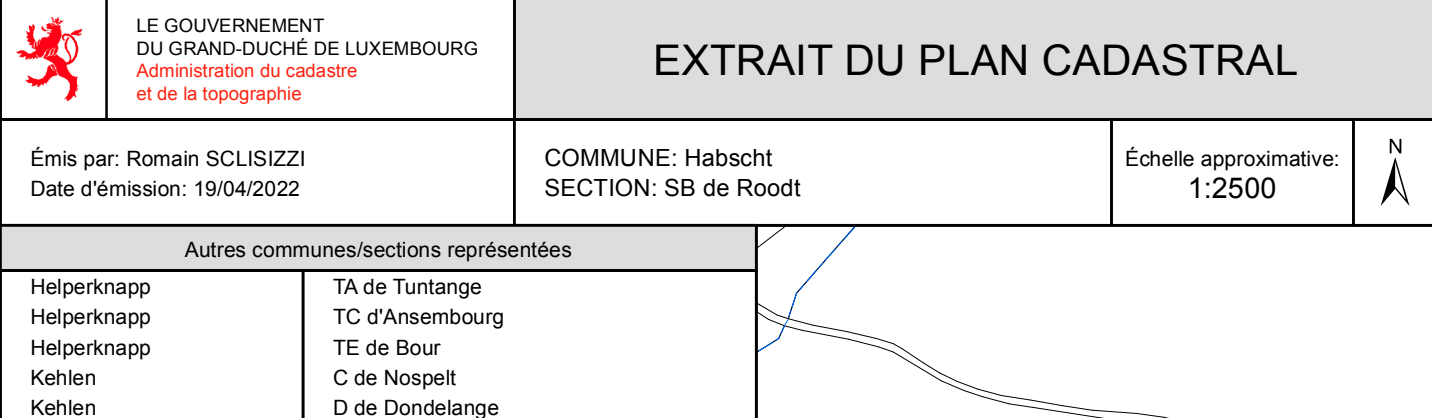
- Sources exploitées par le SES
- ◆ Forages de reconnaissance prévus
- ◆ Anciens forages équipés en piézomètre
- Cours d'eau principal
- - Cours d'eau secondaire

INDICE	DATE	MODIFICATION
Remarques générales : Des décalages peuvent intervenir entre les cartes topographiques, géologiques et les limites cadastrales. Les points présentés sur les cartes ont été géoréférencés et leur localisation concorde avec le fond topographique qui est considéré comme le plus représentatif.		
Maître d'Ouvrage: SYNDICAT DES EAUX DU SUD ROERICH		
Chantier:	Forages de reconnaissance dans le cadre de l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60)	
Objet:	Extrait de la carte topographique	
Dessiné par: BARROIS Marie	Échelles : 1 : 2,000 / 1 : 5,000 / 1 : 10,000	Date: 19/04/2022
Vérifié par: PLENECASSAGNE Laurence	PLAN N° : 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-001	
Contrôlé par: PLENECASSAGNE Laurence	FICHIER : G:\20212161_GC_HYDRO_ENV_aut_forages.aprx	
 Géologie Géotechnique Hydrogéologie Environnement		
4, rue Albert Simon L-5315 Cornern B.P. 102 L-5302 Sandweiler Tél. : (+352) 30 57 99-1 info@geoconseils.lu N° id TVA : LU20272572 www.geoconseils.lu		
Ce document reste notre entière propriété et ne peut être ni reproduit ni communiqué à des tiers de quelque manière que ce soit, ni utilisé à des fins propres, notamment pour la réalisation de ce qui est représenté, sans notre autorisation écrite.		

Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-002

Extrait du plan cadastral et relevé parcellaire

[1 : 2 500]



	LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG Administration du cadastre et de la topographie	RELEVÉ PARCELLAIRE par commune et section cadastrale	Commune : HABSCHT Section : SB de ROODT
Date d'émission : 19 avril 2022		Responsable : Romain SCLISIZZI	

No parcelle	Propriétaire		Usfruitier	Lieudit	Occupation(s)	RNBT	RBT	CT
	Emphytéote - Superficiaire - Autre					RNBP	RBP	CP
1	499	SES, Syndicat Des Eaux Du Sud		Rieder Bësch bois	-	0.30	0	1a20ca
1	505	Habscht, la Commune		Rieder Bësch bois	-	710.48 423.98	0 0	22ha91a90ca 11ha45a90ca
				bois	-	286.50	0	11ha46a00ca
2	327	Habscht, la Commune		Rieder bois	-	242.03 180.93	0 0	7ha33a40ca 4ha89a00ca
				bois	-	61.10	0	2ha44a40ca

Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-003

Extraits des parties écrite et graphique du PAG de la commune de Habscht

[1 : 10 000]

Extraits des parties écrite et graphique du PAG de la commune de Tuntange

– localités Bour - Ansembourg

[1 : 2 500]

Projet d'Aménagement Général (PAG)



- PARTIE ECRITE -

Vote définitif du Conseil communal	<i>Réf.</i>	<i>Date</i>
Approbation du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions	<i>Réf.</i>	<i>Date</i>
Approbation définitive du Ministre de l'Intérieur	<i>Réf.</i>	<i>Date</i>
Projet devient plan (document applicable)	<i>Réf.</i>	<i>Date</i>



Table des matières

PARTIE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	7
CONTEXTE REGLEMENTAIRE	7
CONTENU	7
DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES	7
PARTIE 2 - PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES PAR ZONE	10
SECTION 1 ZONES URBANISEES OU DESTINEES A ETRE URBANISEES	10
ART. 1 ZONES D'HABITATION	10
ART. 2 ZONES MIXTES	11
ART. 3 ZONES DE BATIMENTS ET D'EQUIPEMENTS PUBLICS	11
ART. 4 ZONES DE SPORTS ET DE LOISIRS	12
ART. 5 ZONES SPECIALES – STATION ESSENCE [SPEC SE]	13
ART. 6 ZONES DE JARDINS FAMILIAUX [JAR]	13
ART. 7 EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT	13
SECTION 2 ZONE VERTE	16
ART. 8 ZONE VERTE	16
SECTION 3 ZONES SUPERPOSEES	18
ART. 9 ZONES SOUMISES A UN PLAN D'AMENAGEMENT PARTICULIER	18
ART. 10 ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE [ZAD]	20
ART. 11 ZONES DE SERVITUDE « URBANISATION »	20
ART. 12 ZONES DE SERVITUDE « COULOIRS ET ESPACES RESERVES »	22
ART. 13 SECTEURS ET ELEMENTS PROTEGES D'INTERET COMMUNAL	22
SECTION 4 ZONES OU ESPACES DEFINIS EN EXECUTION DE DISPOSITIONS	25
LEGALES ET REGLEMENTAIRES SPECIFIQUES	25
ART. 14 DISPOSITIONS GENERALES	25
ART. 15 PROTECTION DE LA NATURE ET DES RESSOURCES NATURELLES	25
ART. 16 PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATIONAUX	26
ART. 17 GESTION DE L'EAU	27
SECTION 5 INDICATIONS SPÉCIFIQUES	28
ART. 18 ZONES DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT	28
ART. 19 BIOTOPES (ARTICLE 17) ET HABITATS D'ESPECES PROTEGEES ET/OU HABITATS ESSENTIELS (ARTICLES 17 ET/OU 21)	28
ART. 20 FONDS SOUMIS AUX DISPOSITIONS DES ARTICLES 13 ET 17 DE LA LOI DU 18 JUILLET 2018 CONCERNANT LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES RESSOURCES NATURELLES	29
ART. 21 ZONE DE PROTECTION DES SOURCES (ZPS)	29
ART. 22 SECTEUR PROTEGE DE TYPE « VESTIGES ARCHEOLOGIQUES »	29
ANNEXE I : TERMINOLOGIE DU DEGRE D'UTILISATION DU SOL	33



PARTIE ÉCRITE



Partie 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Le Projet d'Aménagement Général de la commune de Habscht est élaboré conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, et de ses articles 5 à 24 inclus.

La partie graphique et la partie écrite du Projet d'Aménagement Général sont réalisées en application du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune, et de ses articles 1^{er} à 41 inclus.

CONTENU

Le présent projet d'Aménagement Général (PAG) comprend :

- la présente partie écrite;
- la partie graphique composée d'un plan d'ensemble à l'échelle 1 : 10 000, et de trois plans des localités et des lieux-dits à l'échelle 1 : 2 500 dressés sur base d'un fond de plan cadastral numérisé (PCN 2018) :
 - le plan d'ensemble 20100766U_LP_SP_10k_20210119
 - le plan 20100766U_LP_SP_EISCHEN_20210119
 - le plan 20100766U_LP_SP_HOBSCHIED_20210119
 - le plan 20100766U_LP_SP_SEPT_GREISCH_ROODT_20210119

DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire de la commune de Habscht est divisé en plusieurs zones dont les limites figurent dans la partie graphique du Projet d'Aménagement Général :

Section 1 *Zones urbanisées ou destinées à être urbanisées*

Art. 1 Zones d'habitation

Art. 1.1. Zone d'habitation 1 [HAB-1]

Art. 2 Zones mixtes

Art. 2.1. Zone mixte villageoise [MIX-v]

Art. 3 Zones de bâtiments et équipements publics

Art. 3.1. Zone de bâtiments et équipements publics – Général [BEP]

Art. 3.2. Zone de bâtiments et équipements publics – Sport [BEP S]

Art. 3.3. Zone de bâtiments et équipements publics – Sport et loisirs [BEP SL]

Art. 3.4. Zone de bâtiments et équipements publics – Cimetière [BEP C]



Art. 4 Zones de sports et loisirs

Art. 4.1. Zone de sports et loisirs – Camping [REC C]

Art. 4.2. Zone de sports et loisirs – Centre équestre [REC CE]

Art. 5 Zones spéciales– station essence [SPEC SE]

Art. 6 Zones de jardins familiaux [JAR]

Art. 7 Emplacements de stationnement

Art. 7.1. Généralités

Art. 7.2. Modalités de calcul du nombre d’emplacements

Art. 7.3. Nombre d’emplacements de stationnement pour automobile

Art. 7.4. Emplacements de stationnement pour vélo

Section 2 Zone verte

Art. 8 Zone verte

Art. 8.1. Zone agricole [AGR]

Art. 8.2. Zone forestière [FOR]

Art. 8.3. Zone de verdure [VERD]

Section 3 Zones superposées

Art. 9 Zones soumises à un plan d’aménagement particulier

Art. 9.1. Zones soumises à l’élaboration d’un PAP « nouveau quartier » (PAP-NQ)

Art. 9.2. Coefficients relatifs au degré d’utilisation du sol

Art. 9.3. Zones soumises à un PAP approuvé et maintenu en application

Art. 10 Zones d’Aménagement Différé [ZAD]

Art. 11 Zones de servitude « urbanisation »

Art. 11.1. Servitude « urbanisation » - intégration paysagère 1 [SU-IP1]

Art. 11.2. Servitude « urbanisation » - intégration paysagère 2 [SU-IP2]

Art. 11.3. Servitude « urbanisation » - fossé [SU-F]

Art. 11.4 Servitude « urbanisation » - recul Natura 2000 [SU-RN]

Art. 11.5 Servitude « urbanisation » - recul forêt [SU-RF]

Art. 11.6 Servitude « urbanisation » - rangée d’arbres [SU-RA]

Art. 11.7 Servitude « urbanisation » - biotopes [SU-B]

Art. 12 Zones de servitude « couloirs et espaces réservés »

Art. 12.1. Couloirs pour projets de rétention et d’écoulement des eaux pluviales



Art. 13 Secteurs et éléments protégés d'intérêt communal

Art. 13.1. Secteurs protégés de type « environnement construit »

Art. 13.2. Eléments protégés de type « environnement construit »

Art. 13.2.1. Construction et petit patrimoine à conserver

Art. 13.2.2 Gabarit d'une construction existante à préserver

Art. 13.3. Secteur protégé de type « environnement naturel et paysage »

Section 4 *Zones ou espaces définis en exécution de dispositions légales et réglementaires spécifiques*

Art. 14 Dispositions générales

Art. 15 Protection de la nature et des ressources naturelles

Art. 15.1. Zones protégées d'intérêt communautaire / « réseau Natura 2000 »

Art. 15.2. Zones protégées d'intérêt national

Art. 16 Protection des sites et monuments nationaux

Art. 16.1. Immeubles et objets classés monuments nationaux

Art. 16.2. Immeubles et objets inscrits à l'inventaire supplémentaire

Art. 17 Gestion de l'eau

Art. 17.1 Zones inondables

Section 5 *Indications spécifiques*

Art. 18 Zones de circulation et de stationnement

Art. 19 Biotopes (article 17) et habitats d'espèces protégées et/ou habitats essentiels (articles 17 et/ou 21)

Art. 20 Fonds soumis aux dispositions des articles 13 et 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Art. 21 Zone de protection des sources (ZPS)

Art. 22 Secteur protégé de type « vestiges archéologiques »



Partie 2 - PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES PAR ZONE

SECTION 1 ZONES URBANISEES OU DESTINEES A ETRE URBANISEES

Art. 1 ZONES D'HABITATION

Les zones d'habitation englobent les terrains réservés à titre principal aux habitations. Y sont également admis des activités de commerce, des activités artisanales et de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des activités culturelles, des activités de culte, des équipements de service public. Y sont également autorisés les constructions et aménagements d'utilité publique.

De manière générale, y sont interdits les constructions et les établissements qui par leur nature, leur importance, leur étendue, leur volume et leur aspect seraient incompatibles avec la sécurité, la salubrité, la commodité et la tranquillité d'un quartier d'habitation.

Les zones d'habitation sont subdivisées en fonction du type d'habitation en :

- zones d'habitation 1 [HAB-1] ;
- zones d'habitation 2 [HAB-2].

Art. 1.1. Zone d'habitation 1 [HAB-1]

La zone d'habitation 1 est principalement destinée aux logements de type maison unifamiliale.

Toute nouvelle construction destinée aux restaurants et aux débits de boissons ainsi qu'aux hôtels est interdite en zone d'habitation 1.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » exécutant une zone d'habitation 1, au moins la moitié des logements est de type maison unifamiliale. La surface construite brute à dédier à des fins de logement est de 90 pour cent au minimum. Il peut être dérogé au principe des 90 pour cent si les caractéristiques ou les particularités du site l'exigent.



Art. 2 ZONES MIXTES

Art. 2.1. Zone mixte villageoise [MIX-v]

La zone mixte villageoise couvre les localités ou parties de localités à caractère rural. Elle est destinée à accueillir des habitations, des activités artisanales, des activités de commerce dont la surface de vente est limitée à 2000 m² par immeuble bâti, des activités de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des hôtels, des restaurants et des débits de boissons, des équipements de service public, des établissements de petite et moyenne envergure, ainsi que des activités de récréation.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », la part minimale de la surface construite brute à réserver à l'habitation ne pourra être inférieure à 50 pour cent. Il peut être dérogé au principe des 50 pour cent si les caractéristiques ou les particularités du site l'exigent. D'autres fonctions urbaines que l'habitat peuvent être exigées en vue de garantir une mixité des fonctions.

De manière générale, y sont interdits les constructions et les établissements qui par leur nature, leur importance, leur étendu, leur volume et leur aspect seraient incompatibles avec la sécurité, la salubrité, la commodité et la tranquillité du quartier.

Art. 3 ZONES DE BÂTIMENTS ET D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Les zones de bâtiments et équipements publics sont subdivisées en fonction des affectations en :

- zones de bâtiments et équipements publics – Général [BEP] ;
- zones de bâtiments et équipements publics – Sport [BEP S] ;
- zones de bâtiments et équipements publics – Sport et loisirs [BEP SL] ;
- zones de bâtiments et équipements publics – Cimetière [BEP C].

Art. 3.1. Zone de bâtiments et équipements publics – Général [BEP]

Les zones de bâtiments et d'équipements publics sont réservées aux constructions et aménagements d'utilité publique et sont destinées à satisfaire des besoins collectifs.

Outre les bâtiments et équipements publics susvisés, seuls des logements de service, ainsi que des logements situés dans les structures médicales ou paramédicales, les maisons de retraite, les internats, les logements intégrés, les logements pour étudiants, les logements locatifs sociaux et les logements destinés à l'accueil de demandeurs de protection internationale y sont admis.



Art. 3.2. Zone de bâtiments et équipements publics – Sport [BEP S]

La zone de bâtiments et d'équipements publics – Sport est destinée aux terrains de football non synthétiques et à la construction d'infrastructures et installations de sport.

Sont autorisés les installations ou aménagements en rapport direct avec la destination de la zone, notamment les installations liées aux terrains de football (par exemple vestiaires, buvette).

Les dispositifs d'éclairage ne sont pas autorisés en direction des forêts, en dehors des activités de football, et après 22 heures.

Les logements sont interdits.

Art. 3.3. Zone de bâtiments et équipements publics – Sports et loisirs [BEP SL]

La zone de bâtiments et d'équipements publics – Sport et loisirs est destinée à être utilisé comme terrain de football non synthétique, terrain pour activités sportives et de loisirs ou parking.

Sont autorisés les installations ou aménagements en rapport direct avec la destination de la zone, notamment les installations liées aux terrains de football (par exemple vestiaires, buvette).

Les dispositifs d'éclairage ne sont pas autorisés en direction des forêts, en dehors des activités de football, et après 22 heures.

Sont autorisés les constructions ou aménagements en rapport direct avec la destination de la zone.

Les logements sont interdits.

Art. 3.4. Zone de bâtiments et équipements publics – Cimetière [BEP C]

La zone de bâtiments et d'équipements publics – Cimetière est destinée à l'implantation de cimetières et à leur agrandissement.

Sont autorisés les constructions ou aménagements en rapport direct avec la destination de la zone.

Les logements sont interdits.

Art. 4 ZONES DE SPORTS ET DE LOISIRS

Les zones de sports et de loisirs sont destinées aux bâtiments, infrastructures et installations de sports, de loisirs, de camping et aménagements touristiques.

Les zones de sports et loisirs sont subdivisées en fonction des affectations en :

- zones de sports et loisirs – Camping [REC C] ;
- zones de sports et loisirs – Centre équestre [REC CE].



Art. 4.1. Zone de sports et loisirs – Camping [REC C]

La zone de sports et de loisirs – Camping est destinée à accueillir des équipements sportifs et touristiques ainsi que des équipements de séjour exclusivement destinés à l’habitation temporaire, aux fins de loisirs et de détente.

Sont autorisés les constructions ou aménagements en rapport direct avec la destination de la zone. Les logements sont interdits, à l’exception des logements de service directement liés aux activités.

Art. 4.2. Zone de sports et loisirs – Centre équestre [REC CE]

La zone de sport et de loisirs est destinée aux activités du centre équestre.

Sont autorisés les constructions ou aménagements en rapport direct avec la destination de la zone. Les logements sont interdits, à l’exception des logements de service directement liés aux activités.

Art. 5 ZONES SPÉCIALES – STATION ESSENCE [SPEC SE]

Les zones spéciales – station essence sont destinées aux constructions ou aménagements réservés aux activités des stations-essence. Les logements sont interdits, à l’exception d’un logement de service à l’usage du personnel.

Art. 6 ZONES DE JARDINS FAMILIAUX [JAR]

Les zones de jardins familiaux sont destinées à la culture jardinière, à la détente et au pâturage.

Y sont admises des aménagements ainsi que des dépendances de faible envergure en relation directe avec la destination de la zone ainsi qu’un seul abri de jardin par lot ou parcelle individuelle dont la surface d’emprise au sol ne peut pas dépasser 15 m².

Art. 7 EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT

Art. 7.1. Généralités

Le nombre minimal d’emplacements de stationnement est défini en fonction de l’affectation et, le cas échéant, en fonction de la qualité du transport public.

En cas de nouvelle construction, de changement d’affectation, de reconstruction ou de toute autre transformation importante, un quota minimal d’emplacements de stationnement privés est à respecter. Ces emplacements sont à aménager par les propriétaires à leurs frais et sur le même fond privé auquel ils se rapportent, sans impact notable et préjudiciable sur le domaine public.



Est considéré comme emplacement de stationnement, tout garage, car-port ou emplacement en surface. A l'exception des accès à des garages communs à plusieurs unités de logement (rampe d'accès...), les chemins d'accès aux garages peuvent être considérés comme emplacements de stationnement.

Art. 7.2. Modalités de calcul du nombre d'emplacements

Dès lors que les prescriptions de stationnement sont exprimées par tranche (x emplacements pour x m² de surface), le calcul doit s'effectuer pour chaque tranche, le nombre total d'emplacements exigés étant le cumul du nombre d'emplacements calculé par tranche.

Pour le calcul du nombre d'emplacements de stationnement réglementairement exigé, il convient d'arrondir au nombre supérieur.

Dans le cas où un projet comporte plusieurs affectations au sens du présent règlement, il doit satisfaire aux règles fixées pour chacune de ces affectations au prorata, selon les cas, des surfaces construites brutes et/ou des critères spécifiques de calcul.

S'il s'avère impossible de réaliser ces emplacements de stationnement sur la parcelle même, ils peuvent être aménagés sur des terrains situés dans un rayon de 200 m, appartenant au même propriétaire. Ces terrains perdent leur droit d'être construits dans la mesure où ils sont affectés à de pareils emplacements de stationnement qui ne peuvent être aliénés quant à leur destination ni à leur affectation. Ces emplacements ne peuvent être pris en compte que pour un seul immeuble.

Les emplacements de stationnement doivent avoir un accès facile et permanent sur la voie publique, tenant compte des impératifs de sécurité de la circulation.

Art. 7.3. Nombre d'emplacements de stationnement pour automobile

Affectations	Emplacements de stationnement
Maison d'habitation unifamiliale	2 emplacements minimum par unité de logement
Logement intégré	1 emplacement minimum par logement intégré
Maison d'habitation plurifamiliale ou bifamiliale	1,5 emplacements minimum par unité de logement
Bureau, administration, commerce, café et restaurant	1 emplacement minimum par tranche de 50 m ² de surface nette
Etablissement artisanal et industriel	1 emplacement par tranche de 50 m ² de surface d'étage ou 1 emplacement par tranche de 5 salariés



Station-essence ou garage (entretien et réparation de véhicules automobiles)	1 emplacement minimum par tranche de 25 m ² de surface nette destinée à cette fonction avec un nombre minimal requis de 4 emplacements par station-essence ou garage
Exploitation agricole	1 emplacement par véhicule lié à l'exploitation
Activité d'hébergement lié à l'exploitation agricole	1 emplacement par tranche de 2 chambres
Construction hôtelière	1 emplacement minimum par tranche de 5 lits
Construction et installation nécessaire aux services publics ou d'intérêt collectif Activité de loisirs	Le nombre de places à réaliser est à déterminer, au cas par cas, en tenant compte : <ul style="list-style-type: none"> – de la nature de l'affectation et construction(s) correspondante(s), – du taux et du rythme de fréquentation, – de la situation géographique au regard notamment des parkings publics et transports collectifs existants à proximité.

Art. 7.4. Emplacements de stationnement pour vélo

Affectations	Emplacements de stationnement
Maison d'habitation plurifamiliale	1 emplacement minimum par unité de logement
Bureau, administration, commerce, café et restaurant, construction et installation nécessaire aux services publics ou d'intérêt collectif	Nombre d'emplacements défini en fonction des besoins spécifiques de chaque établissement

SECTION 2 ZONE VERTE

Art. 8 ZONE VERTE

La zone verte comporte :

- les zones agricoles ;
- les zones forestières ;
- les zones de verdure.

Seules sont autorisées des constructions telles que définies à l'article 6 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Le bourgmestre peut toutefois fixer des règles d'urbanisme pour les aménagements et les constructions à y prévoir.

Toute construction, toute transformation ou tout agrandissement d'une construction dans la zone verte est soumise à l'autorisation du ministre ayant la protection de la nature dans ses compétences et nécessite une autorisation de construire du Bourgmestre.

Les constructions existantes, situées à l'extérieur des zones urbanisées ou destinées à l'être, au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement conservent leur droit à l'existant et peuvent être maintenues en l'état.

Art. 8.1. Zone agricole [AGR]

La zone agricole est destinée à l'agriculture au sens général du terme. Elle ne comporte que les constructions indispensables à l'exploitation agricole. Une construction servant à l'habitation ayant un lien fonctionnel direct avec les activités d'exploitation agricole exercées à titre principal peut être autorisée en zone verte, pour autant que la construction soit nécessaire à l'activité agricole. Elle peut également comporter des installations d'accueil du tourisme à la ferme, pour autant que celles-ci fassent partie intégrante d'une exploitation agricole dont elles ne constituent qu'une activité strictement secondaire.

Seules sont autorisées des constructions telles que définies à l'article 6 de la loi du 18 juillet 2018 portant sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

Art. 8.2. Zone forestière [FOR]

La zone forestière comprend les parties du territoire de la commune qui sont principalement destinées à l'exploitation forestière.

Seules sont autorisées des constructions telles que définies à l'article 6 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.



Art. 8.3. Zone de verdure [VERD]

La zone de verdure a pour but la sauvegarde et la création d'îlots de verdure. Elle est caractérisée par l'interdiction de bâtir. Seules sont autorisées des constructions et aménagements d'utilité publique pour autant que le lieu s'impose par la finalité de la construction.



SECTION 3 ZONES SUPERPOSEES

Art. 9 ZONES SOUMISES À UN PLAN D'AMÉNAGEMENT PARTICULIER

Art. 9.1. Zones soumises à l'élaboration d'un PAP « nouveau quartier » (PAP-NQ)

Le développement urbain dans ces zones est orienté par le schéma directeur. Ces zones font l'objet d'un ou plusieurs plans d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

Art. 9.2. Coefficients relatifs au degré d'utilisation du sol

Pour le coefficient d'utilisation du sol (CUS), pour le coefficient d'occupation du sol (COS), pour le coefficient de scellement du sol (CSS) et pour la densité de logement (DL), des valeurs maxima sont définies dans la partie graphique. Des valeurs minima peuvent également être définies pour le coefficient d'utilisation du sol et pour la densité de logement.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », les coefficients précités constituent des valeurs moyennes qui sont à respecter pour l'ensemble des fonds couverts par un même degré d'utilisation du sol. Ces coefficients peuvent par conséquent être dépassés pour certains lots ou parcelles.

Dénomination du nouveau quartier			
COS	max.	CUS	max.
	-		-
CSS	max.	DL	max.
			min.

Art. 9.3. Zones soumises à un PAP approuvé et maintenu en application

Les plans d'aménagement particulier, dûment approuvés par le Ministre de l'Intérieur, avant l'entrée en vigueur de la présente partie écrite, sont abrogés à l'exception de ceux listés ci-après et indiqués sur la partie graphique à titre indicatif qui restent en application.

Ces derniers sont maintenus en vigueur et sont ainsi dispensés de toute nouvelle procédure d'approbation.

On distingue deux catégories de PAP approuvé :

- les PAP approuvés situés en « quartier existant » ;
- les PAP approuvés situés en « nouveau quartier ».

Pour les PAP approuvés « quartier existant », les prescriptions relatives au degré d'utilisation du sol restent en application sur les terrains concernés.



Pour tout ce qui n'est pas règlementé dans la partie graphique et la partie écrite du PAP approuvé, les prescriptions du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) de la zone correspondante sont d'application. En cas de contradiction entre les dispositions de la partie écrite de ces PAP et de la partie écrite du « quartier existant », les dispositions de la partie écrite des PAP approuvés priment.

N° réf. PAP	Réf. Min. Int.	Localité	Nom du PAP	Date d'approbation	Catégorie PAP QE/ PAP NQ
39	7196	Eischen	Hinter Zingen	04-03-1983	PAP QE
49	9831	Hobscheid	Am Pesch	29-10-1992	PAP QE
50	9170	Eischen	Vor dem Berg	14-01-1993	PAP QE
60	13648/71C	Hobscheid	Boonertgen	17-12-2003	PAP QE
63	13394/71C	Hobscheid	Kreuzerbuch	12-08-2004	PAP QE
66	14129/71C	Eischen	Bettenwies	29-09-2004	PAP QE
70	15509/71C	Hobscheid	Rue de Neuort	02-07-2008	PAP QE
71	15579/71C	Hobscheid	Béinertchen	27-08-2008	PAP QE
72	15636/71C	Hobscheid	In der Schmalt	26-09-2008	PAP QE
73	15503/71C	Hobscheid	Grenzgarten	02-03-2009	PAP QE
74	15674/71C	Hobscheid	Steinkaul	03-09-2009	PAP QE
78	18334/71C	Eischen	Rue de l'école	17-10-2018	PAP NQ
80	17537/71C	Hobscheid	Rue de Koerich	16-06-2016	PAP QE
81	17957/71C	Hobscheid	Klengelbur	25-01-2018	PAP NQ
82	17872/71C	Hobscheid	Modif. PAP Kreuzerbuch	16-05-2017	PAP NQ
83	18092/71C	Hobscheid	Kreuzerbuch	22-01-2018	PAP NQ
84	17434/55C	Greisch	Um Séintchen	19-07-2016	PAP QE
96	14730/55C	Septfontaines	Rue d'Arlon	21-11-2005	PAP QE
97	14674/55C	Septfontaines	Millewee	20-02-2006	PAP NQ
98	18189/55C	Septfontaines	Atschent	12-09-2018	PAP NQ
99	18130/71C	Hobscheid	Béinertchen 3	17-07-2018	PAP NQ
103	18871/71C	Septfontaines	Iwwert dem Weier	19-12-2020	PAP NQ
104	18334/71C	Eischen	Modif. PAP Rue de l'Ecole	17-08-2020	PAP NQ

Tous les PAP pour lesquels la procédure d'adoption a été entamée avant ou après la saisine du conseil communal du présent projet de PAG peuvent être continués et gardent leur validité après approbation définitive du présent PAG s'ils sont dûment approuvés.



Art. 10 ZONES D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ [ZAD]

Les zones d'aménagement différé constituent des zones superposées, frappées d'une interdiction temporaire de construction et d'aménagement. Seuls peuvent y être autorisés des dépendances et aménagements de faible envergure ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales.

Elles constituent en principe des réserves foncières destinées à être urbanisées à moyen ou long terme.

La décision de lever le statut de la zone d'aménagement différé fait l'objet d'une procédure de modification du Plan d'Aménagement Général.

Art. 11 ZONES DE SERVITUDE « URBANISATION »

Les zones de servitude « urbanisation » comprennent des terrains situés dans les zones urbanisées, les zones destinées à être urbanisées ou dans les zones destinées à rester libres. Des prescriptions spécifiques sont définies pour ces zones dans le Projet d'aménagement général aux fins d'assurer la sauvegarde de la qualité urbanistique, ainsi que de l'environnement naturel et du paysage d'une certaine partie du territoire communal. Les espèces à planter dans le cadre des servitudes définies ci-après devront être indigènes et adaptées au site.

Art. 11.1. Servitude « urbanisation » - intégration paysagère 1 [SU-IP1]

La zone de servitude « urbanisation » - intégration paysagère 1 vise à garantir l'intégration des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées dans le paysage ouvert, en créant et/ou en maintenant une transition harmonieuse entre le milieu bâti et les espaces adjacents, ainsi qu'à faire écran entre les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées et les espaces sensibles.

Cette zone doit être occupée par une couverture végétale arbustive ou arborée sur au moins 40 % de la surface. Sur une largeur de 5 m longeant le périmètre d'agglomération toute modification du terrain naturel ou autre construction est interdite.

A l'intérieur de cette zone de servitude, en cas de structures vertes existantes, celles-ci peuvent être maintenues dans la mesure du possible respectivement mises en valeur par des plantations indigènes complémentaires et adaptées aux caractéristiques du site.

Les constructions, les aménagements et installations techniques pour la rétention des eaux de surface y sont autorisés.

Les plans d'aménagements particulier « nouveau quartier » doivent préciser les éléments à y réaliser.



Art. 11.2. Servitude « urbanisation » - intégration paysagère 2 [SU-IP2]

La zone de servitude « urbanisation » - intégration paysagère 2 vise à garantir l'intégration du projet d'agrandissement du hall technique au bâti existant proche. De ce fait, cette servitude crée une transition harmonieuse et un écran entre le bâti existant et le nouveau projet communal.

Un écran de verdure (haie et /ou arbres) est à planter dans le périmètre de la zone, afin de créer un écran vert et de permettre une intégration paysagère du site.

Art. 11.3. Servitude « urbanisation » - fossé [SU-F]

La zone de servitude « urbanisation » - fossé vise à conserver le biotope protégé existant et à mettre en valeur le fossé, respectivement à aménager le fossé de manière naturelle. Une bande d'une largeur de cinq mètres (5 m) entre le fossé et les nouvelles constructions est à respecter.

Toute construction ou modification du terrain naturel y est interdite. Sont autorisés les infrastructures de viabilisation telles que les chemins piétons et les réseaux d'infrastructures et les rétentions d'eau.

L'emprise définitive des infrastructures est définie dans le cadre du plan d'aménagement particulier.

Art. 11.4. Servitude « urbanisation » - recul Natura 2000 [SU-RN]

La zone de servitude « urbanisation » - recul Natura 2000 vise à garantir un recul de vingt mètres (20 m) par rapport à la zone Natura 2000. Dans cette bande de vingt mètres (20 m) de large, une haie d'arbustes d'essences indigènes ou une rangée d'arbres dense sont à planter.

Art. 11.5. Servitude « urbanisation » - recul forêt [SU-RF]

La zone de servitude « urbanisation » - recul forêt vise à garantir un recul de quinze mètres (15 m) entre la lisière de forêt et les nouvelles constructions. Dans cette bande de quinze mètres (15 m) de large, une haie d'arbustes d'essences indigènes ou une rangée d'arbres dense sont à planter.

Art. 11.6. Servitude « urbanisation » - rangée d'arbres [SU-RA]

La zone de servitude « urbanisation » - rangée d'arbres vise à maintenir et à mettre en valeur les arbres existants. L'aménagement ponctuel d'une voie de desserte locale (zone résidentielle ou zone 30 km/h) est autorisé et peut couper une partie de la surface couverte par la servitude avec la destruction d'un (1) seul arbre. L'arbre détruit est à compenser dans le cadre du PAP NQ « Buuschten ».



Art. 11.7. Servitude « urbanisation » - biotopes [SU-B]

La zone de servitude « urbanisation » - biotopes vise à conserver les biotopes existants. La destruction et/ou la réduction des biotopes sont interdites.

Art. 12 ZONES DE SERVITUDE « COULOIRS ET ESPACES RÉSERVÉS »

Art. 12.1. Couloirs pour projets de rétention et d'écoulement des eaux pluviales

Les couloirs pour projets de rétention et d'écoulement des eaux pluviales, définis dans le Projet d'aménagement général, se rapportent à des fonds réservés aux projets d'infrastructures de canalisation, soit à l'écoulement et à la rétention des eaux pluviales. Seuls des aménagements d'infrastructures techniques sont autorisés.

L'emprise définitive des infrastructures est définie dans le cadre du Projet d'aménagement particulier dans le cas où une zone soumise à l'élaboration d'un PAP « nouveau quartier » y est superposée.

Art. 13 SECTEURS ET ÉLÉMENTS PROTÉGÉS D'INTÉRÊT COMMUNAL

Art. 13.1. Secteurs protégés de type « environnement construit »

Les secteurs protégés de type « environnement construit » constituent les parties du territoire communal qui comprennent des immeubles ou parties d'immeubles dignes de protection qui répondent à un ou plusieurs des critères suivants :

- authenticité de la substance bâtie ;
- authenticité de son aménagement ;
- rareté ;
- exemplarité du type de bâtiment ;
- importance architecturale ;
- témoignage de l'immeuble pour l'histoire nationale, locale, sociale, politique, religieuse, militaire, technique ou industrielle.

Ces secteurs sont soumis à des servitudes spéciales de sauvegarde et de protection définies dans le PAP « quartier existant ».



Art. 13.2. Eléments protégés de type « environnement construit »

Les éléments protégés de type « environnement construit » sont situés dans ou hors des secteurs protégés de type « environnement construit ». Ils correspondent aux éléments suivants :

- « construction et petit patrimoine à conserver » ;
- « gabarit d'une construction existante à préserver » ;
- « murs à conserver ».

Les servitudes spéciales du présent article s'appliquent également aux éléments situés hors des secteurs protégés.

Art. 13.2.1. Construction et petit patrimoine à conserver

Les constructions, le petit patrimoine et les murs à conserver marquent la volonté de sauvegarder certains bâtiments et leurs abords pour cause de leur valeur patrimoniale. Ils ne pourront subir aucune démolition, transformation, modification, agrandissement ou ajout d'élément nouveau qui pourrait nuire à leur valeur historique, artistique ou esthétique. La démolition ne peut être autorisée que pour des raisons impérieuses de sécurité, de stabilité ou de salubrité.

Toute intervention sur une construction et un petit patrimoine à conserver doit veiller à la conservation et la mise en valeur des composantes architecturales extérieures existantes, qui sont :

- le gabarit ;
- la façade avant dont le rythme entre surfaces pleines et vides ;
- les modénatures ;
- les éléments de décoration qui caractérisent ledit bâtiment ;
- les formes et éléments de toiture ;
- les matériaux utilisés traditionnellement ;
- les revêtements et teintes traditionnels.

Les volumes secondaires atypiques ainsi que toutes les excroissances atypiques ne sont pas considérés comme éléments à conserver de la construction.

Art. 13.2.2. Gabarit d'une construction existante à préserver

Par le terme « gabarit », il faut entendre l'ensemble des dimensions principales propres à l'édifice, à savoir :

- longueur et profondeur ;
- hauteur à la corniche et hauteur au faîtage ;
- pente et forme de la toiture.



Le gabarit d'une construction existante à préserver vise au maintien du caractère rural, voire du tissu urbain des localités par la structuration des rues et la formation d'espaces-rues. Il marque la volonté de sauvegarder le gabarit et l'implantation générale de certains bâtiments ou volumes de par leur rôle dans la définition de l'environnement construit.

Pour les bâtiments désignés gabarit d'une construction existante à préserver dans la partie graphique, le gabarit et leur implantation sont à préserver lors de travaux de transformation ou lors d'une reconstruction. La réhabilitation de ces bâtiments est à privilégier à la construction neuve.

Le gabarit d'une construction existante à préserver est constitué par le ou les bâtiments traditionnels, à savoir la maison d'habitation et/ou les communs. Les volumes secondaires atypiques ainsi que toutes les excroissances atypiques ne sont pas considérés comme gabarit à préserver.

Pour des raisons techniques et/ou de fonctionnalité dûment motivées, une marge maximale de cinquante centimètres (50 cm) par rapport au gabarit existant peut être autorisée.

Art. 13.3. Secteur protégé de type « environnement naturel et paysage »

Issue de la modification ponctuelle du PAG « Rue de l'Ecole », réf. 71C/005/2017 du 13 juillet 2018

Les secteurs protégés de type « environnement naturel et paysage » constituent les parties du site qui comprennent des espaces naturels et des paysages dignes de protection ou de sauvegarde. Ces secteurs sont soumis à des servitudes spéciales de sauvegarde et de protection définies dans le plan d'aménagement général. Les secteurs protégés de type « environnement naturel et paysage » sont marqués de la surimpression « N ».

La surface couverte par ce secteur protégé doit bénéficier d'une attention particulière en termes d'intégration paysagère. Au moins 70 % de cette surface est à maintenir comme espace vert public dans le cadre de la mise en exécution du PAP.

Aucune construction n'est admise dans cette surface, hors des places de jeux, du mobilier urbain tels que les bancs, les éléments d'éclairage, des chemins piétons ainsi que des réseaux d'infrastructures et des bassins de rétention.

Toutes modifications apportées ou destructions sur ce secteur doivent être réduites et sont soumises à l'approbation du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions. Un couloir de déplacement pour les chauves-souris est également à établir en continuité du verger avec la plantation d'au moins 14 arbres fruitiers sur une bande d'environ 4 mètres de large.



SECTION 4 ZONES OU ESPACES DEFINIS EN EXECUTION DE DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES SPECIFIQUES

Art. 14 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions légales et réglementaires découlant de la législation concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, la protection des sites et monuments nationaux et la gestion de l'eau sont reprises dans la partie graphique et la partie écrite du Projet d'Aménagement Général.

Une autorisation individuelle de l'administration étatique compétente est nécessaire, dans le cadre d'un projet d'aménagement sur les terrains concernés (PAP, autorisation de bâtir...), notamment selon :

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
- la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux ;
- la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Art. 15 PROTECTION DE LA NATURE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Art. 15.1. Zones protégées d'intérêt communautaire / « réseau Natura 2000 »

Les zones protégées d'intérêt communautaire constituent des secteurs à haute valeur écologique visant à la sauvegarde des zones spéciales de conservation (ZSC) d'habitats naturels (Directive « Habitats » 92/43/CEE).

Concernant le territoire communal de Habscht, une zone ZSC est représentée en partie graphique du Projet d'Aménagement Général :

- la zone Habitat « Vallée de la Mamer et de l'Eich » (LU0001018).

Art. 15.2. Zones protégées d'intérêt national

Les zones protégées d'intérêt national constituent des secteurs à haute valeur écologique. Concernant le territoire communal de Habscht, une zone ZSN est représentée en partie graphique du Projet d'Aménagement Général :

- la zone « Schwaarzenhaff / Jongebësch » - Règlement grand-ducal du 1^{er} juin 2016 déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Schwaarzenhaff / Jongebësch » englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Habscht.



Art. 16 PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATIONAUX

Des immeubles classés monument national ou inscrits à l'inventaire supplémentaire, soumis aux dispositions de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, sont implantés sur le territoire de la commune. La protection nationale, ainsi instituée et qui exige des autorisations spécifiques, est complémentaire à la protection communale. Les éléments repris ici sont ceux présents dans la « *Liste des immeubles et objets classés monuments nationaux ou inscrits à l'inventaire* » (état au 13 février 2019).

Art. 16.1. Immeubles et objets classés monuments nationaux

Les éléments ou volumes bâtis concernés sont les suivants :

- les ruines du château de Septfontaines, dans toute leur étendue, inscrites au cadastre de la commune de Septfontaines, section C de Septfontaines, sous le numéro 405 – Arrêté ministériel du 2 décembre 1937 ;
- l'église de Septfontaines et le cimetière y attenant, inscrits au cadastre de la commune de Septfontaines, section C de Septfontaines, sous les numéros 236 et 237 – Arrêté ministériel du 28 décembre 1961 ;
- le ponceau dit « Geessebréck » sur la rivière Eisch sis entre les deux parcelles inscrites au cadastre de la commune de Septfontaines, section C de Septfontaines, sous les numéros 28/1690 et 29/2716 – Arrêté du Conseil de gouvernement du 15 juin 1984.

Art. 16.2. Immeubles et objets inscrits à l'inventaire supplémentaire

Les éléments ou volumes bâtis concernés sont les suivants :

- le site « Trois Ponts », inscrit au cadastre de la commune de Habscht, Section B d'Eischen, sous le numéro 2892/3851 – Arrêté ministériel du 30 avril 2003 ;
- l'immeuble sis 10, um Séintchen, inscrit au cadastre de la commune de Habscht, section A de Greisch, sous le numéro 169/2391 – Arrêté ministériel du 10 août 2017 ;
- l'érable sycomore (*Acer pseudoplatanus*) poussant dans le parc de l'ancien Hôtel Simmerschmelz, inscrit sous le numéro cadastral 1518/1520/2095 – Arrêté ministériel du 29 mars 1974 ;
- l'ensemble d'immeubles sis 16, 18 et 20-22, Kierchewee, inscrits au cadastre de la commune de Habscht, section C de Septfontaines, sous les numéros 243/3512, 243/3511 et 241/3509 – Arrêté ministériel du 23 mars 2011.



Art. 17 GESTION DE L'EAU

Art. 17.1. Zones inondables

Les zones inondables comprennent les fonds dont l'utilisation du sol peut être soumise à des restrictions, du fait qu'ils sont susceptibles d'être inondés en cas de crue (Loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau).



SECTION 5 INDICATIONS SPÉCIFIQUES

Art. 18 ZONES DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT

Les zones de circulation et de stationnement correspondent aux axes de circulation et de stationnement, respectivement au domaine public ou appartenant aux syndicats de chemins ruraux.

Art. 19 BIOTOPES (ARTICLE 17) ET HABITATS D'ESPÈCES PROTÉGÉES ET/OU HABITATS ESSENTIELS (ARTICLES 17 ET/OU 21)

Le plan des indications spécifiques, joint au présent Projet d'Aménagement Général, comprend une partie graphique qui est dressée sur base de l'orthophoto 2019 et qui est composée des trois plans des localités et des lieux-dits à l'échelle 1 : 2 500 :

- le plan 20100766U_LP_IND_SPEC_EISCHEN_20210119
- le plan 20100766U_LP_IND_SPEC_HOBSCHIED_20210119
- le plan 20100766U_LP_IND_SPEC_SEPT_GREISCH_ROODT_20210119

Il intègre, notamment, le cadastre des biotopes reprend un inventaire des éléments suivants :

- les biotopes, tels qu'identifiés dans la cartographie des biotopes (milieux ouverts et zones destinées à être urbanisées) en application de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- les habitats d'espèces protégées et/ou habitats essentiels potentiels, tels qu'identifiés dans la cartographie de l'évaluation des incidences environnementales, en application des articles 17 et/ou 21 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

La fidélité, l'exactitude, l'actualité, la fiabilité et l'intégralité des informations relatives à ces biotopes et habitats doivent être confirmées, à charge du porteur de projet, chaque fois qu'un projet d'aménagement et/ou de construction porte sur les terrains concernés par la présence d'un ou plusieurs de ces biotopes et/ou habitats.

Les dispositions de l'article 17 et/ou de l'article 21 de la loi du 18 juillet 2018 précitée s'appliquent de plein droit sur les terrains concernés.

Art. 20 FONDS SOUMIS AUX DISPOSITIONS DES ARTICLES 13 ET 17 DE LA LOI DU 18 JUILLET 2018 CONCERNANT LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Cette zone est représentée dans la partie graphique du présent Projet d'Aménagement Général et correspond aux zones destinées à être urbanisées qui empiètent sur des fonds boisés, en tant que fonds soumis aux dispositions des articles 13 et 17 de la loi du 18 juillet 2018.

Art. 21 ZONE DE PROTECTION DES SOURCES (ZPS)

Des zones de protection des sources font objet de règlements grand-ducaux portant création de zones de protection autour des sites de captage d'eau souterraine dans la commune de Habscht servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Art. 22 SECTEUR PROTÉGÉ DE TYPE « VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES »

Les secteurs protégés de type « vestiges archéologiques » constituent les parties du territoire communal qui comprennent ou sont susceptibles de comprendre des vestiges archéologiques majeurs, méritant une protection et une conservation durables ou nécessitent une altération avant la destruction.

Ils sont renseignés, à titre indicatif, sur les plans des indications spécifiques.



ANNEXE



ANNEXE I : TERMINOLOGIE DU DEGRÉ D'UTILISATION DU SOL

A. Coefficient d'utilisation du sol [CUS]

On entend par coefficient d'utilisation du sol le rapport entre la somme des surfaces construites brutes de tous les niveaux et la surface totale du terrain à bâtir brut, pour autant que la hauteur d'étage moyenne ne dépasse pas 5 mètres.

Pour tous les niveaux dont la hauteur moyenne d'étage est comprise entre 5 mètres et 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 2. Pour tous les niveaux dont la hauteur d'étage moyenne dépasse 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 3.

B. Coefficient d'occupation du sol [COS]

On entend par coefficient d'occupation du sol le rapport entre la surface d'emprise au sol de la ou des constructions (au niveau du terrain naturel) et la surface du terrain à bâtir net.

C. Coefficient de scellement du sol [CSS]

On entend par coefficient de scellement du sol le rapport entre la surface de sol scellée et la surface du terrain à bâtir net.

D. Densité de logement [DL]

On entend par densité de logement le rapport entre le nombre d'unités de logement et le terrain à bâtir brut exprimé en hectares.

Les logements intégrés, au sens de l'annexe II du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » portant exécution du plan d'aménagement général d'une commune ne sont pas pris en compte.

E. Terrain à bâtir brut

On entend par terrain à bâtir brut tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée, non encore ou partiellement viabilisés.

F. Terrain à bâtir net

On entend par terrain à bâtir net tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée déduction faite de toutes les surfaces privées et publiques nécessaires à sa viabilisation.

G. Surface construite brute

On entend par surface construite brute la surface hors œuvre obtenue d'un bâtiment et des dépendances en additionnant la surface de tous les niveaux. Seules les surfaces non aménageables en sous-sol ou partiellement en sous-sol et sous combles ne sont pas prises en compte.

Les surfaces non closes, notamment les loggias, les balcons et les car-ports, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface construite brute.



H. Surface non aménageable

Pour établir si une surface est non aménageable, il convient d'appliquer les critères suivants :

a. hauteur des locaux :

Les surfaces, dont la hauteur sous plafond est inférieure à 1,80 mètres, sont considérées comme surfaces non aménageables.

b. affectation des locaux :

Les locaux techniques qui sont exclusivement affectés au fonctionnement technique de l'immeuble sont à considérer comme surfaces non aménageables.

Sont également à considérer comme surfaces non aménageables, les espaces de circulation, dont les garages, les cages d'escalier et les cages d'ascenseur, les dépôts ainsi que les caves individuelles des constructions collectives ne comportant pas d'ouverture sur l'extérieur.

Par contre, est considéré comme aménageable tout local où peut s'exercer une activité quelconque, telle que les buanderies, ateliers, vestiaires, cantines, réserves commerciales, restaurants, salles de réunion, salles de cinéma et salles d'ordinateurs.

c. Solidité et géométrie des locaux :

Sont à considérer comme non aménageables les locaux dont les planchers ne peuvent supporter des charges supérieures à 1,5 kN/m² ou en raison de l'encombrement de la charpente ou d'autres installations.

Ces critères ne sont pas cumulatifs.

I. Surface hors œuvre

Est à considérer comme surface hors œuvre, la surface de plancher mesurée au nu extérieur des murs de pourtour, l'isolation thermique et le parachèvement compris. Sont à exclure du calcul les constructions ne formant pas de plancher, dont les pylônes, canalisations, ouvrages de stockage tels que les citernes et les silos ainsi que les auvents. Sont également à exclure, les modénatures tels que les acrotères, bandeaux, corniches ou marquises ainsi que les rampes et les escaliers extérieurs.

En cas d'assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire de même que le nouveau parachèvement extérieur ne seront pas pris en compte.

J. Surface d'emprise au sol

On entend par surface d'emprise au sol la surface hors œuvre mesurée sur le plan du ou des parties de niveaux en contact direct avec le terrain naturel.

Ne sont pas pris en compte pour le calcul de la surface d'emprise au sol les aménagements extérieurs en dur, notamment les rampes de garage, les chemins d'accès, les surfaces non closes au rez-de-chaussée, les terrasses non couvertes, les surfaces non closes aux étages, tels que les loggias, les balcons, les perrons et les seuils.



K. Surface scellée

Est considérée comme surface scellée toute surface dont l'aménagement ne permet pas l'infiltration des eaux pluviales ainsi que toute surface surplombée par une construction.

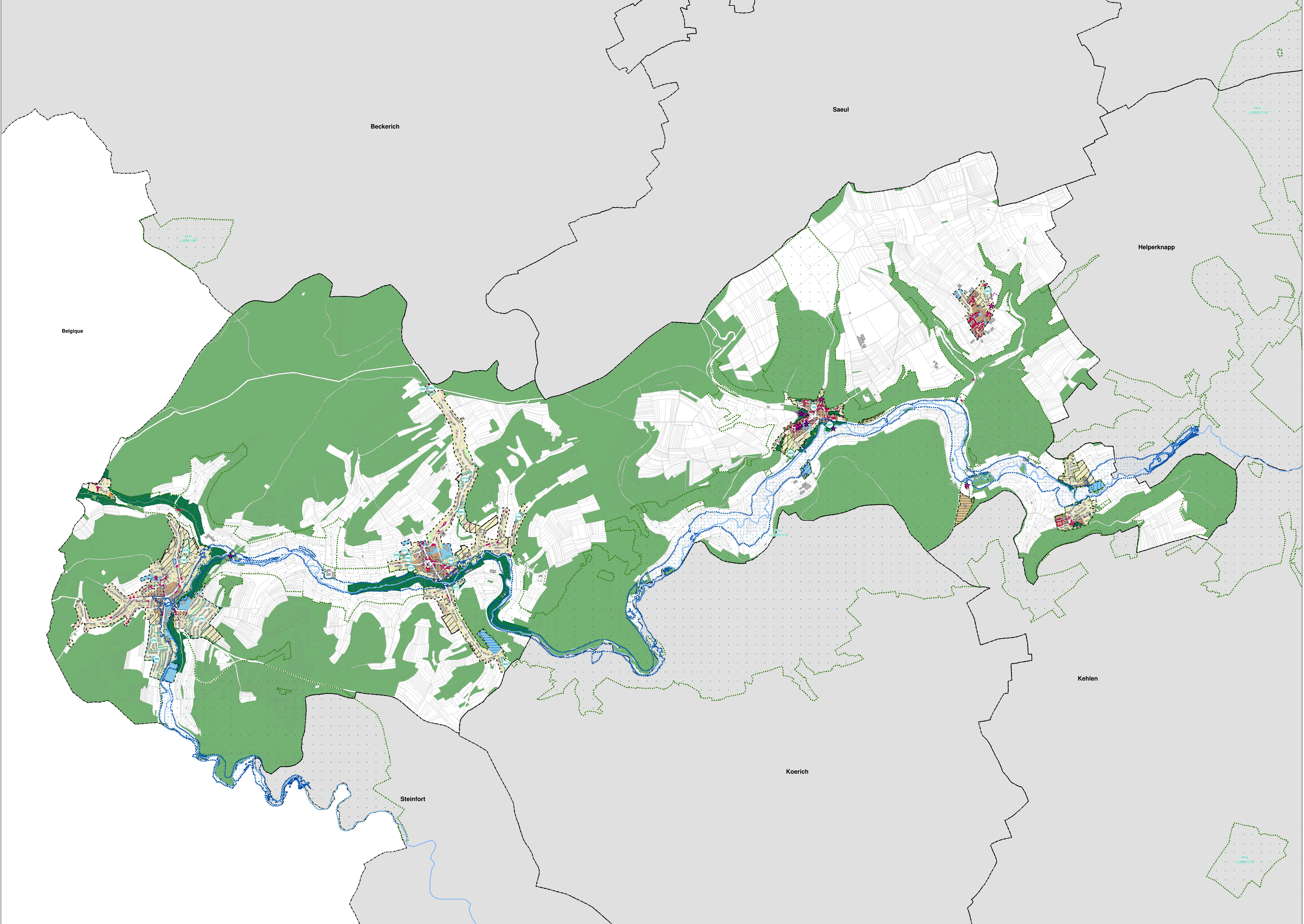
Concernant les surfaces scellées par des constructions souterraines et couvertes de terre végétale, la surface de sol scellée à prendre en compte est réduite par tranche de 15 pour cent pour 15cm d'épaisseur de couverture de terre végétale, jusqu'à concurrence de 75 pour cent.

Concernant les toitures végétales, la surface scellée à prendre en compte est réduite de 50 pour cent.

L. Surface de vente

Il s'agit de la surface de vente au sens de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.





Parcelle cadastrale (PCN 2018)

Bâtiment (PCN 2018)

Délimitation du degré d'utilisation du sol

Cours d'eau

Délimitation de la zone verte

Limite communale

Zone urbanisée ou destinée à être urbanisée

UAB-1

Zone d'habitation 1

Zone verte

AGR

Zone agricole

FOR

Zone forestière

VER

Zone de verdure

Zone mixte

MIX-1

Zone mixte villageoise

Zone de bâtiments et d'équipements publics

BEP

Zone de bâtiments et d'équipements publics Général

BEP-S

Zone de bâtiments et d'équipements publics Sports

BEP-SL

Zone de bâtiments et d'équipements publics Sports et loisirs

BEP-CL

Zone de bâtiments et d'équipements publics Convivialité

Zone de sports et de loisirs

REC-S

Zone de sports et de loisirs - Camping

REC-GR

Zone de sports et de loisirs - Centre équestre

Zone spéciale - Station essence

SPAC-GR

Zone de jardins familiaux

JAF

Zone superposée

Zone soumise à un plan d'aménagement particulier "nouveau quartier"

Zone d'aménagement différé

Représentation schématique du degré d'utilisation du sol pour les zones soumises à un plan d'aménagement particulier "nouveau quartier"

COB	COB	COB	COB
COB	COB	COB	COB

Ref.

Zone soumise à un plan d'aménagement particulier approuvé et maintenu en application

Ref.	Nat.	Mén. Int.	Localité	Nom du PAP	Date d'approbation	Catégorie PAP (SU)
81	7105	Eschen	Hinter Ziegen	06/03/1983	PAP DE	
82	8023	Habscht	Au Pösch	29/03/1988	PAP DE	
90	9170	Eschen	Vordem-Berg	14/03/1989	PAP DE	
60	1346/71C	Habscht	Boerengen	17/12/2003	PAP DE	
63	1394/71C	Habscht	Kruusbüsch	12/09/2004	PAP DE	
66	1412/71C	Eschen	Bettmussen	29/03/2004	PAP DE	
70	1509/71C	Habscht	Rue de Neupert	02/07/2006	PAP DE	
71	1507/71C	Habscht	Bettmussen	27/06/2006	PAP DE	
72	1506/71C	Habscht	Hinter Schmitt	26/03/2006	PAP DE	
73	1505/71C	Habscht	Grauspösch	02/03/2009	PAP DE	
74	1507/71C	Habscht	Steinbaud	03/06/2009	PAP DE	
76	1634/71C	Eschen	Rue de Fretz	17/02/2008	PAP RD	
80	1707/71C	Habscht	Rue de Koerich	16/06/2009	PAP DE	
84	1706/71C	Habscht	Klingebur	24/06/2008	PAP RD	
82	1707/71C	Habscht	Mout. PAP Kruusbüsch	16/05/2007	PAP RD	
83	1800/71C	Habscht	Kruusbüsch	22/02/2008	PAP RD	
84	1248/55C	Gesch	Van Schvichten	15/07/2004	PAP DE	
86	1470/55C	Seestorfaren	Rue d'Arles	25/12/2005	PAP DE	
87	1487/55C	Seestorfaren	Müllersene	26/02/2006	PAP RD	
88	1618/55C	Seestorfaren	Altschert	12/06/2008	PAP RD	
89	1615/71C	Habscht	Bettmussen 3	17/07/2008	PAP RD	
103	1807/71C	Seestorfaren	Neuert dem Neuert	06/12/2003	PAP RD	
104	1810/71C	Eschen	Mout. PAP Rue de Fretz	17/06/2009	PAP RD	

Zone de servitude "urbanisation"

SU-IP1

Servitude "urbanisation" - intégration paysagère 1

SU-IP2

Servitude "urbanisation" - intégration paysagère 2

SU-F

Servitude "urbanisation" - fossé

SU-RA

Servitude "urbanisation" - recul Nature 2000

SU-FR

Servitude "urbanisation" - recul route

SU-RA

Servitude "urbanisation" - rangée d'arbres

SU-B

Servitude "urbanisation" - isolées

Zone de servitude "couloirs et espaces réserves"

Couloirs pour projets de réfection et d'écoulement des eaux pluviales

Secteurs et éléments protégés d'intérêt commun

Secteur protégé de type "environnement naturel et paysager"

Secteur protégé de type "environnement construit"

Construction à conserver

Petit patrimoine à conserver

Mer à conserver

Gabarit d'une construction existante à préserver

Zone ou espaces définis en exécution de dispositions légales et réglementaires spécifiques

à la protection de la nature et des ressources naturelles (FFH/RNN)

à la protection des sites et monuments nationaux

Immeubles et objets classés monuments nationaux

Immeubles et objets classés à l'inventaire supplémentaire

à la gestion de l'eau

Zone inondable - HQ extrême

Indications spécifiques

Zone de circulation et de stationnement

Forde soumise aux dispositions des articles 13 et 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Toutes les autres indications spécifiques reprises à la section 5 de la partie écrite figurent sur les plans annexes à la partie graphique

18.01.2021

I

BEZ

BBN

Modifications suite à la réunion avec AC Habitat du 10.01.2021

03.07.2019

H

BEZ

COO

Modifications suite aux remarques du ST AC Habitat du 02.07.2019

12.06.2019

O

BEZ

MPS

Modifications suite aux remarques du ST AC Habitat du 11.06.2019

17.06.2019

F

BEZ

MPS

Modifications suite aux remarques du ST AC Habitat du 14.06.2019

18.06.2019

E

BEZ

MPS

Modifications suite aux remarques du ST AC Habitat du 21.06.2019

DATB

BOUCC

accorde

plan

validation

DESSINE

Ben Zaimetz

VERifie

Simon Bertoux

CONTROLE

Myriam Hengsch

CLIENT

ADMINISTRATION COMMUNALE DE HABSCHT

PROJET

PROJET D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL PARTIE GRAPHIQUE

LOCALITÉS (LIEUX) - DTYPE

PLAN D'ENSEMBLE - COMMUNE DE HABSCHT

P.A.C. 85 - 87

BP - 108 L-8303 Capellen

G. D. de Luxembourg

Tel: (+352) 26 390 - 1

Fax: (+352) 30 56 09

E-mail: info@luxplan.lu

LUXPLAN S.A.

Ingénieurs conseils

ÉCHELLE

1:10.000

0 100 200 400

Mètres

DATE

09 February 2021

FICHE

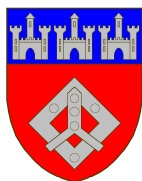
03/2019/000766J LP_HABSCHT_PAG01_Plan

03_PAG0333_PAG-Station_projetetAcroSikanten

Version

001

20100766J LP_SP_10K_20210119



Administration communale de TUNTANGE

PLAN D'AMENAGEMENT GENERAL

PROJET D'AMENAGEMENT GENERAL

Partie écrite

Décembre 2017

Référence : /

Saisine du conseil communal	30 juin 2017
Avis de la commission d'aménagement	7 novembre 2017
Avis du ministre de l'Environnement	27 octobre 2017
Vote du conseil communal	
Approbation du ministre de l'Intérieur	
Approbation du ministre de l'Environnement	



TABLE DES MATIERES

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
ART. 1 ÉLÉMENTS DU PLAN D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL	5
ART. 2 DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES	5
B. RÈGLES D'URBANISME	7
1. ZONES URBANISÉES OU DESTINÉES À ÊTRE URBANISÉES.....	8
1.1. Mode d'utilisation des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées	8
ART. 3 ZONES D'HABITATION	8
ART. 4 ZONES MIXTES	9
ART. 5 ZONES DE BATIMENTS ET D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS	10
ART. 6 ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES COMMUNALES TYPE 1	10
ART. 7 ZONES SPÉCIALES	11
ART. 8 ZONES DE SPORTS ET DE LOISIRS	11
1.2. Degré d'utilisation des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées	12
ART. 9 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES	12
ART. 10 MINIMAS ET MAXIMAS À RESPECTER	12
ART. 11 EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT	13
2. LA ZONE VERTE	15
ART. 12 CATÉGORIES	15
ART. 13 ZONES AGRICOLES	15
ART. 14 ZONES FORESTIÈRES	16
ART. 15 ZONES DE PARC PUBLIC	17
ART. 16 ZONES DE VERDURE	17
3. ZONES SUPERPOSÉES	18
ART. 17 CATEGORIES	18
ART. 18 ZONES DÉLIMITANT LES FONDS SOUMIS À L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'AMÉNAGEMENT PARTICULIER « NOUVEAU QUARTIER »	18
ART. 19 ZONES DÉLIMITANT LES PLANS D'AMENAGEMENT PARTICULIER APPROUVÉS	18
ART. 20 ZONES D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ	19
ART. 21 ZONES DE SERVITUDE « URBANISATION »	19
ART. 22 SECTEURS ET ÉLÉMENTS PROTÉGÉS D'INTÉRÊT COMMUNAL	24
4. ZONES OU ESPACES DÉFINIS EN EXÉCUTION DE DISPOSITIONS LÉGALES, RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES.....	31
ART. 23 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	31
C. ANNEXES	35

A. DISPOSITIONS GENERALES

ART. 1 ÉLÉMENTS DU PLAN D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL

Le plan d'aménagement général comprend :

- a) une **partie graphique**
- b) une **partie écrite**

La **partie graphique du Plan d'Aménagement Général** est composée des plans réglementaires suivants, soumis à approbation ministérielle :

- a) « **Plan d'ensemble** » E061031 - 60 à l'échelle 1/10.000^{ème}, représentant l'ensemble du territoire communal et situant la délimitation des plans détaillés à l'échelle 1/2.500^{ème}
- b) « **Plan d'aménagement général** » E061031 – 33 à 35, à l'échelle 1/2.500^{ème}

ART. 2 DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire de la commune est divisé en plusieurs zones dont les limites sont reprises dans la partie graphique du plan d'aménagement général (plans E061031 – 33 à 35).

Zones urbanisées ou destinées à être urbanisées :

- Zone d'habitation
- Zones mixtes
- Zone de bâtiments et d'équipements publics
- Zone d'activités économiques communal type 1
- Zone spéciale
- Zone de sports et de loisirs

Zone verte :

- Zone agricole
- Zone forestière
- Zone de parc public
- Zone de verdure

Zones superposées :

- Zones délimitant les fonds soumis à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »
- Zones délimitant les plans d'aménagement particulier approuvés
- Zones d'aménagement différé
- Zones de servitude « urbanisation »
- Secteur et éléments protégés d'intérêt communal

**Zones ou espaces définis en exécution de dispositions légales,
réglementaires ou administratives spécifiques relatives :**

- à la protection de la nature et des ressources naturelles
- à la protection des sites et monuments nationaux
- à la gestion de l'eau

B. REGLES D'URBANISME

1. ZONES URBANISEES OU DESTINEES A ETRE URBANISEES

1.1. *MODE D'UTILISATION DES ZONES URBANISEES OU DESTINEES A ETRE URBANISEES*

ART. 3 ZONES D'HABITATION

3.1 Les **zones d'habitation** englobent les terrains réservés à titre principal aux habitations.

Y sont également admis des activités de commerce, des activités artisanales et de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des activités culturelles, des activités de culte, ainsi que des équipements de service public.

De manière générale, y sont interdits les constructions et les établissements qui par leur nature et leur importance seraient incompatibles avec la sécurité, la salubrité, la commodité et la tranquillité d'un quartier d'habitation.

On distingue une seule catégorie :

- Zone d'habitation 1

3.2 Zone d'habitation 1 (HAB-1)

La zone d'habitation 1 est principalement destinée aux logements de type maison unifamiliale y compris les maisons unifamiliales avec logement intégré.

Les maisons plurifamiliales sont proscrites en cas de nouvelle construction ou de reconstruction totale de bâtiments existants.

Les maisons plurifamiliales sont admises uniquement en cas de réaffectation de bâtiments existants, sous réserve de ne porter aucun préjudice aux dispositions légales ou réglementaires applicables et de respecter cumulativement les conditions suivantes :

- au maximum 4 unités de logement par bâtiment et pour l'ensemble bâti le cas échéant,
- au maximum 1 logement de type studio pour 4 logements,
- le gabarit du bâtiment d'origine n'est pas augmenté,
- le nombre d'emplacements de stationnement requis doit être entièrement aménagé sur la propriété sur laquelle est érigée le bâtiment d'origine, dont la moitié au minimum sous forme d'emplacements couverts ou de garage.

Pour tout plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» exécutant une zone d'habitation 1 :

- a) **100%** des logements sont de type maisons d'habitation unifamiliales isolées, jumelées ou groupées en bande, à l'exception des PAP dûment approuvés maintenus en vigueur dans le présent PAG soit le **PAP n°16164** pour lequel les typologies approuvées sont maintenues.
- b) La surface construite brute à dédier à des fins de logement est de **90%** au minimum.

ART. 4 ZONES MIXTES

On distingue deux catégories :

- Zone mixte villageoise
- Zone mixte rurale

4.1 Zone mixte villageoise (MIX-v)

La zone mixte villageoise couvre les localités ou parties de localités à caractère rural. Elle est destinée à accueillir des habitations, des exploitations agricoles, des centres équestres, des activités artisanales, des activités de commerce dont la surface de vente est limitée à **500 m²** par immeuble bâti, des activités de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des hôtels, des restaurants et des débits à boissons, des équipements de service public, des établissements de petite et moyenne envergure, ainsi que des activités de récréation.

Les maisons plurifamiliales sont proscrites en cas de nouvelle construction ou de reconstruction totale de bâtiments existants.

Les maisons plurifamiliales sont admises uniquement en cas de réaffectation de bâtiments existants, sous réserve de ne porter aucun préjudice aux dispositions légales ou réglementaires applicables et de respecter cumulativement les conditions suivantes :

- au maximum 4 unités de logement par bâtiment avec un maximum de 6 unités de logement pour l'ensemble bâti le cas échéant,
- au maximum 1 logement de type studio pour 4 logements,
- le gabarit du bâtiment d'origine n'est pas augmenté,
- le nombre d'emplacements de stationnement requis doit être entièrement aménagé sur la propriété sur laquelle est érigée le bâtiment d'origine, dont la moitié au minimum sous forme d'emplacement couvert ou de garage.

Pour tout plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» exécutant une zone mixte villageoise :

- a) **100%** des logements sont de type maisons d'habitation unifamiliales isolées, jumelées ou groupées en bande.
- b) La part minimale de la surface construite brute à réserver à l'habitation ne pourra être inférieure à **70%**.

4.2 Zone mixte rurale (MIX-r)

La **zone mixte rurale** couvre les localités ou parties de localités à caractère rural. Elle est destinée aux exploitations agricoles, jardinières, maraîchères, viticoles, piscicoles, apicoles ainsi qu'aux centres équestres.

Y sont également admis des maisons unifamiliales, des activités de commerce, des activités artisanales, des activités de loisirs et culturelles qui sont en relation directe avec la destination principale de la zone.

ART. 5 ZONES DE BATIMENTS ET D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Les **zones de bâtiments et d'équipements publics (BEP)** sont réservées aux constructions et aménagements d'utilité publique et sont destinées à satisfaire des besoins collectifs.

Seuls des logements de service ainsi que les logements situés dans des structures médicales ou paramédicales, les maisons de retraite, les internats, les logements pour étudiants, les logements locatifs sociaux et les logements destinés à l'accueil de demandeurs de protection internationale y sont admis.

ART. 6 ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES COMMUNALES TYPE 1

6.1 La **zone d'activités économiques communale type 1 (ECO-c1)** est réservée aux entreprises de construction, commerciales et artisanales, ainsi qu'aux équipements collectifs techniques.

Y sont admis des établissements de restauration en relation directe avec les besoins de la zone concernée.

Sont également admis des logements de service à l'usage du personnel dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction ou la surveillance d'une entreprise particulière.

ART. 7 ZONES SPÉCIALES

Une **zone spéciale (SPEC)** réservée à l'exploitation d'une station-service est définie. Elle est localisée à Bour.

Dans cette zone sont également admises les prestations de services liées aux activités d'une station-service, telles qu'un « shop en libre-service » et un « car-wash ».

L'installation de logements y est prohibée, à l'exception d'un logement de service à l'usage du personnel.

ART. 8 ZONES DE SPORTS ET DE LOISIRS

Les **zones de sports et de loisirs (REC)** sont destinées aux bâtiments, infrastructures et installations de sports, de loisirs et touristiques.

Y sont admis des logements de service directement liés aux activités y autorisées.

On distingue une seule catégorie de zones de sports et de loisirs :

- Zone REC-2 : HORESCA

8.1 Prescriptions spécifiques à la zone REC-2

La zone **REC-2 « HORESCA »** est destinée aux bâtiments, infrastructures et installations destinés à l'hébergement touristique (hôtellerie, gîtes, chambres d'hôte), ainsi qu'au secteur de la restauration y inclus les débits de boissons. Seules sont autorisées dans cette zone l'extension ou la reconstruction de bâtiments existants et la construction d'infrastructures strictement nécessaires aux activités existantes sur la zone dans le cadre de leur développement.

Un logement de service, exclusivement destiné à l'usage du personnel dont la présence permanente est nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'établissement, est autorisé.

1.2. DEGRÉ D'UTILISATION DES ZONES URBANISÉES OU DESTINÉES À ÊTRE URBANISÉES

ART. 9 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Le degré d'utilisation du sol des zones soumises à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » est exprimé par le coefficient d'utilisation du sol (CUS), par le coefficient d'occupation du sol (COS), et par le coefficient de scellement du sol (CSS).

La densité de logements (DL) est fixée pour les zones d'habitation et les zones mixtes soumises à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

Les définitions des termes utilisés ci-avant sont reprises à l'**annexe 1** de la présente partie écrite du plan d'aménagement général.

ART. 10 MINIMAS ET MAXIMAS À RESPECTER

Pour chaque zone soumise à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », sont définies des valeurs maxima pour le coefficient d'utilisation du sol (CUS), le coefficient d'occupation du sol (COS), le coefficient de scellement du sol (CSS) et la densité de logements (DL).

Ces valeurs sont reprises pour chaque nouveau quartier en partie graphique du plan d'aménagement général.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », les coefficients précités constituent des valeurs moyennes qui sont à respecter pour l'ensemble des fonds couverts par un même degré d'utilisation du sol. Ces coefficients peuvent par conséquent être dépassés pour certains lots ou parcelles.

ART. 11 EMBLEMENTS DE STATIONNEMENT

11.1 Définition du nombre minimum d'emplacements de stationnement

En cas de construction nouvelle, de reconstruction, de changement de destination et de transformation augmentant la surface exploitable de plus de **25m²**, le nombre minimum d'emplacements requis est défini comme suit (la valeur calculée est arrondie à l'unité supérieure à partir de 0,5) :

- **Deux (2)** emplacements par logement (dont un au moins sous forme de garage ou de carport) ;
- **Un (1)** emplacement par tranche de **40m²** de surface exploitable (aménageable) pour les bureaux et administrations, commerces, cafés et restaurants ;
- **Un (1)** emplacement par tranche de **80m²** de surface exploitable (aménageable) ou par tranche de quatre salariés pour les établissements artisanaux, la valeur supérieure obtenue étant d'application ;
- **Un (1)** emplacement par tranche de **50m²** de surface exploitable (aménageable) ou par salarié pour les garages de réparation et les stations-service, avec un minimum de **6** places par établissement ;
- **Un (1)** emplacement par tranche de **4** lits pour les constructions hôtelières et similaires ;
- **Un (1)** emplacement par salle de classe pour les écoles ;
- **Cinq (5)** emplacements de stationnement pour les crèches jusqu'à **30** enfants et **un (1)** emplacement supplémentaire par tranche de **10** enfants pour les crèches au-delà de **30** enfants ;
- Pour les cabinets médicaux, paramédicaux ou autres professions libérales, **trois (3)** emplacements réservés aux clients par cabinet ;
- **Un (1)** emplacement par tranche de **6** lits pour les établissements de séjour pour personnes âgées.

11.2 Par ailleurs, en complément de ce qui précède, il est requis ce qui suit :

- Les établissements commerciaux, artisanaux et industriels doivent prévoir en plus sur leur terrain le nombre d'emplacements de stationnement nécessaires à leurs véhicules utilitaires.
- Les emplacements de stationnement sont aménagés sur le même bienfonds que la construction à laquelle ils se rapportent sauf lorsqu'il peut être démontré l'impossibilité d'aménager en tout ou partie le nombre d'emplacements requis. Dans ce cas, soit le requérant démontre la possibilité d'aménager le nombre d'emplacements requis en situation appropriée dans un rayon de **200m** autour de son projet, soit le conseil communal fixe une taxe compensatoire ayant pour objet l'aménagement à

proximité des emplacements de stationnement manquants moyennant un règlement taxe déterminant les conditions à observer ainsi que les montants et modalités de paiement.

2. LA ZONE VERTE

ART. 12 CATÉGORIES

12.1 La zone verte comporte :

- les zones agricoles
- les zones forestières
- les zones de parc public
- les zones de verdure

12.2 L'ensemble de ces zones constitue des zones vertes au sens de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

12.3 Les dispositions des ART. 13, ART. 14, ART. 15 et ART. 16 sont applicables sans porter préjudice aux dispositions de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

12.4 Toute construction dans les zones destinées à rester libre est soumise à l'autorisation du Ministre ayant la protection de la nature dans ses attributions et à l'autorisation du bourgmestre.

12.5 Des règles d'urbanisme spécifiques sont définies pour les aménagements et les constructions à y prévoir.

ART. 13 ZONES AGRICOLES

13.1 Les **zones agricoles (AGR)** sont destinées à l'agriculture au sens général du terme.

13.2 Les autorisations de bâtir, de démolition, d'agrandissement ou de transformation sont de la compétence du bourgmestre sans préjudice de l'autorisation du ministre ayant la protection de l'environnement dans ses attributions et conformément aux dispositions de la législation en vigueur concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

13.3 Les constructions existantes à usage d'habitation peuvent être maintenues sous réserve que leur destination reste inchangée ou soit compatible avec la loi

modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

13.4 Seuls sont admis, par siège d'exploitation, au maximum deux logements supplémentaires en plus du logement existant de l'exploitant pour autant que ces deux logements représentent un lien fonctionnel, certain et durable avec le type d'exploitation autorisée. Les constructions à usage d'habitation sont soumises aux prescriptions du PAP « quartier existant – espace villageois » en ce qui concerne leur gabarit.

13.5 Toutes les constructions existantes peuvent subir des travaux d'entretien.

13.6 Une autorisation de construire en « zone agricole » ne peut être octroyée que s'il existe un accès carrossable à la voirie publique et si les raccordements au réseau d'eau potable et au réseau d'assainissement collectif sont réalisables, étant entendu que l'administration communale n'entreprendra, à ses frais, aucune extension des réseaux de voirie, de distribution d'eau potable, d'assainissement ni d'éclairage public à cette seule fin. Si les raccordements s'avèrent techniquement impossibles à réaliser, une solution de rechange doit être proposée par le maître d'ouvrage et approuvée par les autorités compétentes.

ART. 14 ZONES FORESTIÈRES

14.1 Les **zones forestières (FOR)** sont destinées à la sylviculture et à la conservation de l'équilibre écologique.

14.2 Les autorisations de bâtir, de démolition, d'agrandissement ou de transformation sont de la compétence du bourgmestre sans préjudice de l'autorisation du ministre ayant la protection de l'environnement dans ses attributions et conformément aux dispositions de la législation en vigueur concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

14.3 Toutes les constructions existantes peuvent subir des travaux d'entretien.

ART. 15 ZONES DE PARC PUBLIC

- 15.1** Les **zones de parc public (PARC)** comprennent des espaces verts, des parcs publics, des surfaces de jeux, de récréation et de détente.
- 15.2** N'y sont autorisés que les activités et travaux nécessaires à leur création, leur entretien ou leur embellissement.
- 15.3** Y sont admis des aménagements, des équipements et des constructions de petite envergure en relation avec la zone tels que blocs sanitaires, kiosques ou remises de jardin. Les constructions et aménagements ainsi que leur niveau d'équipement doivent être adaptés au site.
- 15.4** Sont également admis des aménagements et des constructions d'utilité publique à condition qu'un soin particulier soit apporté à leur intégration dans le site et sans préjudice de l'autorisation du ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions.

ART. 16 ZONES DE VERDURE

- 16.1** Les **zones de verdure (VERD)** sont destinées à assurer prioritairement la fonction écologique et/ou d'intégration paysagère de certaines parties du territoire communal.
- 16.2** Les zones de verdure sont caractérisées par l'interdiction de bâtir.
- 16.3** Dans les zones de verdure, seuls sont admis :
- a) les aménagements ponctuels et de petite envergure en rapport direct avec la destination de la zone ou d'utilité publique y compris l'aménagement ponctuel d'accès et le passage d'infrastructures techniques, dans le respect de leurs contraintes ou servitudes éventuelles ;
 - b) les modifications du terrain naturel sous réserve que celles-ci ne nuisent en aucun cas à la fonction première de la zone ni à sa qualité environnementale.
- 16.4** Les zones de verdure doivent garantir la sauvegarde et la création d'îlots de verdure aux fins d'assurer une interface de qualité entre zones distinctes.
- Ces ;

3. ZONES SUPERPOSÉES

ART. 17 CATEGORIES

Les zones superposées comportent :

- les zones délimitant les fonds soumis à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »
- les zones délimitant les plans d'aménagement particulier approuvés
- les zones d'aménagement différé
- les zones de servitude « urbanisation »
- les secteurs et éléments protégés d'intérêt communal

ART. 18 ZONES DÉLIMITANT LES FONDS SOUMIS À L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'AMÉNAGEMENT PARTICULIER « NOUVEAU QUARTIER »

Le développement urbain dans ces zones est orienté par le schéma directeur. Ces zones font l'objet d'un ou de plusieurs plans d'aménagement particulier «nouveau quartier».

ART. 19 ZONES DÉLIMITANT LES PLANS D'AMENAGEMENT PARTICULIER APPROUVÉS

Les plans d'aménagement particulier dûment approuvés par le Ministre de l'Intérieur avant l'entrée en procédure du présent plan d'aménagement général sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du présent règlement à l'exception des plans d'aménagement particulier suivants qui restent en vigueur :

PAP	Réf. ministérielle	Approbation Ministre de l'Intérieur
Localité de Tuntange		
PAP « Tomm »	15747	20/02/2009
PAP « rue de Hollenfels »	15785	08/05/2009
PAP « In den krummen Strachen »	16013	10/12/2009
PAP « Thillenwies »	15747	23/08/2010
PAP « Auf der Neuwies »	16164	23/08/2010
PAP « Nieveschtwies »	16217	27/04/2012
PAP „Bel-Air“	16935	18/02/2014
PAP « Rue de l'Eglise »	17072	07/08/2014
PAP « rue de Greisch »	16005	15/12/2009
PAP « Bei den Kalleksiewen »	17815	12/05/2017
Localité de Hollenfels		
PAP « Schlossacht »	16334	16/01/2012

ART. 20 ZONES D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ

- 20.1** Les **zones d'aménagement différé** constituent des zones superposées, frappées d'une interdiction temporaire de construction et d'aménagement. Seules peuvent y être autorisés des dépendances et aménagements de faible envergure ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales.
- 20.2** Elles constituent en principe des réserves foncières destinées à être urbanisées à moyen ou long terme.
- 20.3** La décision de lever le statut de la zone d'aménagement différé fait l'objet d'une procédure de modification du plan d'aménagement général.

ART. 21 ZONES DE SERVITUDE « URBANISATION »

- 21.1** Les zones de servitude «urbanisation» comprennent des terrains situés dans les zones urbanisées, les zones destinées à être urbanisées ou dans la zone verte.

Des prescriptions spécifiques sont définies ci-après pour ces zones, aux fins d'assurer la sauvegarde de la qualité urbanistique, ainsi que de l'environnement naturel et du paysage d'une certaine partie du territoire communal, sous réserve de ne pas être contraires à d'autres prescriptions réglementaires ou administratives.

Les différentes catégories de servitudes « urbanisation » reprises en partie graphique et détaillées ci-après sont les suivantes :

- « Corridor de déplacement » (C)
- « Paysage » (P)
- « Biotopes et éléments naturels à préserver » (B)
- « Aménagement » (A)

21.2 Servitude « urbanisation - Corridor de déplacement » (C)

La servitude « urbanisation - Corridor de déplacement » doit participer à relier entre eux les habitats d'espèces protégées et ainsi à renforcer le maillage écologique.

A l'intérieur de la zone couverte par une servitude « urbanisation – Corridor de déplacement », un corridor effectif d'une largeur de 10 à 20m sera réservé à la

plantation sous forme d'une haie vive et/ou d'une rangée d'arbres d'essences indigènes. Tout biotope existant y sera maintenu.

Y sont toutefois autorisés les aménagements urbanistiques suivants, sans que leur emprise totale ne puisse excéder **5%** de la surface concernée :

1. l'aménagement ponctuel d'accès ou de liaisons motorisés sous réserve de se limiter à la connexion à des accès existants ;
2. l'aménagement écologique d'accès pour mobilité douce à coefficient élevé de perméabilité ;
3. le passage d'infrastructures techniques en souterrain indispensables au développement de la zone ;
4. l'aménagement de mesures de rétention des eaux pluviales.

La servitude « urbanisation – Corridor de déplacement » (C) se décline en **6** zones distinctes.

Dans la localité de Tuntange :

- **la zone C1**, est située au nord de la localité de Tuntange et doit garantir une bande de plantation de 10m au minimum ;
- **la zone C2**, est située au centre de la localité de Tuntange ;
- **la zone C3**, est située au lieu-dit « rue des Champs » au sud de la localité de Tuntange ;
- **la zone C4**, est située au sud de la localité de Tuntange, le long du chemin rural reliant la rue du Bois et la rue de Luxembourg ;
- **la zone C5**, est située au sud de la localité de Tuntange, le long de la rue de Luxembourg ;
- **la zone C6**, est située aux lieux-dits « auf dem Boecker » et « auf Tomm ».

21.3 Servitude « urbanisation - Paysage » (P)

La servitude « urbanisation– Paysage » vise à améliorer l'intégration des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées dans le paysage naturel et à renforcer la protection des zones relevant de la restauration, de la protection et de la gestion de la biodiversité. Elle peut constituer une zone de connexion biologique

pour les espèces animales protégées en reliant plusieurs biotopes ou espaces protégés dont elle contribuera à augmenter la dynamique et la productivité.

Toute plantation d'arbres et arbustes sera constituée d'essences indigènes ; elle se fera de préférence sous forme de bosquets. Le maintien des haies existantes sera favorisé.

Toutes les zones couvertes par la servitude « urbanisation –Paysage » doivent garantir une bonne intégration paysagère et former une transition claire entre l'espace agricole et les futures zones urbanisées, par la plantation d'arbres et d'arbustes notamment. Sous réserve d'autres dispositions réglementaires, y sont autorisés les aménagements urbanistiques suivants, sans que leur emprise totale ne puisse excéder **5%** de la surface concernée :

1. l'aménagement ponctuel d'accès ou de liaisons motorisés sous réserve de se limiter à la connexion à des accès existants ;
2. l'aménagement écologique d'accès pour mobilité douce à coefficient élevé de perméabilité ;
3. le passage d'infrastructures techniques en souterrain indispensables au développement de la zone ;
4. l'aménagement de mesures de rétention des eaux pluviales.

La servitude « urbanisation – Paysage » (P) se décline en **10** zones distinctes pour lesquelles des prescriptions particulières sont le cas échéant définies.

Dans la localité de Tuntange :

- **la zone P1**, large de 15m, est située aux lieux-dits « Im Langfeld » et « in den Fouswiesen ». La plantation d'arbres et arbustes sur une largeur minimum de 10m est requise ;
- **la zone P2**, située au lieu-dit « in den krummen Strachen » doit permettre de garantir une bonne intégration paysagère des futures constructions du PAP « Bei den Kalleksiewen ». A cette fin, la servitude d'urbanisation reprend la totalité de la parcelle n°724 section A de Tuntange ;
- **la zone P3**, large de 20m, est sise au lieu-dit « In Teeter » ;
- **la zone P4**, large de 20m, est sise au lieu-dit « Auf Peuscht » ;
- **la zone P5**, large de 20m, est sise au lieu-dit « Auf Tomm » ;
- **la zone P6**, large de 15m, est sise au lieu-dit « Geiferwee » ;
- **la zone P7**, large de 10m, est sise au lieu-dit « Sayerhoecht » ;

- **la zone P9**, large de 15m, est sise au lieu-dit « auf dem Weisserchen » ;
- **la zone P10**, large de 15m, est sise au lieu-dit « hinter den Ratten ».

Dans la localité de Hollenfels :

- **la zone P8**, large de 20m, est sise au lieu-dit « Auf der Kaul » et vise à la plantation d'arbres fruitiers.

21.4 **Servitude « urbanisation - Biotopes et éléments naturels à préserver » (B)**

La servitude « urbanisation – Biotopes et éléments naturels à préserver » vise à protéger et à mettre en valeur des biotopes et éléments naturels existants. En cas de destruction, ces biotopes pourront le cas échéant être compensés sans préjudice de l'autorisation requise en vertu des articles 14 et 17 de la loi modifiée du 19.01.2004. Une dérogation à cette interdiction pourra être accordée à titre exceptionnel et pour des raisons dûment motivées.

Les biotopes concernés par cette servitude sont identifiés ci-après :

Servitude	Localité	Lieu-dit	Type	Structure
B1	Tuntange	In Thillen Loch	linéaire	haie arborée
B2	Tuntange	Auf der Griecht	linéaire	haies arborées et chemin
B3	Tuntange	In den krummen Strachen	surfactive	fours à chaux et végétation adjacente
B4	Tuntange	Rue de Jounker /« in der Quaert »	surfactive	formation arborée
B5	Tuntange	Geiferwee	surfactive	verger / jardin d'agrément
B6	Tuntange	In der Schopp	linéaire	haie arbustive
B7	Tuntange	Parking rue Hoelgass	surfactive	ripisylve
B8	Hollenfels	Rue d'Ansembourg	ponctuel	arbre isolé

21.5 **Servitude « urbanisation – Aménagement » (A)**

La servitude « urbanisation – Aménagement » vise à garantir la réalisation d'un aménagement particulier ou d'une infrastructure spécifique, le cas échéant avant l'urbanisation de la zone concernée.

La servitude « urbanisation – Aménagement » se décline en **13** zones distinctes pour lesquelles des prescriptions particulières sont définies.

Dans la localité de Tuntange :

- **la servitude d'urbanisation A1**, couvre l'intégralité de la zone soumise à PAP NQ située au niveau du lieu-dit « rue de Brouch ». L'accès à créer

pour cette zone doit garantir la sécurité routière et la visibilité des automobilistes ;

- **la servitude d'urbanisation A2**, couvre l'intégralité de la zone soumise à PAP NQ située le long du Geiferwee au niveau du lieu-dit « auf dem Geiferweg ». Un accès à partir de la rue de Hollenfels devra être garanti avant tout aménagement de la zone ;
- **la servitude d'urbanisation A3**, doit permettre la réalisation d'un accès de mobilité douce entre la rue du bois et la zone « PAP approuvé - n° 16164 » ;
- **la servitude d'urbanisation A4**, couvre l'intégralité de la parcelle n°489 section A de Tuntange destinée à être urbanisée au niveau du lieu-dit « Auf dem Weisserchen ». La dépollution du site devra être garantie avant tout aménagement de la zone visant le séjour prolongé de personnes ;
- **la servitude d'urbanisation A5**, couvre l'intégralité de la parcelle n°291/3427 section A de Tuntange. Cette servitude d'urbanisation doit garantir l'utilisation de matériaux perméables pour l'aménagement du parking ;
- **la servitude d'urbanisation A6**, couvre l'intégralité de la zone soumise à PAP NQ située au niveau du lieu-dit « Sayerhoecht ». Le développement de la zone devra garantir un accès à partir de la rue Ueleschter ;
- **la servitude d'urbanisation A10**, couvre l'intégralité des parcelles cadastrales 334/1405, 333/2841 et 337/3551, classées en BEP. Elle vise à limiter l'aménagement de la zone à des fins principalement récréatives tout en permettant la construction d'un bâtiment (maximum 2 bâtiments) dont la surface d'emprise au sol, cumulée le cas échéant, sera limitée à maximum 200m², sur un niveau maximum. Tout biotope présent y sera maintenu.

Dans la localité de Hollenfels :

- **la servitude d'urbanisation A7** sise rue des Prés, vise à garantir l'implantation de toute construction à front de rue, soit à l'intérieur d'une bande de construction de 18m maximum ;
- **la servitude d'urbanisation A8** concerne une bande de 3m de largeur au niveau de la parcelle n°424/869. Elle vise le passage des

infrastructures de canalisation entre le « nouveau quartier » H11 et la rue d'Ansembourg.

Dans la localité de Bour :

- **la servitude d'urbanisation A9** concerne une bande de 20m de largeur au niveau des parcelles n°1406/2416 et 1405/2413 section E de Bour. Cette servitude vise à garantir une zone tampon de 20m non aedificandi avec la lisière forestière ;
- **la servitude d'urbanisation A13** concerne la partie de la parcelle n°1431/2316 section E de Bour affectée en zone HAB-1. Cette servitude d'urbanisation doit garantir l'utilisation de cette partie de parcelle à des fins de stationnement ;

Dans la localité d'Ansembourg :

- **la servitude d'urbanisation A11** sise rue de la Vallée, concerne les parcelles n°184/534 et 184/535 section C d'Ansembourg et vise à garantir l'implantation de toute construction à front de rue, soit à l'intérieur d'une bande de construction de 18m maximum ;
- **la servitude d'urbanisation A12** sise rue de la Vallée, concerne les parcelles n°176/463 et 176/516 (pour partie) section C d'Ansembourg et vise à garantir l'implantation de toute construction à front de rue, soit à l'intérieur d'une bande de construction de 18m maximum.

ART. 22 SECTEURS ET ÉLÉMENTS PROTÉGÉS D'INTÉRÊT COMMUNAL

22.1 Les **secteurs et éléments protégés d'intérêt communal de type «environnement construit»** constituent les parties du territoire communal qui comprennent des immeubles et objets classés « Monuments nationaux » ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ainsi que des immeubles, parties ou éléments d'immeubles dignes de protection et qui répondent à un ou plusieurs des critères suivants :

- a) authenticité de la substance bâtie et de son aménagement (**SB**) ;
- b) rareté du type de bâtiment (**R**) ;
- c) exemplarité du type de bâtiment (**Ex**) ;
- d) importance architecturale (**A**) ;
- e) témoignage de l'immeuble pour l'histoire nationale, locale, sociale, politique, religieuse, militaire, technique ou industrielle (**T**).

22.2 Les secteurs protégés d'intérêt communal de type « environnement construit » sont soumis à des servitudes spéciales de sauvegarde et de protection définies ci-après. Elles s'appliquent à tout projet de construction, démolition, reconstruction, transformation ou aménagement prévu dans ces secteurs.

22.3 Les secteurs protégés d'intérêt communal de type « environnement construit » sont marqués de la surimpression « C » dans la partie graphique du plan d'aménagement général.

22.4 Bâtiments et objets identifiés comme « immeubles, parties ou éléments d'immeubles protégés »

Les bâtiments et objets qui expriment un caractère typique à préserver sont identifiés comme « immeubles, parties ou éléments d'immeubles protégés » et sont indiqués dans la partie graphique du plan d'aménagement général.

22.4.1 Les « immeubles, parties ou éléments d'immeubles protégés » bénéficient d'une protection communale applicable en fonction du ou des critères de protection énumérés à l'article 22.1 et définis ci-après pour chaque « bâtiment protégé ». Un inventaire photographique est également inséré au niveau de l'annexe 3 de la présente partie écrite du plan d'aménagement général.

Rue / localisation	N° / n° cad.	Objet ou partie d'objet considéré	Critère de protection
TUNTANGE			
Eglise, rue de l'	n° cad. 359/2190	Chapelle Trausch	SB, T
Eglise, rue de l'	n° cad. 346/3255	Immeuble sur site protégé de la maison communale	SB, A, T
Eglise, rue de l'	3	Bâtiment dans son ensemble	SB, T, A, Ex
Eglise, rue de l'	n° cad. 349/3482	Immeuble entre le n°1 rue de l'Eglise, et le centre culturel	SB
Luxembourg, rue de	10	Corps de logis + annexe	SB, Ex
Luxembourg, rue de	13	Corps de logis	Ex
Luxembourg, rue de	16	Croix de chemin	SB, T
Luxembourg, rue de	18	Bâtiment dans son ensemble	Ex, T
Luxembourg, rue de	18	Chapelle Lang Huguette	T
Luxembourg, rue de	20	Corps de logis + annexes	SB, R, Ex, T
Luxembourg, rue de	n° cad. 403/3348	Chapelle Elsen Paul	T, SB

Brouch, rue de	1	Corps de logis + annexe	SB, R, Ex, T
Brouch, rue de	3	Corps de logis	SB, Ex, T
Brouch, rue de	5	Ecole	Ex, T
Brouch, rue de	11	Croix de chemin	SB, T
Brouch, rue de	19	Corps de logis + Annexe	Ex
Bois, rue du	1	Corps de logis + étable	SB, Ex, T
Bois, rue du	3	Corps de logis + Annexe	Ex, T
Bois, rue du	4	Corps de logis	SB, Ex
Bois, rue du	6	Corps de logis + Annexe	Ex
Bois, rue du	8	Corps de logis	T
Bois, rue du	10	Corps de logis + annexe	Ex, T
Bois, rue du	20	Corps de logis + annexe	Ex, T
Hoelgaass	n°417/1690	Cimetière avec son mur d'enceinte + pierres tombales datant d'avant 1945	T
Hollenfels, rue de	4	Annexe agricole	SB, R, Ex, T
Hollenfels, rue de	5	Corps de logis	SB, Ex
Hollenfels, rue de	6	Bâtiment dans son ensemble + murs	SB, R, Ex, T
Hollenfels, rue de	6	Croix de chemin	SB, T
Hollenfels, rue de	8	Mur en pierre sèche des 6 et 8 rue de Hollenfels	T
Champs, rue des	1	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex, T
Champs, rue des	1	Croix de chemin	SB, T
Champs, rue des	13	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex
Greisch, rue de	3	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex
Greisch, rue de	9	Corps de logis	SB, Ex
Ueleschter, rue	15	Corps de logis	SB, Ex
Casemates, rue des	3	Bâtiment dans son ensemble	Ex
Casemates, rue des	4	Corps de logis	SB, Ex
HOLLENFELS			
Ansembourg, rue d'	1	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex
Ansembourg, rue d'	3	Corps de logis	SB, R, Ex, T
Ansembourg, rue d'	5	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex

Ansembourg, rue d'	n°364/417	Cimetière avec son mur d'enceinte + pierres tombales datant d'avant 1945	T
Château, rue du	n°568/646 + 564/668	Château et ancien jardin	SB, A, R, T
Château, rue du	n°574/0	Chapelle	T
Château, rue du	n°529/0	Eglise + croix de chemin	SB, T
Château, rue du	1	Immeuble sans annexes	SB, R, Ex
Château, rue du	2	Immeuble en U	R, T
Château, rue du	5	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex, T
Château, rue du	7	Bâtiment dans son ensemble	SB, R, Ex
Château, rue du	8	Bâtiment dans son ensemble	T
Château, rue du	9	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex
Château, rue du	10	Corps de logis + 2 annexes	SB, Ex
Château, rue du	11 + 13	Corps de logis + Grange barbotte	SB, Ex
Château, rue du	12	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex
Château, rue du	14	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex, T
Château, rue du	16	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex, T
Tuntange, rue de	1	Ancienne école + croix de chemin	SB, Ex, T
am Eck	1	Corps de logis	SB, Ex
am Eck	4	Immeuble	Ex
am Eck	5a	Bâtiment dans son ensemble	Ex
am Eck	7	Corps de logis	Ex
Enneschtgaass	2	Corps de logis + annexe	Ex
Enneschtgaass	2a	Bâtiment dans son ensemble	Ex
Enneschtgaass	3	Bâtiment dans son ensemble	Ex
Enneschtgaass	4	Bâtiment dans son ensemble	Ex
Enneschtgaass	5	Corps de logis + annexe	Ex
Enneschtgaass	5a	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex, T
Enneschtgaass	7	Corps de logis + annexe	Ex, T
Schoeppeggaass	n°516/287, 516/288	Mur en pierres sèches longeant la Schoeppeggaass	T
Schoeppeggaass	9a	Corps de logis	Ex, T

Schoeppelgaass	10	Corps de logis	SB, Ex
Schoeppelgaass	11	Corps de logis + annexe	Ex, T
Schoeppelgaass	13	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex
Schoeppelgaass	14	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex
Schoeppelgaass	16	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex
Schoeppelgaass	18	Corps de logis	SB, Ex
Schoeppelgaass	19	Corps de logis + annexe	SB, Ex
Schoeppelgaass	20	Corps de logis + annexe	SB, Ex
Schoeppelgaass	22	Bâtiment dans son ensemble	SB, R, Ex
Mersch, rue de	2	Corps de logis	SB, Ex, T
Mersch, rue de	6	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex, T
MARIENTHAL			
Klaushof	n°38/514	Ferme	SB, Ex, T
Marienthalerhof	n°65/536	Corps de logis + annexe + mur d'enceinte entre les corps de logis n°7 et n°9	SB, Ex, T
BOUR			
Arlon, rue d'	n°cad. 1419/940	Chapelle	SB, T
Arlon, rue d'	4	Corps de logis + annexe	SB, R, Ex
Arlon, rue d'	6	Corps de logis + annexes	SB, Ex
Arlon, rue d'	8	Corps de logis + annexes	SB, Ex, T
Arlon, rue d'	10	Corps de logis + annexes	Ex
ANSEMBOURG			
Vallée, rue de la	n° cad. 168/0	Chapelle	SB, T
Vallée, rue de la	1	Corps de logis + annexes	SB, Ex
Vallée, rue de la	2	Bâtiment dans son ensemble	SB, Ex
Vallée, rue de la	4	Corps de logis	SB, Ex
Vallée, rue de la	9 + 9A	Bâtiments + annexes	SB, Ex, R
Vallée, rue de la	n° cad. 130/510	annexe	SB, Ex

22.5 Prescriptions générales relatives aux secteurs protégés d'intérêt communal de type « environnement construit »

22.5.1 Pour tout projet ou aménagement, les caractéristiques du bâti traditionnel doivent être respectées, notamment :

- a) le tracé des rues, l'espace-rue et la structure du parcellaire ;
- b) l'implantation des constructions ;
- c) les typologies architecturales incluant les formes et ouvertures de toiture, les baies de façade, les modénatures, les matériaux, revêtements et teintes traditionnels.

Les autorités communales peuvent préciser pour chaque projet ou aménagement les mesures adéquates à entreprendre pour conserver le caractère du bâti préexistant.

22.5.2 L'aménagement des abords des « immeubles, parties ou éléments d'immeubles protégés » (composition, choix des matériaux et des couleurs) ne doit pas compromettre ni la qualité ni le caractère originel typique des bâtiments et de l'espace-rue.

22.5.3 Démolition et reconstruction de bâtiments

Les projets de construction doivent privilégier la réhabilitation et la restauration plutôt que la construction neuve.

A l'exception des cas d'urgence pour des raisons de sécurité et de salubrité et sans préjudice des dispositions relatives à la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, la démolition de bâtiments n'est autorisée que pour autant que le propriétaire soit détenteur d'une autorisation de construire.

4. ZONES OU ESPACES DÉFINIS EN EXÉCUTION DE DISPOSITIONS LÉGALES, RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES

ART. 23 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions légales et réglementaires découlant de la législation concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, la protection des sites et monuments nationaux, et la gestion des eaux sont reprises dans la partie graphique et la présente partie écrite du plan d'aménagement général.

23.1 Protection de la nature et des ressources naturelles

- a) Réseau Natura 2000 : Zone « Habitats » LU0001018 Vallées de la Mamer et de l'Eisch

23.2 Protection des sites et monuments nationaux

- a) Immeubles et objets classés « Monuments nationaux »
- b) Immeubles et objets inscrits à l'inventaire supplémentaire

23.2.1 Les « monuments nationaux » (immeubles et objets classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire) bénéficient d'une protection nationale.

Ils sont régis par les dispositions de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Ils sont énumérés ci-après :

Localité	Rue / localisation	Objet ou partie d'objet considéré
Immeubles et objets classés monuments nationaux		
Ansembourg	Parcelles n°106/317 et 105/501	Nouveau château d'Ansembourg et les jardins attenants
Ansembourg	Parcelle n°112/222	Ancienne maison de métayer
Ansembourg	Lieu-dit « Unter der Hoehl », au bord du CR105	Allée des tilleuls et des marronniers
Ansembourg	Lieu-dit « Ansembourg », parcelles n°123/538, 124 et 125/507	Chapelle, escalier monumental y menant et ancienne école avec habitation du vicaire
Ansembourg	Lieu-dit « Weschpesch », parcelle n°85/498	Ponceau enjambant la rivière Eisch
Ansembourg	Parcelles n°253, 254, 255, 256, 257	Vieux château d'Ansembourg

Ansembourg	Parcelle n°203/526	Immeuble
Marienthal	Site du Marienthal	Immeubles appartenant au Domaine de l'Etat
Marienthal	Lieu-dit « Marienthalerhof », parcelle n°55/463	Chapelle
Tuntange	Parcelle n°340/2094	Eglise Sts-Pierre-et-Paul avec tout son mobilier
Tuntange	2, rue de Hollenfels, parcelle n°346/3255	Immeubles
Tuntange	9, rue de Brouch, parcelles n°309/3443 et 307/3245	Immeubles
Immeubles et objets inscrits à l'inventaire supplémentaire		
Ansembourg	Parcelle n°112/222	Ancienne forge d'Ansembourg
Ansembourg	Parcelles n°121, 122/423, 122/424, 122/469, 159/432, 159/465	Bois, jardin, prés, bois et sapins
Ansembourg	Parcelle n°105/220	Allée de charmes
Ansembourg	5, rue de la Vallée, parcelle n°171/503	Maison
Tuntange	1, rue de l'Eglise, parcelle n°347	Immeubles
Tuntange	2, rue de l'Eglise, parcelles n°338/2772 et 337/2771	Immeubles
Tuntange	11, rue du Brouch, parcelle n°696/2933	Chêne

23.3 Gestion de l'eau

a) Zone inondable

La zone inondable est régie par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

La zone inondable est marquée de la surimpression « I » dans la partie graphique du plan d'aménagement général.

Tous travaux, aménagements, ouvrages et installations dans les zones riveraines ou dans les zones inondables en vigueur selon le règlement grand-ducal du 5 février 2015 déclarant obligatoires les cartes des zones inondables et les cartes des risques d'inondation pour les cours d'eau de la Sûre supérieure, de la Wiltz, de la Clerve et de l'Our sont soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre relative à l'eau.

Pour toutes les zones se superposant avec des zones inondables en vigueur, les conditions suivantes sont à respecter :

- Chaque volume de rétention supprimé est à compenser localement ;
- Toute construction ou aménagement constituant un obstacle hydraulique défavorable à l'écoulement des hautes eaux est strictement interdit ;
- Les surfaces habitables ainsi que toute installation sensible doivent se trouver hors zone inondable afin de réduire le risque de dommage pour les personnes, les biens et l'environnement ;
- Les garages souterrains de lotissement aux alentours des cours d'eau sont à construire de manière étanche avec rampes d'accès se trouvant hors zone inondable.

C. ANNEXES

Annexe 1 : Terminologie relative au degré d'utilisation du sol

1 Coefficient d'utilisation du sol – CUS

On entend par coefficient d'utilisation du sol le rapport entre la somme des surfaces construites brutes de tous les niveaux et la surface totale du terrain à bâtir brut, pour autant que la hauteur d'étage moyenne ne dépasse pas 5 mètres.

$$\text{CUS} = \frac{\text{somme des surfaces construites brutes de tous les niveaux}}{\text{surface du terrain à bâtir } \mathbf{brut}}$$

Pour tous les niveaux dont la hauteur moyenne d'étage est comprise entre 5 mètres et 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 2. Pour tous les niveaux dont la hauteur d'étage moyenne dépasse 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 3.

2 Coefficient d'occupation du sol – COS

On entend par coefficient d'occupation du sol le rapport entre la surface d'emprise au sol de la ou des constructions (au niveau du terrain naturel) et la surface du terrain à bâtir net.

$$\text{COS} = \frac{\text{surface d'emprise au sol de la ou des constructions}}{\text{surface du terrain à bâtir } \mathbf{net}}$$

3 Coefficient de scellement du sol – CSS

On entend par coefficient de scellement du sol le rapport entre la surface de sol scellée et la surface du terrain à bâtir net.

$$\text{CSS} = \frac{\text{surface de sol scellée}}{\text{surface du terrain à bâtir } \mathbf{net}}$$

4 Densité de logement – DL

On entend par densité de logement le rapport entre le nombre d'unités de logement et le terrain à bâtir brut.

$$\text{DL} = \frac{\text{nombre d'unités de logement}}{\text{surface du terrain à bâtir } \mathbf{brut}}$$

Les logements intégrés, au sens de l'annexe II du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan

d'aménagement particulier « nouveau quartier » portant exécution du plan d'aménagement général d'une commune ne sont pas pris en compte.

5 Terrain à bâtir brut

On entend par terrain à bâtir brut tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée, non encore ou partiellement viabilisés.

6 Terrain à bâtir net

On entend par terrain à bâtir net tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée, déduction faite de toutes les surfaces privées et publiques nécessaires à sa viabilisation.

7 Surface construite brute

On entend par surface construite brute la surface hors d'œuvre obtenue d'un bâtiment et des dépendances en additionnant la surface de tous les niveaux. Seules les surfaces non aménageables en sous-sol ou partiellement en sous-sol et sous combles ne sont pas prises en compte.

Les surfaces non closes, notamment les loggias, les balcons et les car-ports, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface construite brute.

8 Surface non aménageable

Pour établir si une surface est non aménageable, il convient d'appliquer les critères suivants :

a. hauteur des locaux

Les surfaces dont la hauteur sous plafond est inférieure à 1,80 mètre sont considérées comme surfaces non aménageables.

b. affectation des locaux

Les locaux techniques qui sont exclusivement affectés au fonctionnement technique de l'immeuble sont à considérer comme surfaces non aménageables.

Sont également à considérer comme surfaces non aménageables, les espaces de circulation, dont les garages, les cages d'escalier et les cages d'ascenseur, les dépôts ainsi que les caves individuelles des constructions collectives ne comportant pas d'ouverture sur l'extérieur.

Par contre est considéré comme aménageable tout local où peut s'exercer une activité quelconque, tel que les buanderies, ateliers, vestiaires, cantines, réserves commerciales, restaurants, salles de réunion, salles de cinéma et salles d'ordinateurs.

c. solidité et géométrie des locaux

Sont à considérer comme non aménageables les locaux dont les planchers ne peuvent supporter des charges supérieures à 1,5 kN/m² ou en raison de l'encombrement de la charpente ou d'autres installations.

Ces critères a, b et c ne sont pas cumulatifs.

9 Surface hors œuvre

Est à considérer comme surface hors œuvre, la surface de plancher mesurée au nu extérieur des murs de pourtour, l'isolation thermique et le parachèvement compris. Sont à exclure du calcul les constructions ne formant pas de plancher, dont les pylônes, canalisations, ouvrages de stockage tels que les citernes et les silos ainsi que les auvents. Sont également à exclure les modénatures tels que les acrotères, bandeaux, corniche ou marquises, ainsi que les rampes et les escaliers extérieurs.

En cas d'assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire de même que le nouveau parachèvement extérieur ne seront pas pris en compte.

10 Surface d'emprise au sol

On entend par surface d'emprise au sol la surface hors œuvre mesurée sur le plan du ou des parties de niveaux en contact direct avec terrain naturel.

Ne sont pas pris en compte pour le calcul de la surface d'emprise au sol, les aménagements extérieurs en dur, notamment les rampes de garage, les chemins d'accès, les surfaces non closes au rez-de-chaussée, les terrasses non couvertes, les surfaces non closes aux étages, tels que les loggias, les balcons, les perrons et les seuils.

11 Surface scellée

Est considérée comme surface scellée toute surface dont l'aménagement ne permet pas l'infiltration des eaux pluviales ainsi que toute surface surplombée par une construction.

Concernant les surfaces scellées par des constructions souterraines et couvertes de terre végétale, la surface de sol scellée à prendre en compte est réduite par tranche de 15 % pour 15 cm d'épaisseur de couverture de terre végétale, jusqu'à concurrence de 75 %.

Concernant les toitures végétales, la surface scellée à prendre en compte est réduite de 50%.

12 Surface de vente

La surface de vente représente la surface bâtie, mesurée à l'intérieur des murs extérieurs. Ne sont pas comprises dans la surface de vente, les surfaces réservées aux installations sanitaires, aux bureaux, aux ateliers de production, aux dépôts de réserve nettement séparés moyennement un cloisonnement en dur.

Annexe 2 : Autres définitions

1 Dépendance

Tout volume accolé ou isolé, ni destiné au séjour prolongé de personnes, ni destiné à une activité professionnelle, comme notamment les abris de jardin, les garages et les car-ports

2 Ensemble bâti

Ensemble de bâtiments, accolés intégralement ou partiellement, voire non accolés entre eux, situés sur une même parcelle ou sur plusieurs parcelles, et construits à l'origine pour constituer une unité fonctionnelle, un ensemble fonctionnel cohérent, indissociable.

Le cas le plus typique d'un ensemble bâti en milieu rural est l'ensemble bâti de ferme. L'unité fonctionnelle d'un ensemble bâti transparaît notamment au travers d'une composition architecturale homogène d'implantation cohérente et fonctionnelle par rapport à l'espace-rue.

3 Logement intégré

Logement faisant partie d'une maison de type unifamilial et appartenant au propriétaire du logement principal. Le logement ne peut être destiné qu'à la location et doit être subordonné en surface au logement principal.

4 Maison unifamiliale

Construction servant au logement permanent et comprenant en principe une seule unité de logement. Un seul logement intégré supplémentaire y est admis.

5 Maison plurifamiliale

Construction servant au logement permanent et comprenant plus de deux unités de logement

6 Réaffectation / changement d'affectation ou de destination

Changement d'usage ou de fonction de tout ou partie de bâtiment (bâtiment d'habitation, bâtiment agricole, etc.)

7 Réhabilitation

Travaux de rénovation visant l'amélioration générale ou la mise en conformité d'une construction avec les normes en vigueur telles que normes de statique, confort électrique et sanitaire, chauffage, isolation thermique et phonique, équipements de confort. Au sens strict de la définition, la réhabilitation exclut toutes opérations de réaffectation, transformation, démolition et

/ ou de reconstruction, bien que des travaux de réhabilitation puissent être combinés avec ces opérations, dans les limites des dispositions réglementaires.

8 Rénovation

Remise à neuf d'une construction ou partie de construction, restitution d'un aspect neuf. La rénovation peut comporter aussi le changement d'équipements vétustes, ainsi que la modification des cloisonnements (murs porteurs exceptés) et de la distribution intérieure des locaux. Au sens strict de la définition, la rénovation exclut toutes opérations de réaffectation, transformation, démolition et / ou de reconstruction, bien que des travaux de rénovation puissent être combinés avec ces opérations, dans les limites des dispositions réglementaires.

9 Restauration

Travaux de rénovation visant la sauvegarde et la mise en valeur d'une construction ancienne par la réfection, la remise à neuf ou le rétablissement de ladite construction dans son état primitif. La restauration peut en ce sens impliquer la démolition de parties rapportées nuisibles à l'état primitif de la construction. Au sens strict de la définition, la restauration exclut toutes autres opérations de réaffectation, transformation, démolition et / ou de reconstruction, bien que des travaux de restauration puissent être combinés avec ces opérations, dans les limites des dispositions réglementaires.

10 Surface exploitable

Surface de plancher construit après déduction des surfaces occupée par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines et ébrasements des portes et fenêtres et des surfaces réservées aux utilisations secondaires telles que sanitaires, réserves, archives, ...

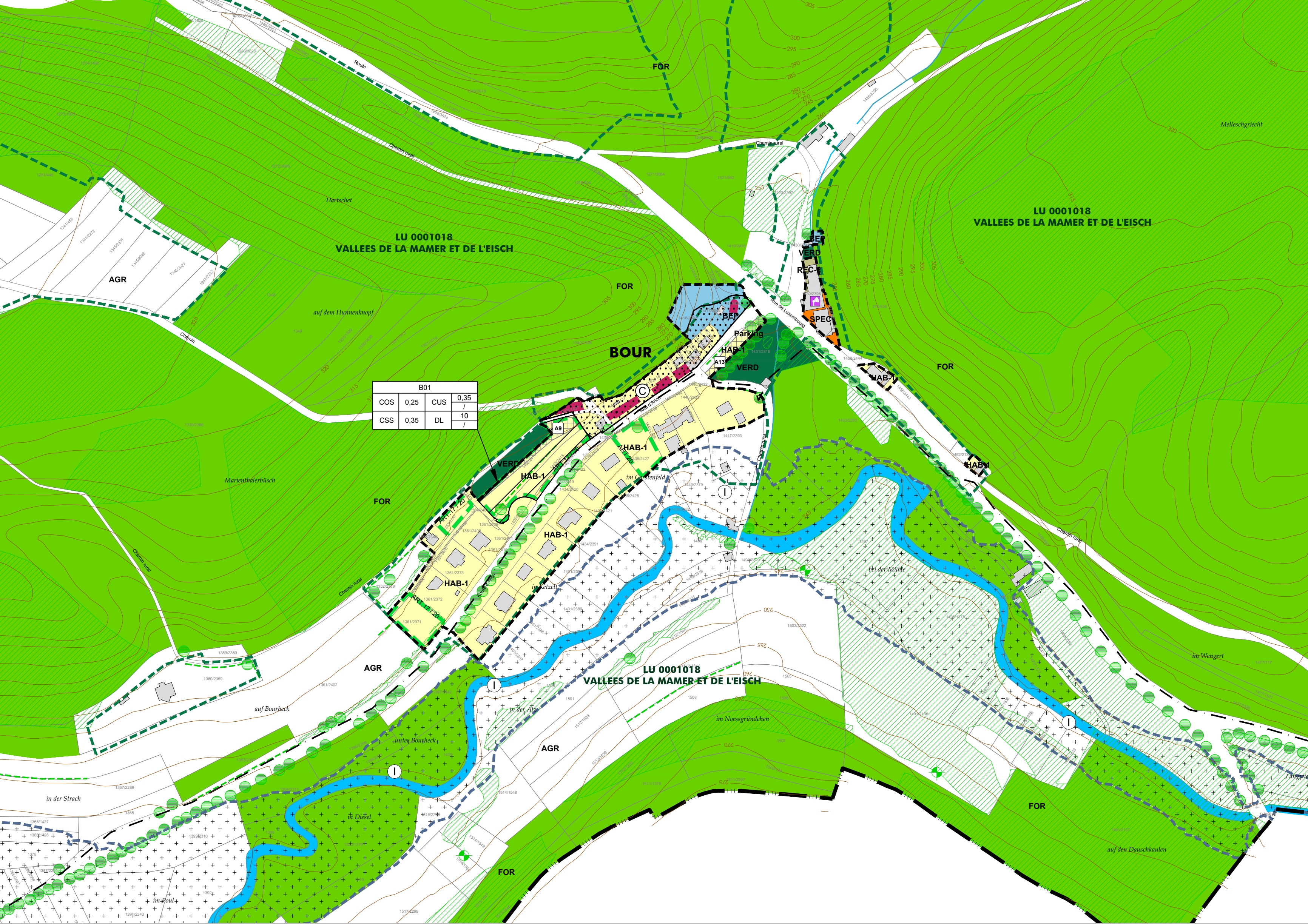
11 Surface habitable

Surface de plancher construit, après déduction de la surface occupée par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines et ébrasements des portes et fenêtres. Il n'est pas tenu compte de la superficie des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, terrasses et toitures-terrasses, loggias, balcons, ni des surfaces de locaux d'une hauteur sous plafond inférieure à 1,80 mètre.

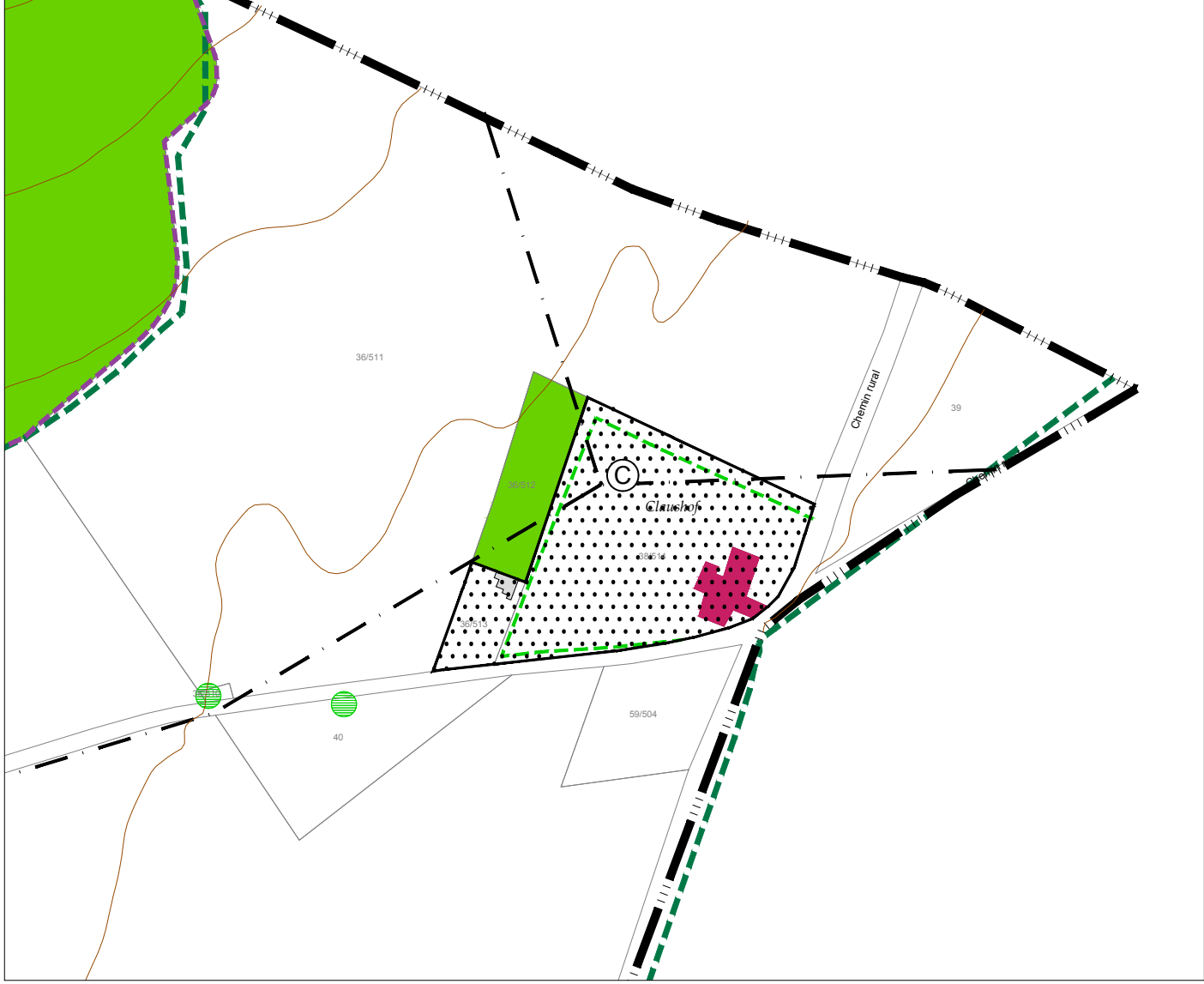
ANSEMBOURG



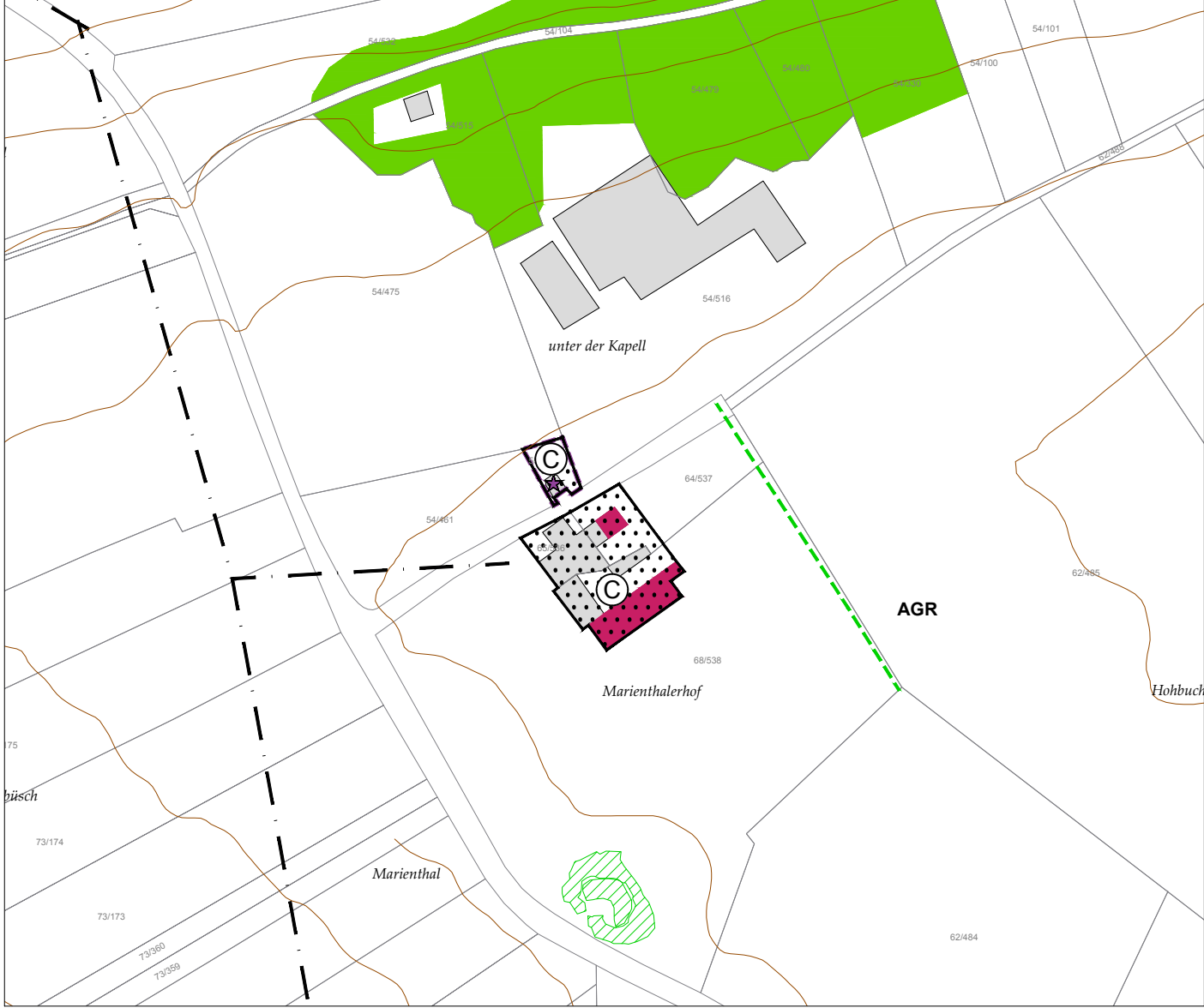
BOUR



CLAUSHOF



MARIENTHALERHOF



FOND DE PLAN

Parcelle cadastrale / immeuble

215

Courbe de niveau

Limite communale

Cours d'eau

Délimitation de la zone verte

Délimitation du degré d'utilisation du sol

Zones urbanisées ou destinées à être urbanisées :

HAB-1

zone d'habitation 1

MIX-V

zone mixte villageoise

MIX-R

zone mixte rurale

BEP

Zone de bâtiments et d'équipements publics

ECO-e1

zone d'activités économiques communale type 1

REC

Zone de sport et de loisir

REC-1

tourisme et loisirs

REC-2

horeca

SPEC

Zone spéciale

Représentation schématique du degré d'utilisation du sol pour les zones soumises à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » :

Dénomination du nouveau quartier

COS max.

CUS max.

CSS max.

DL max.

COS max.

CUS max.

CSS max.

DL max.

Zone verte :

AGR

Zone agricole

FOR

Zone forestière

PARC

Zone de parc public

Zone de verdure

Zones superposées :

Zone soumise à un plan d'aménagement particulier "nouveau quartier"

Zone d'aménagement différé

Plan d'aménagement particulier approuvé

Zone de servitude "urbanisation"

servitude "urbanisation" - Corridor de déplacement

servitude "urbanisation" - Paysage

servitude "urbanisation" - Biotopes et éléments naturels à préserver

servitude "urbanisation" - Aménagement

Secteur et éléments protégés d'intérêt communal

Secteur protégé de type "environnement construit"

construction à conserver

petit patrimoine à conserver

Zones ou espaces définis en exécution de dispositions spécifiques relatives :

à la gestion de l'eau

à la protection de la nature et des ressources naturelles

à la protection des sites et monuments nationaux

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

Biotopes - art. 14 et/ou 17 de la loi du 19 janvier 2004
(à titre indicatif et non exhaustif)

Habitat d'espaces - art. 17 et/ou 20 de la loi du 19 janvier 2004
(à titre indicatif et non exhaustif)

Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles

Ligne électrique

Ref. : 31C/002/2017	
Saisine du Conseil Communal	30/06/2017
Avis de la Commission d'Aménagement	07/11/2017
Avis du Ministre ayant la protection de la nature dans ses attributions	27/10/2017
Vote du Conseil Communal	21/12/2017
Vote complémentaire du Conseil Communal	21/02/2018 et 21/03/2018
Approbation du Ministre ayant l'aménagement communal et le développement urbain dans ses attributions	23/08/2018
Approbation du Ministre ayant la protection de la nature dans ses attributions	10/04/2018

© ORTHOPHOTO - ORIGINE CADASTRE : DROITS RESERVES A L'ETAT DU GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG 2000 - Extrait 2010	« COPIE ET REPRODUCTION INTERDITES »
© PCN - ORIGINE CADASTRE : DROITS RESERVES A L'ETAT DU GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG 2000 - Extrait 2016	« COPIE ET REPRODUCTION INTERDITES »
© ED - L.T.C. - ORIGINE CADASTRE : DROITS RESERVES A L'ETAT DU GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG 1997 - Extrait 2011	« COPIE ET REPRODUCTION INTERDITES »
© COS 14 - ORIGINE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES : DROITS RESERVES A L'ETAT DU GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG 2002	« COPIE ET REPRODUCTION INTERDITES »

MAÎTRE D'OUVRAGE:

ADMINISTRATION COMMUNALE DE TUNTANGE

PROJET:

PLAN D'AMENAGEMENT GENERAL

OBIET:

PROJET D'AMENAGEMENT GENERAL
LOCALITES D'ANSEMBOURG ET BOUR

IND	DATE	MISSION	INITIALE	VISA	CONTRÔLE	INITIALE	VISA	MODIFICATIONS
I	27/03/2018	GxFO			FxM			Rectification zone REC-2 à Ansembourg
H	08/12/2017	GxFO			FxM			Mise à jour suite avis ML, MDDI et réclamations
G	12/06/2017	GxFO			FxM			Mise à jour suite remarques AC
F	25/04/2017	HxN			FxM			Mise à jour + nouvelle légende
E	04/08/2016	HxN			FxM			Suite Réunion 1/08/2016

ÉCHELLE

N° PROJET

N° PLAN

INDICE

1/2500

33-35.dwg

E061031-35

I

T&R ENGINEERING

ingénieurs-conseils

Tel.: (+352) 49 00 65 1
e-mail@tr-engineering.lu
86-88, rue de l'Égalité
BP 1034
L-1010 Luxembourg

Annexe 20212161-GC-HYDRO-ENV-400-004

**Forages de reconnaissance en vue de l'étude du captage de source Tro'n
(SCS-210-60)**

Screening-FFH (Phase 1)



SYNDICAT DES EAUX DU SUD
KOERICH

Forages de reconnaissance en vue de l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60)

Demande suivant l'article 32 de la Loi du 18 juillet 2018
relative à la Protection de la Nature et des Ressources Naturelles

Screening-FFH (Phase 1)

N° de référence	20212161-GC-HYDRO-ENV-400-004	
Suivi	Nom	Date
Rédigé par	Marie BARROIS	21.04.2022
Vérifié par	Laurence PLÈNECASSAGNE	21.04.2022

Modifications

Indice	Description	Date

TABLE DES MATIERES

1.	Motif et tâche	3
1.1	Contexte de l'étude et interaction avec une zone Natura 2000	3
1.2	Objectifs de l'évaluation spécifique « Natura 2000 »	4
1.3	Procédure de l'évaluation spécifique « Natura 2000 »	4
2.	Localisation et description du site	5
2.1	Localisation du site et contexte.....	5
3.	Description des investigations	6
3.1	Description des forages et piézomètres.....	6
4.	Description du site Natura 2000 concerné	7
4.1	Localisation	7
4.2	Types d'habitats et espèces d'après annexe I et II de la directive 92/43/CEE	9
4.3	Objectifs de protection	10
5.	Evaluation de portée – Screening-Matrice	11
6.	Conclusion	13
7.	Références	14

LISTE DES FIGURES

Figure 1.	Localisation du captage Tro'n et sondages projetés dans la zone Natura 2000 « LU0001018 Vallée de la Mamer et de l'Eisch »	3
Figure 2.	Localisation du site à l'étude sur fond d'orthophotographies.	6
Figure 3.	Exemple d'un système de fermeture par taque hydrant.....	7
Figure 4.	Exemple d'un système de fermeture par tube inox dépassant.	7
Figure 5.	Zone Natura 2000 « LU0001018 Vallée de la Mamer et de l'Eisch » et localisation de la zone concernée par les sondages.	8

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Types de l'habitat d'après Annexe I de la directive 92/43/CEE et d'après la fiche des données officielle du site LU0001018	9
-------------------	---	----------

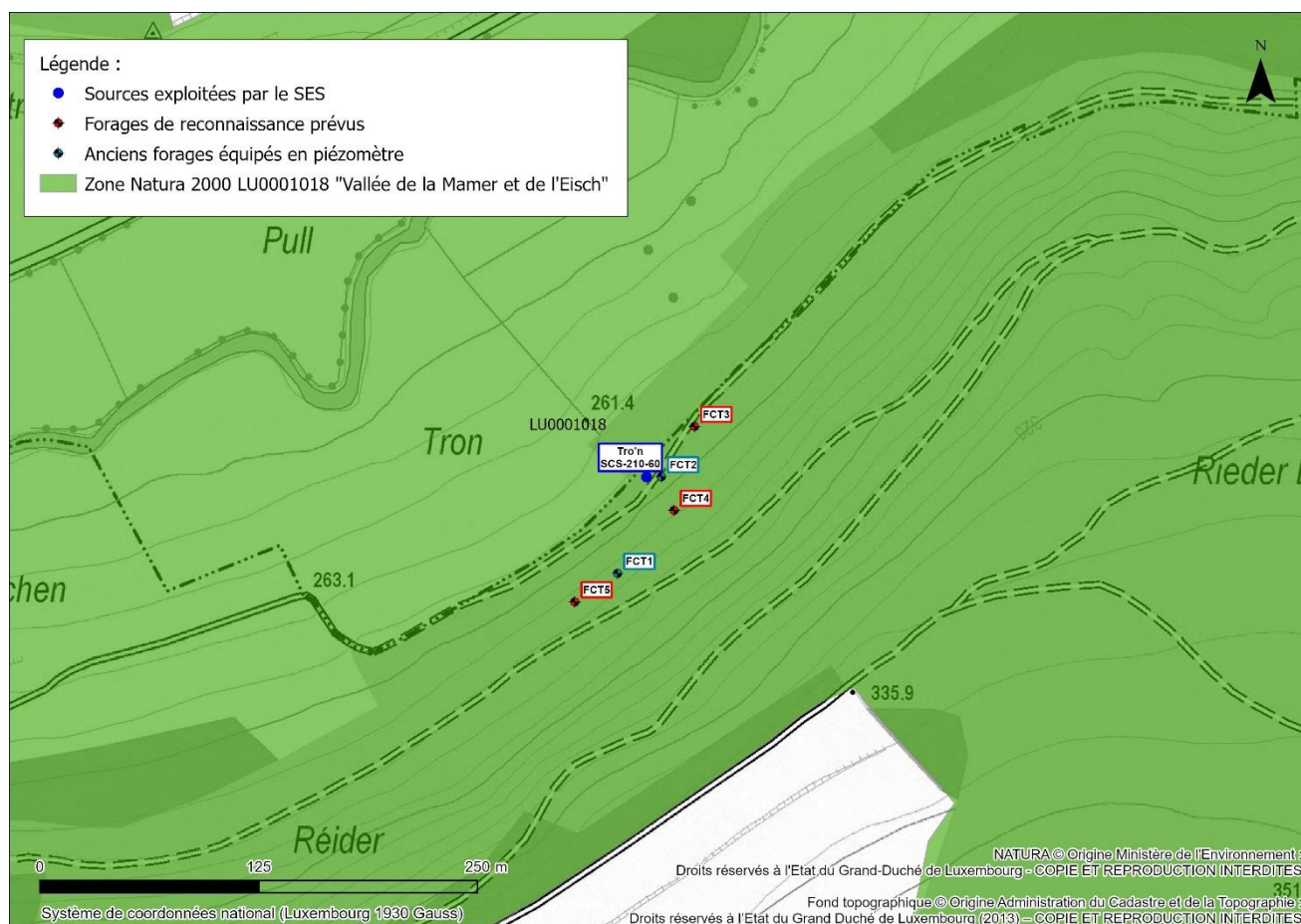
1. Motif et tâche

1.1 Contexte de l'étude et interaction avec une zone Natura 2000

Le captage Tro'n (SCS-210-60) sur le territoire sud de Helperknapp (Tuntange) est en exploitation et appartient au Syndicat des Eaux du Sud. Un assainissement de ce captage est prévu afin de répondre aux exigences actuelles en matière de captage d'eau potable.

À ce titre, des investigations géologiques et des essais hydrogéologiques s'avèrent nécessaires pour comprendre au mieux le contexte dans lequel évolue la source. La zone concernée se situant dans la zone Natura 2000 (LU0001018 « Vallée de la Mamer et de l'Eisch »), il est nécessaire de procéder à une évaluation des incidences -FFH- (Phase 1-Triage) au sens de l'article 32 de la loi sur la Protection de la Nature et des Ressources Naturelles (PN) datant de 2018.

Les impacts potentiels des travaux de sondages sur les objectifs de conservation, y compris les types d'espèces et d'habitats spécifiés dans les objectifs de conservation, doivent être bien décrits et évalués (MDDI-DE 2016).



Conformément à l'Article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (directive « habitats »), la nécessité d'une évaluation appropriée (« FFH-Verträglichkeitsprüfung ») est présente si un plan ou un projet, seul ou combiné à d'autres plans et projets (cumulativement), peut avoir un impact significatif sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000.

L'Article 6 de la directive « habitats » prévoit également que les États membres doivent prendre les mesures appropriées pour prévenir la détérioration des habitats et la perturbation des espèces, et quand, et dans quelle mesure des évaluations d'incidences (et, le cas échéant, des mesures compensatoires) sont nécessaires.

La transposition de cette loi européenne en loi nationale a eu lieu avec l'Article 32 de la Loi du 18 juillet 2018 relative à la protection de la Nature et des Ressources Naturelles.

1.2 Objectifs de l'évaluation spécifique « Natura 2000 »

L'évaluation appropriée des incidences sur une zone Natura 2000 est conçue pour déterminer si un projet est susceptible d'avoir une incidence significative sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000 (CE 2000, CE 2001, MDDI-DE 2016). Conformément à l'Article 6 (3) de la directive 92/43/CEE, il s'agit de plans ou de projets qui ne sont pas directement liés ou nécessaires à la gestion d'un site Natura 2000, mais qui pourraient influencer considérablement cette zone individuellement ou conjointement avec d'autres plans et projets.

Les impacts directs et indirects d'un projet ou de plusieurs projets sur une zone Natura 2000 sont pris en compte et évalués en fonction des objectifs de conservation spécifiques de cette zone.

L'objectif est de maintenir ou de rétablir un état de conservation favorable du site Natura 2000 par rapport aux habitats et aux espèces des annexes I et II de la directive 92/43/CEE et de l'annexe I de la directive 2009/147/CE (« directive Oiseaux »), et, conformément à l'article 4 (2) de la directive 2009/147/CE, des espèces migratrices non visées à l'annexe I dont la venue est régulière ainsi que leurs habitats. Les autres espèces et habitats mentionnés dans la fiche technique du site Natura 2000 concerné ne font pas l'objet des enquêtes, à moins qu'ils ne soient identifiés en tant qu'espèces caractéristiques des habitats de l'annexe I de la directive 92/43/CEE.

1.3 Procédure de l'évaluation spécifique « Natura 2000 »

La procédure de l'évaluation spécifique « Natura 2000 » est définie avec précision et consiste en 4 phases avec différentes étapes de contrôle (CE 2001, Lambrecht et al. 2004, Lambrecht & Trautner 2007, MDDI-DE 2016) :

Phase 1 : Triage,

Phase 2 : Évaluation appropriée,

Phase 3 : Évaluation des solutions alternatives,

Phase 4 : Évaluation lorsqu'il n'existe pas de solutions alternatives et que des incidences négatives demeurent.

La **Triage/FFH-Screening (phase 1)** permet d'évaluer de manière préliminaire si un plan ou un projet peut avoir un impact significatif sur les objectifs de conservation d'un site Natura 2000. L'exigence de l'évaluation est clarifiée sur la base des informations et des données disponibles. Si la vérification préliminaire, basée sur les informations disponibles, peut exclure des impacts importants aux objectifs de conservation de zone Natura 2000, aucune autre phase de l'évaluation n'est requise et le projet peut être mis en œuvre.

Si des impacts importants du projet sur les objectifs de conservation du site Natura 2000 en phase 1 ne sont pas exclus, une **évaluation appropriée (phase 2)** doit être effectuée. Celle-ci (phase 2) comprend une analyse et une évaluation détaillées, y compris de mesures d'atténuation des impacts potentiels. L'objectif est d'éliminer tous les doutes et toutes les incertitudes quant aux effets possibles et de déterminer l'importance des impacts possibles. L'évaluation des incidences environnementales doit répondre à des exigences élevées et à l'état actuel des connaissances scientifiques.

Si, selon l'évaluation spécifique « Natura 2000 », des impacts importants du projet sur les objectifs de conservation ne peuvent être exclus, l'**évaluation des solutions alternatives (phase 3)** doit être appliquée. Dans la phase 3, conformément à l'article 16 de la directive « Habitats », des solutions alternatives raisonnables sont recherchées, leurs impacts potentiels examinés et, le cas échéant, exclus (application des phases 1 et 2).

S'il n'y a pas de solutions alternatives pour un plan ou un projet ou s'il est impossible d'exclure un impact important, l'**évaluation lorsqu'il n'existe pas de solutions alternatives et que des incidences négatives demeurent (phase 4)** doit être appliquée. Cette phase consiste à examiner dans quelle mesure il est possible d'affirmer des raisons impérieuses d'intérêt général pour la réalisation du projet, malgré une atteinte considérable aux objectifs de conservation. Un avis de la Commission Européenne est nécessaire si les types d'habitats et les espèces prioritaires sont concernés et que des exceptions doivent être autorisées.

2. Localisation et description du site

2.1 Localisation du site et contexte

La source Tro'n et les forages de reconnaissance envisagés sont situés sur le territoire de la commune de Habscht et au sud de la commune de Helperknapp (Tuntange). Les forages sont situés aux alentours de la source Tro'n en bordure du chemin forestier.

L'ensemble des investigations sont situées en zone forestière et dans la zone protégée Faune Flore et Habitats (FFH) « Vallée de la Mamer et de l'Eisch ». Le site est utilisé depuis longtemps pour l'exploitation de sources. La Figure 2 permet de se rendre compte de la situation sur fond d'orthophotographies.

Cette figure présente également l'emplacement d'anciens forages réalisés lors de précédentes études sur le captage de source Tro'n ainsi que la localisation d'autres sources exploitées par le Syndicat des Eaux du Sud dans le secteur.

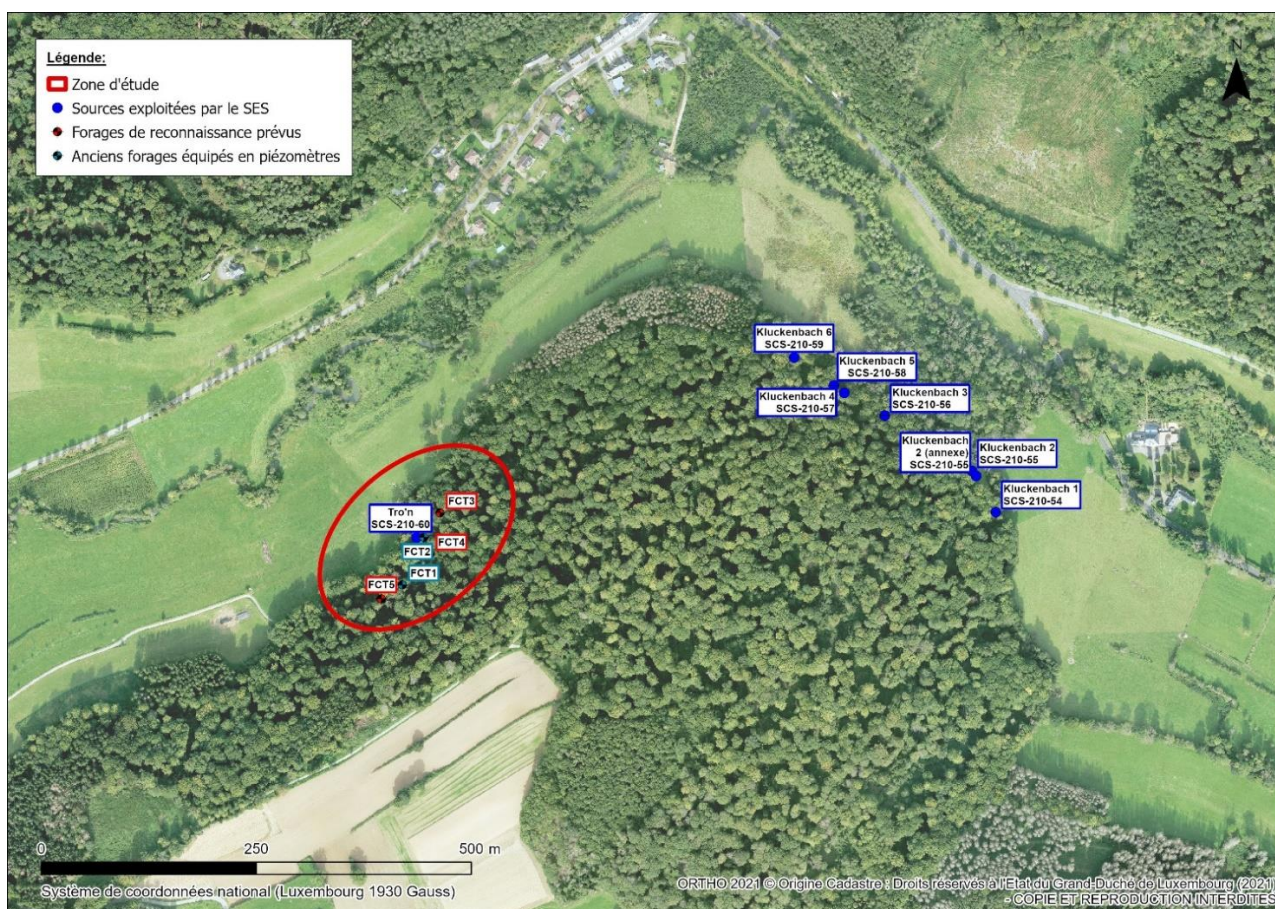


Figure 2. Localisation du site à l'étude sur fond d'orthophotographies.

3. Description des investigations

3.1 Description des forages et piézomètres

Justification des forages	Étude hydrogéologique dans le cadre de l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60), exploité pour la production d'eau potable par le Syndicat des eaux du Sud.
Nombre de forages	3
Profondeur des forages :	Entre 10 et 15 mètres.
Diamètre intérieur du forage :	Environ 116 mm.
Quantité d'eau prélevée :	Le débit du pompage sera fonction des caractéristiques de l'aquifère et des performances de la pompe.
Equipement :	4''
Engins utilisés :	Les forages seront réalisés à l'aide d'une foreuse sur chenille (chenilles en caoutchouc). Le transport d'eau pour les besoins des forages sera réalisé avec un tracteur et une citerne d'eau.

Les forages de reconnaissance seront équipés en piézomètres et resteront en place après la fin des travaux, pour une durée indéterminée afin d'assurer le monitoring de la nappe d'eau souterraine. Il sera donc recommandé aux autorités compétentes effectuant des travaux ou investigations ultérieures de porter une attention particulière aux ouvrages créés.

Ceux aux abords directs des chemins ou C.R., seront munis d'un système de fermeture par taque hydrant. Conforme aux exigences de l'Administration de la Gestion de l'Eau, la tête de forage est à surélever d'au moins 50 cm par rapport au niveau du terrain naturel et est à entourer d'une margelle bétonnée pour empêcher tout endommagement en cas de choc d'un engin (cf. Figure 3).

Ceux situés sur les flancs de colline seront munis d'un système de fermeture par un tube inox dépassant (d'une hauteur comprise entre 0,5 et 1 m depuis la surface) (cf. Figure 4). Un socle en béton peut être aménagé afin de sécuriser le piézomètre (cf. Figure 4).



Figure 3. Exemple d'un système de fermeture par taque hydrant.



Figure 4. Exemple d'un système de fermeture par tube inox dépassant.

4. Description du site Natura 2000 concerné

4.1 Localisation

La zone Natura 2000 « Vallée la Mamer et de l'Eisch » (LU0001018) occupe une surface de 6 799 ha. La zone s'étend depuis Eischen à l'ouest jusque Mersch au nord et depuis Mersch jusque Strassen et la Ville de Luxembourg au sud.

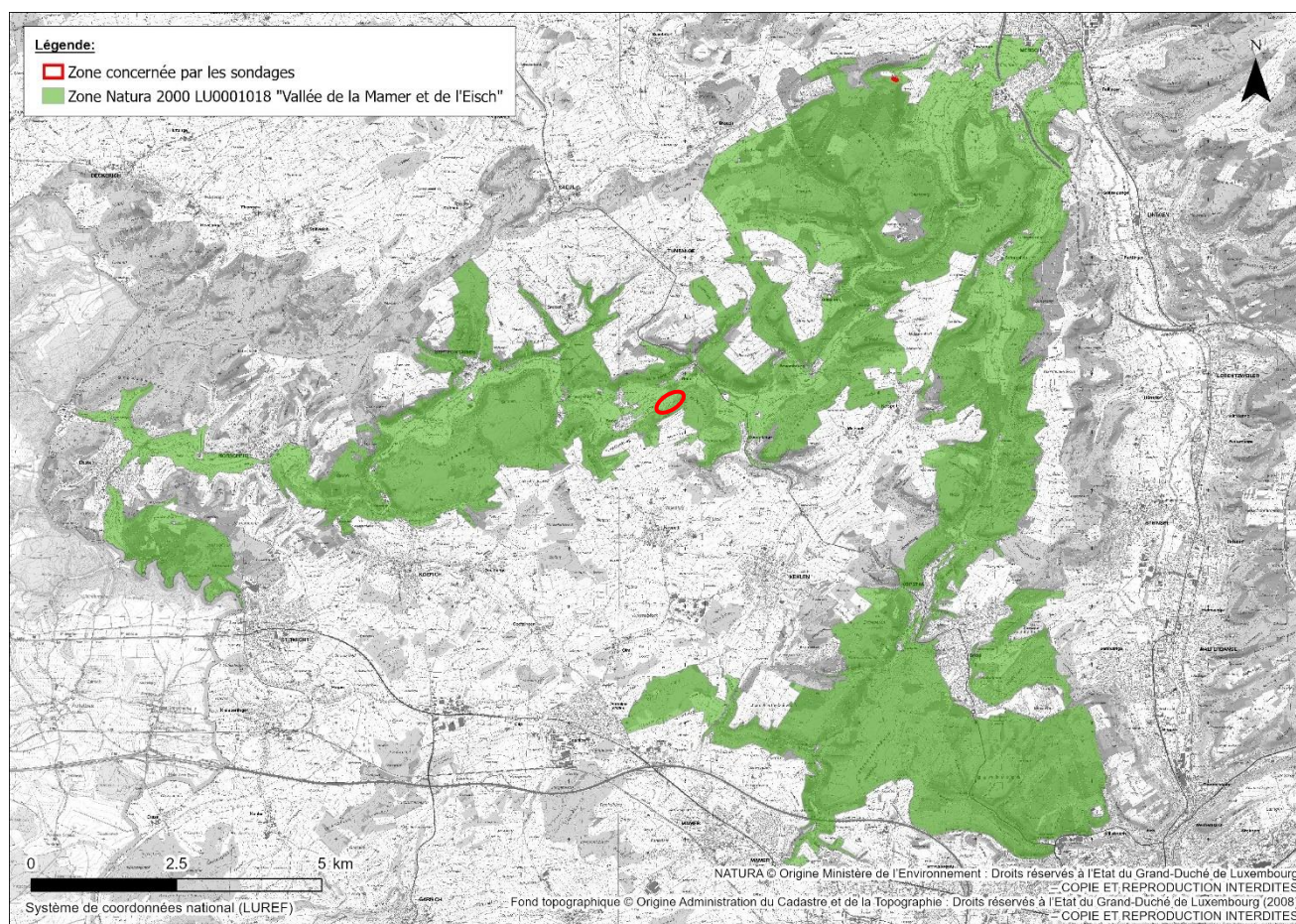


Figure 5. Zone Natura 2000 « LU0001018 Vallée de la Mamer et de l'Eisch » et localisation de la zone concernée par les sondages.

4.2 Types d'habitats et espèces d'après annexe I et II de la directive 92/43/CEE

Les types d'habitats suivants ont été identifiés dans la zone conformément à l'annexe I de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 relative aux habitats, conformément à la fiche de données officielle du site (* types d'habitat prioritaires) :

Tableau 1. Types de l'habitat d'après Annexe I de la directive 92/43/CEE et d'après la fiche des données officielle du site LU0001018

Code	Nom	Surface (ha) ou nombre (n)
3140	Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à characées	0,2
3150	Eaux eutrophes avec végétation de type Magnopotamion ou Hydrocharition	0,2
3260	Végétation flottante de renoncules des rivières submontagardes et planitiales	0,3
6430	Mégaphorbiaies des franges nitrophiles et humides des cours d'eau et des forêts	0,6
7220 ¹	Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	> 100
91E0*	Forêts alluviales résiduelles (Alnion glutinoso-incanae)	38,3
BK04	Magnocariçaies (Magnocaricion)	4,0
BK05	Sources naturelles (167 en milieu ouvert, 60 en forêt)	227 (n)
BK06	Roseaux	2,8
BK08	Plans d'eau	5,4
BK12	Cours d'eau permanent	31,2
4030	Landes sèches à callune	2,6
6110*	Pelouses rubicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi	ponctuel
6210	Pelouses calcaires sèches semi-naturelles (Festuco-Brometalia)	2,9
6410	Prairies molinies sur calcaire et argile (Eu-Molinion)	2,4
6510	Prairies maigres de fauche	83,5
BK03	Complexe de prairies maigres (secteur mines à ciel ouvert)	1,1
BK07	Prairies maigres sur sols sableux ou siliceuses	4,6
BK09	Vergers	11,7
BK10	Prairie humide du Calthion	6,3
BK11	Marécage ou bas marais	9,4
8220	Végétation chasmophytique des pentes rocheuses siliceuses	14,4
8310 ³	Grottes non exploitées par le tourisme	15
9110	Hêtraies du Luzulo-Fagetum	675,0
9130	Hêtraies du Asperulo-Fagetum	2036,7
9160	Chênaies du Stellario-Carpinetum	116,5
9180	Forêts de ravins	0,3
BK13	Futaies feuillues contenant plus de 50 % d'essence feuillues	713,8
BK15	Lisières structurées	1,0
BK16	Bosquets	8,0
BK17	Broussailles	7,9

Les espèces suivantes sont répertoriées dans la zone conformément à l'annexe II de la directive habitats et de l'annexe I de la directive oiseaux (*Type de priorité) :

Insectes

Grand cuivré (*Lycaena dispar*)
Damier de la succise (*Euphydryas aurinia*)
Écaille chinée (*Euplagia quadripunctaria*) – Papillons (*Lepidoptera*)

Poissons

Chabot commun (*Cottus gobio*)
Petite Lamproie (*Lampetra planeri*)

Amphibiens

Triton crêté (*Triturus cristatus*)

Oiseaux

Cigogne noire (*Ciconia nigra*)
Martin-pêcheur (*Alcedo atthis*)
Pie grièche écorcheur (*Lanius collurio*)
Pic mar (*Dendrocopos*)
Bondrée apivore (*Pernis apivorus*)
Pic noir (*Dryocopus martius*)
Milan royal (*Milvus milvus*)
Milan noir (*Milvus migrans*)
Faucon pèlerin* (*Falco peregrinus*)
Grand-duc d'Europe* (*Bubo bubo*)
Pic cendré (*Picus canus*)

Mammifères

Castor d'Europe (*Castor fiber*)
Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*)
Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*)
Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*)
Murin de Bechstein / Vespertilion de Bechstein (*Myotis bechsteinii*)
Grand Murin (*Myotis myotis*)

4.3 Objectifs de protection

Le règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 portant désignation des zones spéciales de Conservation (Art.4 (12.)), p. 3837) retient pour le site LU0001018 « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » les éléments suivants :

- Maintien et amélioration de la qualité de l'eau et de la structure de la Mamer et de l'Eisch et de leurs affluents ; en particulier maintien dans un état de conservation favorable et restauration des rivières avec végétation du Ranunculion fluitant et du Callitriche-Batrachio (3260) et de la population de la Lamproie de Planer *Lampetra planeri*.
- Maintien dans un état de conservation favorable des eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à *Chara spp.* (3140).
- Maintien dans un état de conservation favorable et restauration des pelouses calcaires de sables xériques (6120*) et des pelouses calcaires karstiques (6110*).
- Maintien dans un état de conservation favorable des pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique (8210).
- Maintien dans un état de conservation favorable et restauration des sources pétifiantes avec formation de tuf (7220*).
- Maintien dans un état de conservation favorable des grottes (8310).
- Maintien dans un état de conservation favorable et restauration des landes sèches à callune (4030).

- h) Maintien dans un état de conservation favorable et restauration des prairies à Molinie (6410).
- i) Maintien dans un état de conservation favorable et extension surfacique des mégaphorbiaies (6430).
- j) Maintien dans un état de conservation favorable et extension surfacique des forêts alluviales (91E0*).
- k) Maintien dans un état de conservation favorable des hêtraies du Luzulo-Fagetum (9110) et du Asperulo-Fagetum (9130).
- l) Maintien dans un état de conservation favorable de la population du Triton crêté *Triturus cristatus*.
- m) Maintien dans un état de conservation favorable des populations du Murin de Bechstein *Myotis bechsteinii*, du Grand murin *Myotis myotis*, du Murin à oreilles échancrées *Myotis emarginatus*, du Petit rhinolophe *Rhinolophus hipposideros* et du Grand rhinolophe *Rhinolophus ferrumequinum*

5. Evaluation de portée – Screening-Matrice

Dans ce qui suit, les effets possibles du projet sur la zone Natura 2000 sont examinés et il est vérifié si des effets significatifs peuvent être présents.

L'utilisation d'indicateurs clés est une méthode généralement acceptée pour déterminer la portée des incidences. Les indicateurs clés présentés dans le tableau ci-après sont utilisés pour l'évaluation de pertinence, à la suite du document EU-COM (2001).

Impact direct, indirect ou secondaire attendu du projet sur le site Natura 2000 du fait de l'installation projetée/du fait de la mise en service/du fait des travaux de construction	
Type d'impact	Altérations possibles
Perte de surface directe	<u>Forages</u> : une perte de surface directe est possible pour la zone Natura 2000 du fait de la sécurisation des piézomètres. L'emprise individuelle de chacun des ouvrages projeté est d'environ 0,16 m ² , soit une surface totale de 0,48 m ² si tous les ouvrages sont entourés d'un massif de béton de 40 cm par 40 cm. Les surfaces concernées sont désignées dans le PAG de la commune de Habscht comme "Zone forestière". Par rapport à la surface totale de l'habitat concerné, cela représente moins de 0,0000001 % de « Hêtraies du Melico-Fagetum » et <u>se situe donc bien en dessous du critère de 1 %</u> . Ainsi, il n'y aura pas de réduction de surface d'un habitat. L'emprise au sol est faible au lieu d'emplacement des forages et sont situés sur le chemin forestier qui est déjà remanié.
Changement de la structure/de l'utilisation de l'habitat	Non prévu.
Effet de piège/barrière ; Perte des individus	Non prévu.
Influence directe sur les espèces	Non prévue.
Emissions non matérielles (acoustiques, optiques)	Des stimuli acoustiques et visuels sont à attendre temporairement pendant la phase de réalisation des sondages et dans le cas d'essai de pompage ; à l'issue de travaux, aucune nuisance sonore ne sera produite.
Emissions matérielles	Poussière temporaire pendant la phase réalisation des sondages.
Radiation	Non prévu.

Changement de régime d'eau	Les niveaux d'eau dans la nappe ne seront pas impactés par les ouvrages de monitoring. Un rabattement des eaux souterraines par pompage est localement possible durant les essais de pompage mais cela ne sera que temporaire et bref. Il n'y aura pas d'impact sur les eaux de surface car les cours d'eau à proximité sont intermittents et les piézomètres prévus n'y porteront pas atteinte.
Qualité de l'eau	L'introduction de polluants pendant la phase d'investigations doit être évitée et n'est pas attendue. Dans le cas d'essai de pompage, les eaux rejetées seront les eaux brutes de la nappe. La qualité des eaux du milieu naturelle ne sera donc pas impactée.
Description des changements attendus dans la zone en raison de :	
Réduction des habitats	L'abattage des arbres doit être évité. Les forages de reconnaissance seront réalisés aux abords de chemins forestiers ou à proximité. Une attention particulière sera apportée pour ne pas affecter le couvert végétal lors de la réalisation des forages. Aucun effet significatif n'est attendu.
Perturbation des espèces clés	La perturbation des espèces par l'abattage éventuel d'arbres est peu probable. Il existe un potentiel suffisant de possibilités d'évitement ainsi que des habitats alternatifs dans la zone forestière pour la période limitée des investigations géologiques et hydrogéologiques. Une régulation des horaires de construction (de 7 à 19 heures pour une durée de chantier de max. 25 jours ouvrables), ainsi qu'une restriction d'abattage minimise également considérablement le risque de perturbation. La planification des investigations ne prévoit pas l'abattage d'arbres.
Fragmentation des habitats	Non prévue.
Réduction de la densité des espèces	Non prévue.
Évaluation sommaire de la dégradation des objectifs de protection et de conservation	
Objectifs de protection et de conservation	Non prévus.
Habitat types clés	En cas d'abattage d'arbres, l'habitat de « Hêtraies du <i>Melico-Fagetum</i> » serait affecté. L'abattage d'arbres n'est cependant pas prévu.
Espèces cibles	En cas d'abattage d'arbres, des espèces cibles pourraient être légèrement affectées. Les arbres sur le site forment des habitats potentiels, des sites de reproduction et des aires de repos. L'abattage d'arbres n'est cependant pas prévu dans le projet. Pendant la phase de réalisation des investigations, il faut s'attendre à des perturbations, en particulier dues au bruit. Toutefois, on ne s'attend pas à des effets significatifs, car les perturbations ne sont que temporaires, limitées à quelques heures par jour et des habitats alternatifs sont disponibles.
Effet de la somme - description des effets possibles en combinaison avec d'autres plans ou projets dans la zone du projet (effets cumulatifs)	
Un projet autre que la réalisation des investigations géologiques et hydrogéologiques aux alentours du captage de source Tro'n serait planifié à environ 800 m au nord du projet concerné : réalisation d'investigations géologiques et hydrogéologiques aux alentours du captage de source Ansembourg 1 (SCS-511-61).	

Dans l'ensemble, le projet n'aura pas d'effets négatifs importants sur les espèces clés et, en particulier, sur les types d'habitats présents sur le site Natura 2000 LU0001018. Une évaluation « Natura 2000 » (Phase 2) n'est donc pas nécessaire.

6. Conclusion

Dans le cadre de l'étude hydrogéologique relative à l'étude du captage de source Tro'n (SCS-210-60), les investigations prévues permettront d'approfondir les connaissances du contexte hydrogéologique dans lequel évolue la source sur le secteur. Les piézomètres seront équipés dans les niveaux inférieurs du Lias inférieur en fonction des arrivées d'eau repérées lors des forages. Les profondeurs des forages estimées varient entre 10 et 15 mètres selon les points considérés. La tête de forage sera équipée de façon à éviter les infiltrations de surface vers le sous-sol.

Les travaux de forage seront suivis par un géologue expert qui veillera à ce que les forages-piézomètres soient réalisés dans les règles de l'art (zone crépinée, étanchéification des niveaux non crépinés, bouchon de fond, etc.).

Les forages en question seront effectués en veillant à ne mettre en danger ni la ressource souterraine ni les zones de surface (faune, flore et zones habitats associées). Le garde forestier en charge de la zone concernée sera contacté. Le site est accessible et l'abattage d'arbres ou la modification des terrains ne seront pas nécessaires. Les perturbations possibles pendant la phase de réalisation des investigations ne sont que temporaires, à petite échelle et non significatives en raison d'un habitat alternatif suffisant.

D'après le FFH-Screening (Phase 1), des effets négatifs importants sur les espèces clés et, en particulier, sur les types d'habitat répertoriés sur le site Natura 2000 LU0001018 par le projet peuvent être exclus. Une évaluation appropriée « Natura 2000 » (Phase 2) n'est donc pas nécessaire.

Contern, le 21.04.2022

7. Références

- CE - Commission européenne. (2000). *Gérer les sites NATURA 2000 - Les dispositions de l'article 6 de la directive "habitats" (92/43/CEE)*. Luxembourg.
- CE - Commission européenne. (2001). *Évaluation des plans et projets ayant des incidences significatives sur des sites Natura 2000 - Guide de conseils méthodologiques de l'article 6, paragraphes 3 et 4, de la directive "habitats" 92/43/CEE*. United Kingdom.
- CE - Commission européenne. (2007). *Document d'orientation concernant l'article 6, paragraphe 4, de la directive "Habitats" - Clarification des concepts de: Solutions alternatives, Raisons imperatives d'intérêt public majeur, mesures compensatoires, cohérence globale, avis de la commission*.
- CE - Commission européenne. (2007). *Document d'orientation sur la protection stricte des espèces animales d'intérêt communautaire en vertu de la directive "Habitats" 92/43/CEE*.
- European Environment Agency. (2012). *Natura 2000 - Standard Data Form - Site: LU0001018 Vallée de la Mamer et de l'Eisch*. Consulté le 07 février 2022, sur <http://natura2000.eea.europa.eu/Natura2000/SDF.aspx?site=LU0001018>
- Lambrecht, H., & Trautner, J. (2007). *Fachinformationssystem und Fachkonventionen zur Bestimmung der Erheblichkeit im Rahmen der FFH-VP - Endbericht zum Teil Fachkonventionen, Schlussstand Juni 2007*. Hannover, Filderstadt: F&E-Vorhaben im Rahmen des Umweltforschungsplanes des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit im Auftrag des Bundesamtes für Naturschutz.
- Lambrecht, H., Trautner, J., Kaule, G., & Gassner, E. (2004). *Ermittlung von erheblichen Beeinträchtigungen im Rahmen der FFH-Verträglichkeitsuntersuchung*. Hannover, Filderstadt, Stuttgart, Bonn: FuE-Vorhaben im Rahmen des Umweltforschungsplanes des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit im Auftrag des Bundesamtes für Naturschutz.
- MDDI-DE - Ministère du Développement Durable et des Infrastructures - Département de l'Environnement. (2016). *Leitfaden zur FFH-Verträglichkeitsprüfung für das Großherzogtum Luxemburg*. Luxembourg.
- MDDI-DE - Ministère du Développement Durable et des Infrastructures - Département de l'Environnement. (s.d.). *Plan de Gestion Natura 2000: LU0001018 Vallée de la Mamer et de l'Eisch - Période 2019-2026*. Ministère du Développement durable et des Infrastructures; Département de l'environnement.